

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

CAISSE DÉPARTEMENTALE
DES
INCENDIÉS DE LA MARNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 9 décembre 1912, à 3 heures

PAR

PIERRE CASSAGNEAU

Président : M. LARNAUDE, professeur.

Suffragants { *MM. JAY, professeur.*
FERNAND FAURE, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1912

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

CAISSE DÉPARTEMENTALE
DES
INCENDIÉS DE LA MARNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

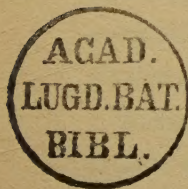
Le lundi 9 décembre 1912, à 3 heures

PAR

PIERRE CASSAGNEAU

Président : M. LARNAUDE, professeur.

Suffragants { *MM. JAY, professeur.*
FERNAND FAURE, professeur.



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1912

CAISSE DÉPARTEMENTALE
DES
INCENDIÉS DE LA MARNE

INTRODUCTION

A notre époque où les questions de mutualité et de solidarité sont à l'ordre du jour, où un grand mouvement se produit dans tous les pays en faveur des œuvres qui ont ces deux grandes idées pour but et pour base, il nous a paru intéressant d'étudier, dans le cadre restreint d'un département, la création, le développement et le fonctionnement d'un système particulier d'assurance, basé sur ces deux idées : la *Caisse départementale des Incendiés de la Marne*.

Aussi bien la question des assurances est plus que jamais d'actualité. Le formidable développement de cette industrie, les gros bénéfices de ces grandes Compagnies qui drainent, souvent en dehors des frontières, une partie de l'argent national, ont amené les États, les Gouvernements à se préoccuper de ces sortes de sociétés. Des projets de monopole des assu-

rances ont été conçus ; en France plusieurs ont été déposés sur le bureau de la Chambre. Mais déjà l'Italie nous a devancés dans cette voie puisqu'elle vient de monopoliser pour l'État les assurances-vie.

Notre étude ne touchera pas à ces graves problèmes et se maintiendra dans un cadre plus modeste. Nous nous bornerons à examiner et à montrer les circonstances qui ont présidé à la naissance de la Caisse départementale des Incendiés de la Marne ; nous indiquerons dans quel but elle a été fondée, nous la suivrons dans son développement, ses transformations et améliorations successives jusqu'à nos jours où nous verrons cette œuvre, qui, au début, fut une Caisse de secours et de charité, devenue une véritable Caisse d'Assurances Mutuelles contre l'Incendie. Mais nous nous attacherons à démontrer que depuis son origine jusqu'à nos jours, aussi bien dans la Caisse de secours que dans la Caisse Départementale, cette institution garde le même caractère d'œuvre philanthropique et ne perd pas de vue le but dans lequel elle a été fondée : le soulagement des incendiés à l'exclusion de toute idée de spéculation ou de lucre. Aussi malgré son évolution, malgré les modifications importantes qui l'ont transformée peu à peu, c'est avec raison qu'elle peut mettre aujourd'hui au dessous de son titre ces deux mots qui la caractérisent tout entière : *Mutualité et Solidarité*.

CHAPITRE PREMIER

Préliminaires

Origine de l'institution. — Faits qui ont peu à peu amené à sa création. — Nombre et importance des incendies dans la province de Champagne. — Divers modes de secours antérieurs au fonctionnement de la Caisse. — Secours privés : aumônes, quêtes particulières. — Secours officiels : remises d'impositions et indemnités accordées par le gouvernement royal.

Création à Langres d'une Caisse de secours pour les incendies. — Ordonnance de l'archevêque duc de Langres. — Quêtes générales. — Règlement. — Amélioration. — Fonctionnement.

Avant d'aborder l'étude de l'institution en elle-même, nous allons d'abord examiner quelles en furent les origines premières, quelles circonstances ont amené la création et assuré le succès de cette œuvre d'assistance mutuelle qu'est la Caisse départementale des Incendiés du département de la Marne.

Comment est née l'idée de constituer une pareille Caisse ? Quels sont les motifs, les faits qui vont rendre sa création nécessaire ? A l'époque où nous la voyons apparaître, l'idée d'une semblable institution peut étonner et encore plus son succès. C'est une œuvre néces-

sitant en effet de la part de ses fondateurs et surtout de ses adhérents des idées d'altruisme et de solidarité qui étaient assez peu répandues au milieu du XVIII^e siècle !

Pour l'expliquer il faut considérer les faits, les circonstances au milieu desquelles cette œuvre va naître, se former, et, après les difficultés du début, se développer en se transformant peu à peu et devenir l'institution moderne qui met aujourd'hui au-dessous de son titre : Mutualité, Solidarité.

Ce sont en effet ces faits, ces circonstances qui ont eu assez de force pour créer la mentalité, le courant d'idées nécessaires à la fondation et au succès de l'institution. Eux seuls ont pu gagner la pitié des classes riches, eux seuls ont pu en ces temps de misère des campagnes, amener les paysans à contribuer de leurs aumônes, à la constitution d'un fonds commun de secours. Certes leurs offrandes étaient souvent modestes, mais si minimes qu'elles fussent ces aumônes permirent par leur nombre d'assurer des secours efficaces aux malheureux incendiés dont la misère se transformait en un affreux dénûment par la destruction de leur modeste avoir et de leurs instruments de travail.

La victime isolée d'un incendie, citadin ou villageois peut bien à la rigueur être aidée par divers moyens par ses concitoyens à rebâtir sa maison et à reconstituer son industrie.

Mais lorsque l'incendie détruit tout un hameau,

tout un village, ces secours doivent avoir une importance considérable pour arracher les victimes à la misère. L'effort de la collectivité est nécessaire.

En étudiant les documents de cette époque relatifs à la question qui nous occupe, on est frappé de la fréquence et de l'importance considérable des incendies dans la province de Champagne.

Ce ne sont pas des maisons isolées qui sont détruites, une ou deux familles sans abri et sans pain, ce sont des villages entiers ou presque, menacés de disparaître complètement et des centaines d'êtres humains privés de tout abri et de toute ressource.

En 1719 un épouvantable incendie détruit à peu près la ville de Sainte-Menehould. Nous ne ferons que signaler le fait, car cette catastrophe a un caractère trop exceptionnel pour que les mesures prises en de pareilles circonstances puissent nous éclairer utilement sur les procédés habituels de secours employés à cette époque.

Mais les incendies se multiplient dans la région et chacun fait un nombre considérable de victimes.

L'étendue de ces sinistres s'explique par le mode de construction employé alors dans les villages. Les maisons sont constituées par des carcasses en bois et les murs sont en terre, parfois même en planches ; la toiture de chaume achève de rendre le bâtiment éminemment combustible. Si l'on ajoute à cela la proximité extrême de ces maisons et l'étroitesse des

rues, on voit comment la moindre imprudence pouvait incendier une habitation et communiquer le feu à tout un village. (Cette imprudence était souvent commise par les jeunes enfants laissés sans surveillance pendant que leurs parents étaient retenus au dehors par les travaux des champs.)

Nous allons examiner les divers procédés employés dans de pareils cas pour venir en aide aux malheureux sinistrés.

Le 21 mars 1720 un incendie détruit en moins de 5 heures, 79 des principales maisons du gros bourg de Barbonne.

A la suite de ce désastre, la malheureuse population de ce bourg est plongée dans une profonde misère. Un grand nombre de familles sont sans abri et la charité des habitants qui ont échappé au sinistre ne peut suffire à leur procurer même de maigres ressources. Cette misérable situation est portée à la connaissance du roi qui essaie de soulager par divers moyens la misère des malheureux incendiés.

Un arrêt du Conseil d'État du roi du 13 septembre 1720 décharge les habitants du paiement de ce qui leur reste à verser de leur taille, capitation, dixièmes et autres impositions. Il accorde de plus des exemptions d'impôts et une indemnité dont les habitants profiteront sous certaines réserves et conditions.

« Ordonne en outre Sa Majesté, que les habitants
« incendiés ne pourront être imposés à la taille pen-

« dant dix années consécutives à commencer par l'an-
« née prochaine mil sept cent vingt un qu'à cinq sols
« chacun par an et à pareille somme pour la capitation
« pendant le même temps de dix années, à la charge
« pour eux de résider dans le dit bourg de Barbonne
« et d'y faire rebastir en pierres ou en briques leurs
« maisons et bâtiments dans l'espace de quatre ans à
« compter de la présente année. Et pour faciliter
« aux suppliants le moyen de rétablir leurs maisons
« et église, ordonne Sa Majesté qu'il sera payé des
« fonds qui seront destinés à cet effet la somme de
« 20.000 laquelle sera départie par le dit sieur Lesca-
« lopier à ceux des habitants de la dite communauté
« de Barbonne de la manière que le sieur commis-
« saire de party jugera le plus convenable et que les
« habitants non incendiés seront fixés à la somme
« de deux mils cent cinq livres de tailles pendant
« six années à commencer en l'année prochaine mil
« sept cent vingt et un, à répartir entre eux à la ma-
« nière accoutumée. Enjoint Sa Majesté au dit sieur
« commissaire de party en la dite généralité de Cha-
« lons de tenir la main à l'exécution du présent arrest
« qui sera exécuté nonobstant toutes oppositions ou
« autres empêchements, dont, si aucuns interviennent,
« Sa Majesté s'en est réservé la connaissance et à son
« conseil et a icelle interdit à toutes ses autres cours
« et juges.

« Fait au Conseil d'État du roi, tenu à Paris le trei-

« zième jour de septembre mil sept cent vingt un. »
(*Archives départementales de la Marne*, série C. 1954.)

Nous voyons donc le gouvernement intervenir de diverses façons pour secourir les sinistrés. L'indemnité accordée est assez forte, en raison évidemment de l'importance du désastre.

Cet arrêt que nous avons cru devoir citer en partie, est intéressant à plusieurs points de vue.

Tout d'abord en ce qui concerne l'abandon que fait l'État des cotes de tailles arriérées, nous voyons dans les considérants de l'arrêt qu'elles constituent une somme assez élevée, 18.402 livres, 10 sols, 6 deniers remontant jusqu'à 1714. Cela nous donne déjà un aperçu de la situation assez misérable des habitants.

Cette décharge devait apporter un soulagement à leur misère; comment en effet auraient-ils pu s'acquitter après le désastre de 1720 ?

Le second procédé de l'exemption ou plutôt de la réduction de taille pendant dix années était efficace; mais ce qu'il y a surtout d'intéressant c'est la condition imposée.

L'habitant pour bénéficier de cette mesure doit reconstruire sa maison dans l'espace de quatre ans, et non plus comme autrefois en torchis mais en pierre ou brique, spécifie l'arrêt. Le gouvernement montre le souci non seulement de venir en aide aux sinistrés mais aussi celui de prévenir le retour de pareilles catastrophes ou tout au moins d'en limiter l'étendue. C'est

à cet effet qu'il accorde 20.000 livres. Nous ne voyons pas qu'il exige la couverture en tuile. C'est plus tard seulement que cela sera imposé par l'intendant Rouillé d'Orfeuil.

En 1730 le même village est presque entièrement détruit, 155 maisons sont la proie des flammes et cette malheureuse population qui commençait à peine à se relever du désastre de 1720 est de nouveau plongée dans la misère et le dénûment les plus complets.

L'Intendant Le Pelletier de Beaupré organise les secours. Il envoie sur sa cassette personnelle 2.000 livres qui permettront de parer aux premiers besoins et sollicite de la bienfaisance du roi un secours pécuniaire.

Le Gouvernement fut cette fois, bien que le désastre soit plus grand, moins généreux qu'en 1720. Il n'envoie en effet que 4.000 livres, de plus diverses décharges sont accordées aux incendiés.

On peut à la suite de ce nouveau désastre faire cette réflexion que les mesures imposées lors du premier incendie pour la reconstruction des maisons, ne furent guère efficaces.

En effet ce nouveau sinistre est plus considérable que le premier, mais outre qu'il n'est pas démontré que les maisons nouvellement reconstruites aient été toutes brûlées, il ne faut pas perdre de vue que le maintien de la couverture en chaume rendait presque aussi facile la propagation du feu d'un toit à

l'autre, quelle que fût la composition de l'infrastructure du bâtiment.

À la suite de ce nouvel incendie, nous voyons dans les mesures prises, les divers modes de secours employés par le gouvernement, mais nous ne voyons pas que l'on ait procédé à des quêtes particulières pour venir en aide aux incendiés comme on le fera plus tard. Cela peut s'expliquer par le fait que presque tous les habitants étaient atteints. De plus la misère régnait et la collecte eût été de bien faible importance en proportion de l'immensité du désastre.

Cette méthode d'exemptions et de décharge employée pour les deux cas que nous venons de citer va devenir la règle. Rarement le gouvernement accordera des secours pécuniaires. D'après un mémoire de 1778 il en aurait été ainsi jusqu'en 1764. On y lit en effet :
« jusqu'en 1764 les habitants de Champagne qui
« avaient eu le malheur d'être incendiés n'obtenaient
« pour tout secours que d'être exempts de taille et de
« corvée pour les chemins pendant trois années.

« L'administration de la Champagne ayant été confiée en 1764 à M. Rouillé d'Orfeuil, il représenta
« au Contrôleur Général des finances que ce secours
« était bien insuffisant pour mettre les habitants incendiés en état de reconstruire leurs bâtiments et il fut
« décidé qu'outre l'exemption de taille et de corvée
« pendant trois ans, il leur serait encore accordé
« quelques secours pécuniaires, mais à condition que

« les bâtiments reconstruits ne seraient pas couverts « en paille ». Cela n'est pas rigoureusement exact, à diverses reprises en effet des secours en argent furent accordés à des villages incendiés, mais, nous le répétons, ce ne fut qu'exceptionnellement.

(*Arch. dép. de la Marne*, Série C., 1957.)

L'examen des documents de cette période (*Arch. dép. de la Marne*, Série C., 1954-1955-1956) nous montre outre la fréquence des incendies, les procédés de secours presque toujours les mêmes.

Les pertes sont constatées par les autorités du village ou par le curé qui adressent une demande en décharge d'impositions à l'Intendant. Celui-ci accorde différentes décharges et parfois même des secours pécuniaires, mais ce n'est pas une règle.

Toutes les mesures et procédés que nous venons d'examiner ne concernent que les secours accordés par l'État, les secours officiels. D'autres personnes venaient aussi en aide aux sinistrés, les évêques entre autres donnaient des sommes assez fortes à distribuer aux malheureuses victimes des incendies. Les communautés religieuses et les particuliers riches donnaient aussi des aumônes.

Dans les documents cités plus haut (série C. 1954-1955-1956) il n'est pas question de quêtes particulières mais cela n'a rien d'étonnant. Nous n'avons là en effet que la correspondance officielle au sujet des demandes en décharges ou des secours.

Il n'est pas douteux qu'en dehors de cette procédure officielle il y avait d'autres moyens d'assistance, outre les dons des évêques, des communautés ou des particuliers, qui venaient s'ajouter à tous ces secours.

La pratique des quêtes particulières fonctionna même régulièrement. Les incendiés se présentaient dans les maisons et tâchaient d'apitoyer sur leur sort misérable les habitants. Ils allaient ainsi de porte en porte et recueillaient parfois assez d'argent. Nous le voyons d'après le mandement de l'archevêque duc de Langres dans lequel il institue les quêtes générales pour les substituer à ces quêtes particulières (sept. 1759). Il s'attache dans la première partie à montrer les nombreux inconvénients de ces quêtes particulières et son insistance nous permet de penser que c'était là à cette époque une pratique régulière. Les recettes devaient être assez fructueuses puisqu'il y a eu des fraudes. Certains individus, aussi dénués d'argent que de scrupules, avaient trouvé une nouvelle profession : celle d'incendié. Ils parcouraient les villages en se donnant comme tels et surprenaient la bonne foi des âmes charitables qui leur donnaient leur obole. Pour remédier à ces abus les évêques donnèrent des permissions de quêter dont les quémandeurs devaient être porteurs pour obtenir des aumônes mais cela n'arrêta pas les fraudeurs qui fabriquaient de fausses autorisations.

Nous trouvons donc au cours du XVIII^e siècle divers moyens de venir en aide aux incendiés, employés soit par le gouvernement, soit par les particuliers : exemptions et décharges d'impositions, quelquefois secours pécuniaires. Aumônes des évêques, communautés religieuses ou particuliers riches et quêtes particulières autorisées par les évêques.

Ce sont ces divers procédés d'assistance qui étaient en usage au moment où l'évêque duc de Langres, en 1759 institua le premier un système de quêtes générales dont le produit réuni en un seul fonds sera distribué aux sinistrés, système sur lequel prendront modèle les évêques de Châlons, Troyes, Reims et Soissons.

C'est de cette institution empruntée à l'évêque de Langres et inaugurée à Châlons en 1774 que sortira le mode d'assurance mutuelle qui fonctionne aujourd'hui sous le titre de *Caisse départementale des incendiés de la Marne*.

Nous croyons utile avant de passer à la création de cette institution dans le diocèse de Châlons, en 1774, d'examiner brièvement sa première manifestation, c'est-à-dire l'organisation des quêtes générales que nous trouvons dans l'ordonnance de l'évêque duc de Langres du 18 septembre 1759.

Nous donnerons un aperçu de cette ordonnance, nous bornant à une analyse de l'institution.

L'évêque de Langres explique quels inconvénients

ont les permissions particulières de quêter, fraudes, pertes de temps, secours minimes, etc... Il les a supprimées et remplacées par des quêtes générales faites par les curés et desservants dans leurs paroisses. Il signale qu'une expérience faite dans trois villages a donné de bons résultats ; c'est pourquoi il veut généraliser cette pratique. Il indique aussi qu'il faut constituer un fonds de réserve pour pouvoir soulager les incendiés avec rapidité et efficacité.

Suivent des conseils sur les instructions à donner aux fidèles et les exhortations à leur faire.

Cette ordonnance, sorte d'exposé des motifs, est intéressante au premier chef. Le prélat y a mentionné les raisons qui l'ont déterminé à instituer ces quêtes générales : inconvénients des quêtes particulières et leur peu d'efficacité : Perte de temps pour ceux qui les font, de plus fraudes. Il mentionne qu'il a fait l'expérience de quêtes générales et que c'est après leur succès qu'il a décidé d'étendre cette pratique à toutes les paroisses du Diocèse.

Le point important c'est qu'il a vu l'avantage et la nécessité d'avoir un fonds de réserve ! C'est ce fonds en effet qui fait la qualité principale de l'institution, car il permet des secours immédiats répondant aux besoins pressants des individus sinistrés.

Nous allons maintenant examiner le règlement de ces quêtes générales.

(Archives de la Marne, Série C, 1961.)

1° Dans chaque paroisse une personne recueille les aumônes. Elle est choisie par le curé ou le vicaire parmi les plus charitables et les plus pieuses. Elle tient un état exact des sommes reçues et les remet tous les trois mois au curé ou vicaire qui les envoie à son Doyen Rural et celui-ci au Promoteur Général à Langres.

2° Quatre quêtes par an dans les paroisses, dans les maisons particulières, et dans les temps jugés les plus convenables.

3° Envoi dans toutes les paroisses d'un état annuel des incendies du Diocèse, avec mention des pertes et des sommes attribuées.

4° Suppression des permissions particulières de quêter.

5° Les paroisses où ces quêtes ne se font pas n'auront aucun droit à participer aux distributions de l'année, ni de l'avenir, à moins qu'elles fassent ces quêtes.

(Langres, 18 septembre 1759. Gilbert).

A Langres de l'imprimerie d'Etienne Baunin, imprimeur du Roi et de Mgr l'Évêque duc de Langres, pair de France, 1759.

Nous trouvons à la suite de ce règlement l'état des sommes versées la première année.

Le total des versements est de 2.537 livres 6 s. 11 d.

Il a été distribué. 1.837 —

Reste 700 — 6 s. 11 d.

pour être distribués aux premiers qui auront le malheur d'être incendiés.

En consultant les états des versements (*Arch. de la Marne*. Série C. 1961), nous constatons que les sommes versées et le fonds de réserve vont en augmentant tous les ans.

Des améliorations sont apportées au système. En 1761 l'évêque fait remarquer que ces quêtes ne se feront commodément qu'après les récoltes et pendant l'hiver, on n'enverra l'état imprimé des dites quêtes qu'au mois de juillet. Il ajoute quelques mots pour stimuler le zèle des fidèles et menace de citer les paroisses qui n'ont rien donné.

Nous croyons utile de citer quelques chiffres pour montrer la progression des sommes reçues et du fonds de réserve.

DATES	TOTAL des versements	FONDS distribués	RÉSERVE
1759-1760...	2.537 l. 6 s. 11 d.	1.837 l.	7.700 l. 6 s. 11 d.
1761-1762...	6.345 l. 3 s.	1.860 l. 17 s. 6 d.	4.484 l.
1763-1764...	12.439 l. 17 s. 9 d.	9.897 l. 7 s.	2.541 l. 10 s. 9 d.
1767-1768...	9.962 l. 17 s. 4 d.	4.891 l. 8 s.	5.071 l. 9 s. 4 d.
1768-1769...	9.667 l. 11 s. 4 d.	4.516 l. 6 s.	8.151 l. 5 s. 4 d.
1769-1770...	11.557 l. 6 s. 4 d.	2.882 l.	8.735 l. 6 s. 4 d.

Ce tableau montre la progression des aumônes qui permet, même les années où de fortes allocations sont accordées de verser une certaine somme au fonds de réserve.

Nous avons dit que certaines modifications et améliorations étaient intervenues au cours du fonctionnement de l'institution.

En 1764 l'évêque Gilbert fait savoir dans un de ses mandements que malgré le souci de la justice et de proportionner les indemnités aux «prêts», le bureau sera obligé de tenir compte de l'importance des versements faits par les paroisses.

Les indemnités seront donc calculées non seulement en proportion des pertes mais aussi en considération de l'importance du versement fait à la caisse par rapport aux facultés des diverses paroisses.

Le successeur de l'évêque Gilbert, César Guillaume de la Luzerne prescrit deux ou trois quêtes seulement dans l'année et dans les temps jugés les plus convenables.

Il est inutile d'entrer dans tous les détails de cette organisation, mais un avertissement annexé à cette ordonnance nous a paru intéressant à signaler.

Avertissement. — L'Évêque recommande :

1) A tous MM. les Curés et Desservants de choisir pour faire les quêtes dans leurs paroisses le temps d'après les moissons et les vendanges, spécialement à ceux des Paroisses où la quête n'aurait pas été encore faite depuis les dernières récoltes, de la faire incessamment et à tous d'exhorter chaque fois les Fidèles à donner suivant leurs facultés.

2) De veiller à ce que l'estimation des pertes ne soit pas portée trop haut, parce que c'est faire tort aux autres incendiés, dont l'estimation est juste.

3) De veiller pareillement à ce que tout le produit

de la quête faite dans leurs paroisses soit porté à la Caisse suivant l'intention des fidèles qui ont donné et qu'il n'en soit pas détourné une partie à d'autres usages, quoique pieux.

4) De faire marquer, autant qu'il sera possible, dans les certificats et procès-verbaux d'estimation des pertes, les facultés qui resteront à chaque incendié pour se relever.

L'Évêque pense à ne faire distribuer aux incendiés de chaque doyenné que les sommes qui auront été recueillies parce qu'on voit des doyennés où l'on ne donne que très peu et d'une manière qui n'a point de proportion à ce que les autres doyennés fournissent.

5) On avertit de nouveau que c'est à M. Thévenot, Chapelain de Saint-Amâtre de Langres, qu'il faut s'adresser pour remettre les produits des quêtes et qu'il est nécessaire qu'il les ait reçues avant le 1^{er} septembre de chaque année, pour qu'elles soient portées sur l'état qui se dresse au mois de septembre.

(Mandement de Monseigneur, duc de Langres, Pair de France au sujet des quêtes qui se font pour les incendiés de son diocèse).

(1^{er} septembre 1771. *Arch. de la Marne*. Série C. 1961.)

Nous voyons par ces recommandations du prélat quel souci il apporte à assurer le bon fonctionnement, de l'œuvre instituée par son prédécesseur. Il s'efforce non seulement de rendre les versements plus nom-

breux et plus considérables, mais surtout d'en assurer une juste et équitable répartition.

Tout cela nous montre qu'à cette époque l'institution de l'évêque Gilbert, loin d'avoir périclité, est en plein fonctionnement et on peut le dire en pleine prospérité.

C'est dire que la population des campagnes et même des villes, qui dès le début lui fit bon accueil, en fut récompensée par le soulagement apporté à tous les malheureux incendiés. L'importance croissante des secours accordés, la bonne administration des fonds et le souci d'équité qui présidait aux allocations la firent prospérer et lui amenèrent tous les jours de nouveaux adhérents.

Le succès obtenu et les services rendus par cette œuvre dans le diocèse de Langres frappèrent l'Évêque de Châlons et en 1774 il essaya d'introduire une institution analogue dans son propre diocèse. Le besoin s'en faisait sentir car les incendies étaient nombreux et, nous l'avons vu, les secours minimes.

**État des incendies qui ont eu lieu dans la Province et
Frontière de Champagne depuis l'année 1780 jus-
qu'en 1784.**

ANNÉES	Nombre de maisons incendiées	Montant des pertes (en bâtiment seulement)	Secours en argent pour aider la reconstruction et couverture en tuiles
1780.	216	417.800 liv.	35.400
1781.	158	328.600 —	35.400
1782.	202	341.300 —	35.400
1783.	197	397.900 —	35.400
1784.	176	194.200 —	19.933
	4	6.200 —	620
Total. .	948	1.614.800 liv.	161.533

CHAPITRE II

1° Établissement d'une Caisse des Incendiés dans le Diocèse de Châlons en 1774 par l'Évêque le Clerc de Juigné.

Étude du développement et du fonctionnement externe de l'institution. — Accueil que lui font les paroisses de campagne. — Résultats des premières années. — Opposition du clergé de Châlons à l'organisation des quêtes générales.

2° a) Étude du fonctionnement interne : règlement, conditions pour obtenir des secours. Allocations d'indemnités. — Absence de documents pour le diocèse de Châlons. — Étude de l'organisation de la Caisse des incendiés de Reims : Établissement, règlement. — Succès obtenu par cette institution.

b) Fonctionnement du bureau des incendiés.

I

La fréquence des incendies, le peu d'efficacité des secours accordés, les inconvénients des quêtes particulières, dont le moindre était la modicité de la recette, amenèrent l'évêque de Châlons à souhaiter un système de secours plus efficace.

Le succès, dans le diocèse voisin, de la caisse de secours constituée en 1759 par l'ordonnance de Langres, l'importance des sommes accordées et le soulagement procuré aux malheureux incendiés, lui donnèrent l'idée de créer une institution semblable

dans le diocèse de Châlons. Des quêtes générales et annuelles seraient faites par les curés dans chaque paroisse, et leur produit réuni en un fonds commun distribué aux sinistrés.

Malheureusement, nous n'aurons point sur cette institution des documents aussi nombreux et aussi détaillés que pour celle du diocèse de Langres. Pas d'ordonnance, ni de mandement de l'Évêque qui nous fasse connaître la date de fondation et les statuts, le règlement.

Nous sommes cependant autorisé à penser que c'est en 1774 que commença de fonctionner cette œuvre dans le diocèse de Châlons. Cela ressort, en effet, d'une lettre de l'Évêque le Clerc de Juigné à l'intendant Rouillé d'Orfeuil (dans une correspondance sur laquelle nous reviendrons), lettre écrite le 31 août 1781 et où le prélat parlant de cette institution s'exprime en ces termes : « Nous exhortons MM. les Curés de la ville à faire régulièrement des quêtes dans leurs paroisses pour les incendiés, conformément au plan que j'ai donné il y a sept ans... » (*Archives dép. de la Marne*, série C, 1960.)

C'est donc bien à 1774 que remonte la création de la caisse et fort probablement elle commença à fonctionner au mois de septembre car le premier état du produit des aumônes va du 1^{er} septembre 1774, au 1^{er} septembre 1775. (*Arch. dép. de la Marne*, série C, 1960.)

Voilà donc établie une institution régulière de secours aux incendiés. Comment cette institution va-t-elle être accueillie, comment va-t-elle fonctionner à ses débuts ?

L'État du produit des aumônes recueillies en faveur des incendiés du diocèse de Châlons (du 1^{er} septembre 1774 au 1^{er} septembre 1775), (à défaut de détails sur l'organisation et le règlement de la caisse), nous fournira des renseignements à ce sujet. Nous y voyons que l'Évêque donne lui-même l'exemple par une offrande de 300 livres.

MM. du chapitre de la Cathédrale 240 livres, etc.

Puis les aumônes sont citées par doyenné. Dans chaque doyenné chaque commune est mentionnée, même quand elle ne donne rien. Cela nous permet de voir dans quelle proportion chaque paroisse contribue à cette œuvre.

Le Doyenné de Châlons donne un total de 456 livres 10 sols. Sur 28 paroisses, 4 seulement ne donnent rien. Cela sans doute à cause de la misère de leurs habitants. Dans chaque Doyenné la proportion des paroisses qui s'abstiennent est assez faible, on peut s'en rendre compte par le tableau ci-contre (p. 29).

Pour la première année le résultat est assez satisfaisant. La caisse reçoit 6.936 livres 6 sols 9 deniers versés par 302 communes ; 85 seulement se sont abstenues. Par conséquent, sur 387 paroisses, 85 seule-

ment n'ont pas procédé à la quête prescrite par l'Évêque.

Sur la somme encaissée on a distribué 3.328 livres à divers sinistrés. (Pour le détail des distributions nous renvoyons à l'étude du fonctionnement du bureau.)

Il reste donc en caisse le 1^{er} septembre 1775, 3.611 livres 6 sols 9 deniers. Ce reliquat, qui s'accroîtra tous les ans, montre l'avantage de ces quêtes. C'est en effet grâce à ce fonds de réserve sans cesse croissant que le bureau pourra venir en aide plus efficacement et plus rapidement à une plus grande quantité de sinistrés.

A partir de 1779 les états sont établis du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Au 31 décembre 1789 il y a en caisse avant la distribution 18.693 livres 11 sols 9 deniers. On en distribue 11.911 livres. Malgré cette grosse allocation il reste en caisse 6.782 livres 11 sols 9 deniers.

Une pareille institution ne pouvait qu'être bien accueillie dans les campagnes. Beaucoup de villages en effet avaient été cruellement éprouvés par de violents incendies et ne s'étaient reconstitués que par de longs et pénibles efforts, après des années passées dans une misère affreuse. Aussi l'on voit (il suffit de jeter les yeux sur l'état des aumônes de la première année, pour s'en rendre compte)(1), les paroisses des

1. Voir le tableau.

TABLEAU

Doyennés	Total des aumônes	Nombre des paroisses	No donnant pas
Châlons	456 l. 10 s.	28	4
Coole	485 l. 14 s.	26	3
Bussy-le-Château	782 l. 7 s. 3 d.	39	3
Vitry-le-Château	655 l. 5 s.	43	7
Joinville	971 l. 0 s. 3 d.	64	16
Perthes	722 l. 14 s. 6 d.	59	28
Sainte-Ménéhould	571 l. 8 s. 6 d.	34	5
Possesse	833 l. 6 s. 6 d.	38	8
Vertus	844 l. 6 s. 9 d.	56	21
Aumône de Mgr, Abbayes et part.	617 l.		
Total	6.939 l. 6 s. 9 d.	387	85
Sommes distribuées			
Châlons	350		
Bussy-le-Château	1.074		
	120		
	50		
Vitry-le-Château	1.014		
Vertus	700		
	20		
	<u>3.328</u>		
En caisse avant distribution.	6.939 l. 6 s. 9 d.		
	<u>3.328</u>		
Reste en caisse.	3.611 l. 6 s. 9 d.		

campagnes dès le début organisant les quêtes et les habitants y contribuant chacun selon ses faibles moyens. Cet ensemble de ressources modestes réunies en une seule caisse, donne, on l'a vu, un total vraiment intéressant.

Mais si les campagnes ont adhéré immédiatement à cette œuvre et se sont empressées de procéder selon les ordres de l'Évêque, il n'en va pas de même des villes et en particulier de Châlons.

En effet c'est en vain que l'on cherche dans les états la quote-part versée par cette ville ; à part les dons de quelques particuliers, ou abbayes et ceux du Chapitre et de l'Évêque, on ne trouve rien.

L'Évêque lui-même s'en étonna et en parla sans doute à l'Intendant Rouillé d'Orfeuil. Celui-ci s'en inquiéta et dut adresser une lettre aux officiers municipaux de Châlons pour leur demander des explications.

Nous trouvons en effet une lettre de ces officiers municipaux à l'Intendant en 1781 (*Arch. dép. de la Marne*, série C, 1960). où ils disent que jamais l'Évêque ne s'est adressé à eux pour l'organisation de ces quêtes et que cela regarde les curés des différentes paroisses de la ville. Ils ajoutent :

« Au surplus, Monseigneur, si nos concitoyens sont
« privés des secours de ce bureau de charité, ils en
« trouvent du moins l'équivalent dans le produit des
« quêtes et aumônes qui se font dans l'instant même
« des accidents, elles sont pour lors plus abondantes

« et ne contrariaient aucunement celles que MM. les
« Curés font pour le soulagement des pauvres de leurs
« paroisses et quoique les accidents se soient fort
« multipliés depuis quelques années dans la ville de
« Chaalons nous avons la satisfaction de voir que les
« particuliers, même les plus indigents, ont recons-
« truit leurs maisons et rendu l'activité à leur com-
« merce et à leur industrie ; c'est aussi ce qui nous
« détermine à penser que sans inconvénients les cho-
« ses peuvent rester comme elles sont... etc. » (Lettre des officiers municipaux de Châlons à l'Intendant, 10 avril 1781, série C, 1960.)

Donc non seulement à Châlons les quêtes ne se faisaient pas mais nous voyons que, même après sept ans de fonctionnement l'œuvre elle-même n'avait pas gagné la confiance de la population, autant qu'on peut en juger par l'opinion de ses officiers municipaux.

M. Rouillé d'Orfeuil, intendant de Champagne, adresse alors aux curés de Châlons une longue lettre qui définit le but et fait connaître le fonctionnement de la Caisse. Cette sorte de circulaire datée du 25 mai 1781 est intéressante et nous croyons devoir en donner une brève analyse.

Après des considérations générales sur la nécessité et le devoir de venir en aide aux incendiés, M. d'Orfeuil expose succinctement tous les inconvénients des quêtes particulières : Mauvais résultats, pertes de temps, fraudes.

Le système institué²⁴ par différents évêques des quêtes générales et annuelles ne présente aucun de ces inconvénients ; de plus il permet d'accorder des secours plus abondants. Aussi MM. les Évêques se sont empressés de l'adopter notamment à Châlons, Langres, Troyes, Soissons, Reims.

Il nous donne ensuite des détails sur cette organisation de nature à engager les paroisses à effectuer ces quêtes et qui nous éclairent un peu sur l'administration de la Caisse. Il indique que les secours ne sont répartis qu'aux paroisses qui ont versé, les autres n'y ont aucun droit. Il s'étonne qu'étant donné l'adhésion de la plupart des paroisses, celles de Châlons s'abstiennent. Il rappelle que la ville est souvent éprouvée par des incendies ; qu'il a obtenu du Conseil du roi certaines sommes, mais que désormais il était disposé à n'en faire profiter que les paroisses qui auront contribué par leur aumône au soulagement des malheureux incendiés. Il prie MM. les Curés de bien vouloir lui faire connaître les motifs de leur abstention. (Châlons, le 25 mai 1781, série C. 1960.)

(Archives du département de la Marne.)

A la suite de cette lettre le curé de Saint-Antoine répond au nom de ses confrères le 28 juillet 1781.

Il expose les divers motifs qui ont empêché les paroisses de Châlons d'adhérer au système des quêtes générales.

« Le premier motif qui a empêché les questes dans

« la ville de Châlons est le peu de disposition que
« l'on a cru voir dans les citoyens de s'ajutir (s'assu-
« jétir) à une contribution volontaire mais annuelle
« dans la crainte qu'elle se convertit à l'avenir en im-
« position forcée telle que celle qui se perçoit sur eux
« pour l'entretien de l'hôpital Saint-Maur. »

Le second motif est l'agitation que causa dans les esprits la circulaire écrite à l'occasion de cet établissement lorsqu'on en fit « lecture dans l'Église de
« Notre-Dame de cette ville, tellement que celui qui
« la fit ne put se faire entendre.

« Le troisième motif est qu'en s'assujettissant à
« faire chaque année une quête pour la Caisse du
« bureau des incendiés, on se fermait le moyen d'y
« revenir en cas d'accident. Tandis que au contraire
« une quête faite presque immédiatement après un
« incendie produit ordinairement des secours plus
« abondants... »

Il dit que l'évêque s'est rendu à ces motifs et a consenti à ce que les quêtes soient suspendues dans les paroisses. Nous verrons plus loin ce qu'il y a de vrai dans cette affirmation.

Le curé Richon ajoute qu'à Troyes cette pratique n'est pas entrée en vigueur. De plus, dit-il, la quête ne se fait pas dans les villes du diocèse et les deux tiers des villages seulement y contribuent. Ici M. Richon est dans l'erreur nous avons vu en effet par les

états annuels que très peu de paroisses au contraire s'abstenaient de faire les quêtes annuelles.

A considérer les motifs fournis par le curé de Saint-Antoine au nom de ses collègues, on ne peut s'empêcher d'y voir surtout un grand désir de ne pas se conformer aux prescriptions de l'évêque et de ne pas effectuer ces quêtes annuelles.

Le premier motif seul est intéressant. Il arrivait souvent en effet que des versements volontaires au début se transformaient en impôts forcés. Cette crainte des habitants est bien naturelle, surtout s'ils en ont un exemple sous les yeux ; le second motif semble lié au premier.

Quant au troisième il est sans valeur. Ce désir d'obtenir une quête plus fructueuse semble un prétexte. Avec le système adopté par le Bureau des Incendiés, en effet, on dispose outre des cotisations annuelles, d'un fonds de réserve assez important pour qu'il soit inutile de songer à une seconde quête. En cas d'accident, selon le terme même de la lettre de l'intendant, le bureau fonctionnera normalement, il évaluera les pertes et distribuera les secours en conséquence. On ne voit pas la nécessité ni même l'utilité de recourir à une seconde quête. Le fonds de réserve du bureau est certainement bien supérieur à la somme que pourrait produire une quête, même après un incendie et sous l'émotion causée par ce sinistre.

Nous pouvons donc, sans insister outre mesure, remarquer simplement que pour des causes non mentionnées, les curés de Châlons, plus que la population, sont hostiles à la création des quêtes et à l'institution du Bureau des Incendiés.

Nous verrons si cette opinion ou plutôt cette impression se justifie par la suite.

Au reçu de cette réponse, M. d'Orfeuil la communique à l'évêque et y joint une lettre où il confirme son intention de ne faire participer aux secours accordés par le roi que les paroisses contribuant par leurs aumônes au soulagement des malheureux incendiés. Il ajoute que les observations de l'Évêque seraient sans doute plus efficaces que les siennes pour vaincre la résistance du clergé de Châlons. Il mentionne de plus que la ville de Troyes vient de se rallier au système des quêtes annuelles en faisant une caisse à part, d'ailleurs Langres et Reims l'appliquent régulièrement sans avoir fait de difficulté.

L'Évêque de Châlons répond à l'Intendant en le remerciant de bien vouloir donner son appui à l'œuvre qu'il a fondée. Il ajoute qu'il a reçu la visite des curés de la ville et que s'il les a autorisés à suspendre les quêtes ce n'est pas en raison des motifs plus ou moins plausibles par eux invoqués, c'est parce qu'il juge mauvais que la quête se fasse dans certaines églises et pas dans d'autres. Il estime que cette pratique doit être générale, être adoptée par

toutes les paroisses de la ville ou ne pas exister.

Il dit avoir répondu par écrit à un mémoire des curés en réfutant leurs objections et en concluant à la nécessité de procéder à ces quêtes. La lettre du curé de Saint-Antoine pourrait l'étonner s'il ne le savait en désaccord avec beaucoup de ses confrères. Plusieurs en effet de ces derniers seraient favorables à ces quêtes et disposés à les faire. Mais l'Évêque persiste à penser que la mesure doit être générale et qu'il serait mauvais de quêter seulement dans quelques paroisses.

Au reçu de cette missive, l'Intendant dut bien avoir l'impression que les curés de Châlons se refusaient à effectuer les quêtes annuelles. En effet si cela n'est pas écrit dans la lettre de l'Évêque, cela ressort de leur attitude, de leurs écrits.

Aussi bien l'intendant semble le constater et renoncer à discuter plus longtemps avec eux. Il met en effet, de sa main sur la lettre de l'Évêque « rien à faire ». Il abandonne la lutte.

La ville de Châlons reste donc en dehors de la caisse des Incendiés. Nous voyons ici se confirmer l'impression que nous avons eue plus haut : c'est le clergé de Châlons, nous entendons par là les curés des différentes paroisses, qui s'est opposé à la participation de ses fidèles à la caisse des incendiés. Ceux-ci en effet ayant sous les yeux le fonctionnement du bureau des incendiés du diocèse et pouvant se rendre compte faci-

lement des avantages procurés aux paroisses participantes, auraient été faciles à persuader. Leurs pasteurs d'ailleurs avaient, à cette époque, une assez grande influence sur eux et, pour peu qu'ils aient montré dans leurs prêches les avantages de cette institution, ils auraient pu sans crainte d'échec effectuer ces quêtes qui n'auraient pas manqué d'être fructueuses. La confiance que l'on avait en eux aurait eu facilement raison, dans l'esprit des habitants, de cette crainte mentionnée dans la lettre du curé Richon de voir une contribution volontaire se transformer en imposition forcée. Ils avaient d'ailleurs l'exemple des villes de Reims, Langres, et en dernier lieu Troyes pour faire disparaître leurs dernières inquiétudes. Nous nous bornons à constater cette mauvaise volonté, cette opposition des curés de Châlons, sans en chercher les motifs véritables.

Cependant il est juste de mentionner que tous n'étaient pas hostiles à la nouvelle institution. Nous voyons, en effet, des curés ou chanoines de Châlons faire des offrandes personnelles.

Dès la première année (1774) le chapitre de la cathédrale donne 200 livres et continue tous les ans à faire une aumône. Nous voyons même des chanoines faire partie du bureau. M. Plouvyé, chanoine de la cathédrale, M. Bouchenot, chanoine et curé de la Sainte-Trinité.

Dans le dernier état, celui de 1789, nous remarquons

que certaines paroisses ont effectué des quêtes et sont mentionnées. Saint-Éloi a recueilli 82 livres 12 sols 6 deniers, Saint-Jean, 50 livres, Saint-Loup 6 livres, La Sainte-Trinité 100 livres 7 sols, Saint-Sulpice, 37 livres 8 sols.

A la fin de l'ancien régime et à la veille de la Révolution, pendant même les premiers mois de l'époque révolutionnaire (puisque l'État va du 1^{er} j. 1789 au 31 déc.) quelques paroisses contribuent donc à alimenter la caisse des incendiés.

Nous ne pouvons malheureusement pas dire à partir de quelle époque ces paroisses ont commencé à effectuer ces quêtes. Dans l'état de 1784 aucune ne figure, et tous les états entre 84 et 89 ont disparu. Nous manquons par conséquent de base pour affirmer quoi que ce soit sur ce sujet et rien ne semble nous autoriser même à des hypothèses. Cependant du fait que les paroisses de Châlons sont mentionnées sur l'état de 89 même lorsque leurs aumônes sont nulles, nous croyons pouvoir déduire qu'à une époque quelconque entre 84 et 89 des quêtes ont été effectuées dans ces paroisses.

Cette constatation et cette hypothèse viennent-elles à l'encontre de ce que nous avons avancé sur l'abstention de la ville de Châlons? Aucunement croyons-nous, car cette contribution, assez tardive d'ailleurs, puisque postérieure à 1784, paraît avoir été assez irrégulière et intermittente.

De plus notre opinion sur l'hostilité du clergé de Châlons à l'institution des quêtes générales, basée sur des documents certains, reste entière.

Voilà donc quelles furent depuis sa création en 1774 le développement et le fonctionnement pour ainsi dire externe de la caisse des incendiés. Avant d'aller plus loin et d'aborder la période révolutionnaire, nous nous proposons maintenant d'étudier le fonctionnement interne de l'institution. Nous examinerons l'organisation du bureau, l'administration de la caisse par ce bureau, c'est-à-dire la répartition des allocations aux sinistrés.

II

§ 1

Nous espérons pour cette partie pouvoir consulter des documents nous permettant de voir le fonctionnement du bureau des incendiés à Châlons. Malheureusement, nous l'avons dit, nos recherches tant aux archives départementales qu'aux archives de la ville de Châlons sont demeurées vaines.

A part les états cités plus haut, nous n'avons rien découvert ayant trait à la marche de cette institution. D'ailleurs ces états, s'ils mentionnent les versements en détail, se bornent à donner en bloc le total des sommes réparties.

Nous ne possédons pas davantage le règlement lui-même instituant la caisse en 1774 qui devrait se

trouver dans une ordonnance ou un mandement de l'Évêque, à l'exemple de celui de l'Archevêque, duc de Langres de 1759.

La seule chose qui puisse nous donner une indication sur le fonctionnement du bureau des Incendiés est le « Registre des conclusions du Bureau établi pour le soulagement des incendiés du diocèse de Reims en l'année 1780 ».

Ainsi rien pour Châlons. En revanche nous allons voir fonctionner le bureau de Reims qui, créé postérieurement à celui de Châlons, dut en être l'imitation. De plus cette étude ne sera pas sans intérêt pour notre sujet et rentre bien dans les origines historiques de l'institution actuelle. Le Diocèse de Châlons fut en effet supprimé par la Révolution et aujourd'hui l'arrondissement de Reims fait partie du département de la Marne et contribue pour sa quote-part à alimenter la Caisse Départementale des Incendiés.

C'est après avoir reçu une lettre de l'Intendant Rouillé d'Orfeuil datée du 7 février 1779 que l'archevêque de Reims se préoccupe de créer dans son diocèse une caisse de secours pour les incendiés. Il répond de Paris le 15 février 1779 à l'Intendant qu'il s'emploiera avec zèle à fonder un établissement aussi intéressant. C'est en effet la même année que cette institution fut mise en vigueur dans son diocèse par Alexandre Angélique de Talleyrand Périgord, Archevêque, duc de Reims.

Nous possédons le règlement du 3 décembre 1779 qui est particulièrement intéressant et dont nous allons donner une brève analyse (1).

Règlement du 3 décembre 1779

I

Il y aura deux quêtes par an dans chaque paroisse. une à Pâques, l'autre en novembre. Elles seront faites par les curés et desservants accompagnés du syndic et du marguillier. On tiendra un registre des paroisses qui donneront le plus. Sur le même se trouvera un état des aumônes des corps, communautés et confréries. Les quêtes seront annoncées au prône le dimanche qui les précédera. (Exhortations à ce sujet.)

II

On reçoit les dons en nature qui sont vendus au plus offrant huit jours après (grains, vins, chanvre, linge, fruits).

III

Le produit des quêtes est remis aux curés doyens, puis au receveur ou directement au receveur.

1. Voir aux Annexes ce Règlement.

IV

Un état signé du curé et des quêteurs est remis au doyen contre un reçu. Ces états seront présentés au bureau par le receveur à l'appui de son compte de recette.

V

Les fonds sont uniquement employés au soulagement des incendiés. Cependant si pendant trois ans il n'y a pas eu d'incendie on pourra les employer à secourir les personnes éprouvées par des accidents extraordinaires, mais dans les mêmes formes.

VI

Les pièces exigées pour obtenir des secours sont :
1° Certificat du curé. 2° Procès-verbal signé des officiers de justice, du Syndic et des principaux habitants de la paroisse où seront exprimés la nature, l'étendue et les circonstances du malheur. 3° Cotisation des tailles de la paroisse et de chaque incendié. Ni faute ni négligence de la part de l'incendié.

VII

1° Avantages aux paroisses où la quête a été plus abondante. 2° Celles qui n'auront pas contribué en proportion de leurs facultés n'auront pas des secours

aussi étendus. 3° Celles qui n'ont pas contribué du tout n'auront aucune part aux secours.

VIII

Tous les ans sera publié un état détaillé et imprimé contenant :

1. Les aumônes des corps et communautés et le produit des quêtes de chaque paroisse.
2. Les sommes accordées aux différentes paroisses et à chaque particulier.
3. Le reliquat qui restera dans la caisse.

Lecture de cet état sera faite au prône par les curés.

Trois exemplaires en seront envoyés à chaque paroisse : un pour le curé, le deuxième pour la fabrique, le troisième sera affiché à la sacristie.

IX

Composition du bureau

L'archevêque.

Les vicaires généraux.

Un chanoine de l'Église métropolitaine.

Un curé de la ville.

Un curé de la campagne, des plus voisins de la ville, au choix de l'archevêque. Celui-ci priera en outre deux magistrats de l'élection de se réunir au Bureau.

X

Les aumônes seront remises aux doyens ou à un des chanoines de la cathédrale qui sera receveur et membre du bureau.

XI

Suppression des autorisations particulières de quêter

Ce règlement est suivi d'un questionnaire auquel doivent répondre les curés au sujet des incendiés. Il est destiné à éclairer le bureau sur la nature et l'étendue du dommage et lui permettre d'accorder les secours en conséquence.

Nous transcrivons ces différentes questions.

1. Nom et état de l'incendié ?
2. Cause de l'incendie ?
3. Y a-t-il de la faute de l'incendié ?
4. N'y soupçonnerait-on pas de la mauvaise volonté ?
5. A-t-il une bonne conduite et jouit-il d'une bonne réputation ?
6. En quoi consiste la perte ?
En grains ?
Pailles et fourrages ?
Chevaux ?
Bestiaux ?
Meubles ?
7. A quoi la perte peut-elle être arbitrée au total ?

8. En quoi consistaient les bâtiments ?
 9. Quelle était leur valeur avant l'incendie ?
 10. S'il y a nécessité de reconstruire ou seulement de réparer les maisons ?
 11. Combien en pourra-t-il coûter pour les reconstruire et les recouvrir en tuiles, ou pour les réparer d'après un devis estimatif qui en sera fait.
 12. Si les incendiés sont propriétaires soit à surcens ou autrement ou seulement locataires.
 13. Quel est leur âge ?
 14. Quelle est leur fortune depuis l'incendie ?
 15. Quelles sont leurs ressources ?
 16. Combien ont-ils d'enfants à leur charge ?
 17. Combien y en a-t-il hors d'état de travailler ?
- Suivent des recommandations sur les réponses à faire.

Le règlement que nous venons d'examiner est certainement des plus intéressants. Il a été élaboré avec le plus grand soin et le visible souci de ne rien laisser dans l'ombre qui puisse nuire au développement et au bon fonctionnement de l'institution.

Nous voyons que l'on accepte les dons en nature, ce qui devait amener beaucoup de personnes à contribuer de leur aumône à la quête générale. Nombreux, en effet, étaient les gens qui, à cette époque, disposaient plus facilement d'objets, produits du sol ou de leur industrie, que de numéraire ; c'était le cas principalement des habitants des campagnes.

Pour la première fois ce règlement permet d'employer les fonds de la caisse (s'il n'y a pas eu d'incendie pendant trois ans) à venir en aide aux personnes victimes d'un accident extraordinaire. Il nous montre l'esprit dans lequel cette œuvre est fondée ; elle doit servir à soulager, dans la mesure du possible et sans nuire aux intérêts des incendiés, les victimes d'accidents autres que l'incendie, mais se trouvant, elles aussi, brusquement dans la détresse et le besoin.

De même nous verrons plus tard, lorsque le succès aura permis de constituer un fonds de réserve assez considérable, accorder des secours préventifs.

Toutes les dispositions du règlement de M. de Talleyrand ont pour but, les unes en faisant des avantages aux paroisses qui versent le plus les autres par le souci qu'elles montrent d'assurer une équitable répartition des secours, d'amener le plus grand nombre possible d'habitants et de paroisses à participer en proportion de leurs moyens aux quêtes générales du diocèse.

La publication des états (dont il est parlé dans le paragraphe 8 du règlement) constitue en même temps qu'un moyen de contrôle mis à la disposition de tous, un stimulant de l'émulation entre paroisses.

La composition du bureau est faite pour donner confiance ; sous la présidence de l'archevêque siègent des membres qui représentent les intérêts des villes,

de la campagne et aussi l'élément civil et administratif.

Avant d'étudier le fonctionnement même du bureau, nous croyons nécessaire de donner un aperçu général de l'institution, de ses transformations et du résultat obtenu dans le diocèse de Reims. Cela nous paraît bien dans notre sujet, puisque aussi bien le diocèse de Reims, du moins en partie est incorporé aujourd'hui au département de la Marne.

L'établissement fondé en 1779 à Reims par M. de Talleyrand-Périgord archevêque duc de Reims, semble avoir joui dès les premiers jours d'une grande faveur.

Nous avons vu, par l'examen du premier règlement avec quel soin il avait été élaboré. Tout est prévu pour encourager les aumônes et donner aux habitants du diocèse toutes les garanties nécessaires de bon emploi des fonds et d'équitable répartition.

Une lettre (imprimée) de l'archevêque aux curés, doyens, desservants de son diocèse, nous fait connaître le total des versements pour la première année. Cette circulaire annonce l'envoi de l'État mais nous n'avons que le total.

Les quêtes générales ont produit . . .	35.277 livres
Secours accordés.	12.823 —
Reste	22.454 —

Cette circulaire explique que si l'on n'a pas dis-

tribué une somme plus importante, c'est par prévoyance pour conserver un reliquat permettant de faire face immédiatement à un désastre malheureusement toujours possible. De plus l'archevêque ordonne de supprimer la deuxième quête.

(Lettre de l'archevêque de Reims du 12 avril 1781.)

(*Arch. dép. de la Marne*, série C, 1962.)

Nous y voyons aussi la préoccupation et l'intention de l'archevêque de créer des secours préventifs, sortes d'indemnités données à ceux qui reconstruisent leurs maisons en tuiles ou ardoises.

Dans une lettre du 31 janvier 1782 l'archevêque fait aussi connaître son désir d'aider les villages voulant faire l'acquisition de pompes à incendie.

Cela ne tarde pas à se réaliser. Les fonds, en effet, affluent à la caisse et l'établissement est dans une telle faveur que l'archevêque autorise le rétablissement de la deuxième quête.

En examinant les sommes recueillies nous voyons combien nous sommes loin des totaux du diocèse de Châlons. Cela tient à la richesse plus grande de la région de Reims et aussi, sans doute, à la meilleure organisation de la caisse. De plus, toutes les paroisses des villes et de Reims même participent largement à l'aumône. Nous ne rencontrons nulle part cette hostilité que nous avons signalée de la part du clergé de Châlons.

Toutes ces causes réunies contribuent à donner

une grande prospérité à cet établissement, et l'importance des sommes versées permet à l'archevêque de réaliser son projet et de créer les secours préventifs. Dès 1782, on a aidé cent communes à se procurer 6 pompes, 500 seaux et autres instruments pour combattre les incendies.

Nous donnons un aperçu des dépenses et des recettes pour les 3 premières années.

Années	Recettes	Dépenses	Reste
1780.	35.277 livres	12.823 livres	22.454 livres
1781.	25.500 l. 13 s.	23.942 —	28.012 l. 13 s.
1782.	35.480 l. 4 s. 3 d.	32.043 —	3.152 l. 17 s. 3 d.

Signalons en passant les dons, assez considérables pour l'époque, faits par de hauts personnages.

M ^{me} Adélaïde de France . .	{ 1781	1.200 livres
	{ 1782	1.200 —
Prince de Condé.		600 —
Archevêque		1.200 —

L'État mentionne, à la fin, le relevé des sommes accordées du 1^{er} avril 1782 au 18 mai 1783 ainsi que les délibérations du bureau.

Nous trouvons dans la suite des détails sur l'organisation des secours préservatifs.

Ils ne sont accordés par le bureau qu'en fin d'année, après que tous les incendiés ont été secourus et avec le reliquat de la caisse.

De plus il faut que la paroisse qui désire obtenir

ces secours ait fait elle-même un sacrifice, «une offre » dit le texte pour montrer qu'elle veut contribuer à l'œuvre de sécurité qui est l'objet de ces secours.

Pour les accorder le bureau a égard à diverses considérations :

1. Somme offerte par la paroisse ou dépense qu'elle se propose de faire pour se mettre à l'abri des incendies ou en arrêter les effets.

2. Nature et espèce de secours demandés, suivant leur utilité.

3. Produit de la quête dans la paroisse.

4. Nécessité plus ou moins grande de procurer des secours à la paroisse suivant sa situation, son étendue et la manière dont les maisons sont construites.

5. État de la Caisse des incendiés.

6. Diverses circonstances eu égard aux principes d'équité et aux vues du bien public qui le dirigent.

Dans l'année écoulée 4 espèces de secours ont été accordés :

1. Pompes.

2. Sceaux d'osier garnis de cuir en dedans.

3. Échelles hautes et fortes (pouvant porter 5 personnes).

4. Crocs en fer battu pour démolir les toitures.

Dans l'année, c'est-à-dire du 1^{er} avril 1782 au 1^{er} mai 1783, les offres ont atteint..... 5.581 livres. Les secours accordés par le bureau 2.415 livres. Suivent les formalités à observer pour toucher les sommes accor-

dées et pour obtenir les secours préservatifs. Nous trouvons superflu d'en donner le détail.

Pour cette année 1782-1783 la recette totale y compris le reliquat est de : 63.564 livres 17 sols 3 deniers. La dépense totale y compris les secours préservatifs : 32.043 livres. Il reste donc en caisse 31.521 livres 17 sols 3 deniers.

Nous voyons quelle prospérité a atteint dès les premières années cet établissement et toutes les œuvres utiles qu'il permet d'accomplir.

L'État précité est signé par tout le bureau.

L'Archevêque.

7 vicaires généraux.

Bida, Chanoine (receveur).

Destournelles, Chanoine.

Le Curé de Saint-Hilaire.

Thiery, Curé de Villedomages.

De Sain, Président en l'élection.

Carbon, lieutenant en l'élection.

Les recettes continuent à augmenter d'année en année.

En 1787 le bureau décide d'accorder des secours dits préservatifs à tous ceux qui remplaceront les couvertures en paille et matières combustibles par des tuiles ou ardoises. Cela pour hâter la disparition du chaume, cause de beaucoup de désastres. Il alloue cette année-là et dans ce but une somme totale de 8.840 livres. Cette mesure vient après l'arrêt du Conseil

d'État du 29 juin 1785 interdisant de recouvrir en paille et fixant les indemnités accordées par le gouvernement pour aider les habitants à supporter le surcroît de dépense.

Celui qui désire obtenir les secours du bureau devra remplir certaines formalités. Donner ses noms, prénoms, qualité, l'état de sa fortune, la valeur de ses biens, etc. Les charges qu'il supporte et l'importance de la dépense qu'il fait.

En 1788-1789 nous voyons apparaître des secours pour les communes grêlées. Cette mesure fut prise en raison des sommes énormes qui étaient en caisse.

Il a été accordé de ce fait 26.092 livres.

La recette avait été de 113.054 livres 3 sols 3 deniers.

La dépense totale : 58.795 livres 14 sols 3 deniers.

Reste : 54.258 livres 9 sols.

En 1790 la recette n'est que de 23.618 livres non compris le reliquat. Il y a à cela diverses raisons : cherté des denrées, grêle.

Nous voyons par cet examen rapide quelle fut l'organisation et la prospérité de cet établissement qui continue à fonctionner pendant les premières années de la période révolutionnaire.

Nous allons maintenant donner quelques indications sur le fonctionnement du bureau.

Pour cela nous nous reporterons aux registres des délibérations.

§ 2. — FONCTIONNEMENT DU BUREAU.

Le bureau est composé de l'archevêque président et d'un certain nombre de conseillers : les vicaires généraux, un chanoine de l'Église métropolitaine, un curé de la campagne (des plus voisins de la ville dit le règlement).

De plus on adjoint à ce conseil deux magistrats de l'élection. Il faut y ajouter aussi le receveur.

Le registre des conclusions est signé par tout le Conseil et le receveur.

Les membres du bureau sont pour l'année 1781 :

Alexandre-Angélique de Talleyrand Périgord, archevêque duc de Reims.

De Lescure, vicaire général.

De X... id.

De Grimaldi id.

Bida, Chanoine receveur.

De Sain, Président en l'élection.

Carbon, Lieutenant en l'élection.

Voici donc le bureau constitué. Quand va-t-il se réunir ? Il ne me semble pas que les assemblées se fassent à des époques régulières, mais plutôt selon les circonstances, après des sinistres et dès qu'il y a lieu. Cependant il y a, croyons-nous, une réunion régulière tous les ans pour arrêter l'état des recettes et des dépenses.

Nous allons essayer de nous représenter une des séances de ce bureau.

L'archevêque préside assisté de ses conseillers. C'est le receveur qui est en quelque sorte le rapporteur. Il énumère les incendies et fait connaître les dommages causés dans chaque paroisse. Il donne ensuite le détail des pertes subies par les particuliers et produit à l'appui toutes les pièces exigées par le règlement.

Ces pièces une fois examinées et le bureau instruit de tous les détails concernant les incendies et les incendiés, le receveur prie le bureau de décider :

1° Quelle somme sera prise dans la caisse pour secourir les sinistrés.

2° Quelle part chacun aura dans la dite somme.

3° Dans quelle forme se fera la distribution.

Ces différentes questions sont l'objet d'une délibération. L'accord une fois fait sur la somme totale et sur sa répartition, le bureau statue sur la forme de la distribution.

Les fonds sont alloués au receveur qui doit représenter les quittances de chacun des incendiés.

Puis on décide que :

1° Les curés des paroisses incendiées doivent donner lecture au prône de la messe paroissiale de cette conclusion, chacun en ce qui le concerne, le premier dimanche après la réception.

2° Chaque incendié doit signer sa quittance ; s'il

ne sait pas, il fera un signe qui sera certifié par le syndic, le maire et le marguillier en chef.

3^e Les incendiés qui viennent toucher leurs secours à Reims doivent apporter une lettre de leur curé, pour éviter les surprises.

C'est ainsi que fonctionne le bureau de Reims dont nous avons les conclusions jusqu'au 13 avril 1791.

Quant au bureau de Châlons, nous n'avons pu rien trouver qui pût, comme le registre de Reims, nous éclairer sur son fonctionnement. Il est cependant permis de penser que ce bureau agissait comme celui de Reims et que ses délibérations étaient analogues. Nous avons seulement sa composition.

C'est une note trouvée dans le dossier de Reims qui nous renseigne à ce sujet. Nous la transcrivons intégralement :

« Le bureau des incendies du diocèse de Châlons est composé de 7 membres. Savoir :

« Monseigneur l'Évêque ;

« M. l'Allie de Dampierre, Vicaire général ;

« M. Plouvyé, Vicaire de la Cathédrale ;

« M. Bouchenot, curé de la Trinité ;

« M. Thibaut, Doyen de Sarcy ;

« M. Soleau ;

« M. Patenotre. »

Ces deux derniers doivent être des magistrats de l'élection.

Nous croyons utile de signaler avant de passer à l'étude la période révolutionnaire, un projet d'assurance contre l'incendie par le sieur Dubois de Crancé Balham en 1785. Ce projet est exposé dans un mémoire adressé au comte de Vergennes. Nous l'analyserons brièvement.

Le sieur Dubois commence son exposé par des considérations générales sur la nécessité de soulager les malheureux. Une compagnie peut à son avis venir en aide aux victimes du feu.

Les secours que le gouvernement accorde sont généralement insuffisants. On a créé des bureaux des incendiés, mais ils ne peuvent être que provisoires, car ils sont destinés seulement aux pauvres et les riches se lassent bientôt de payer pour eux. C'est un véritable impôt qu'ils acquittent de mauvaise grâce.

Que deviendront ces malheureux lorsque ces bureaux disparaîtront ? Plus de confiance, plus d'aumône.

Ces établissements ne sont donc que provisoires.

On peut les remplacer « par un contrat de citoyen
« à citoyen, une caisse patriotique à perte et à gain,
« par une société d'actionnaires d'une probité recon-
« nue, en état de répondre des événements ».

Bien qu'on ne perde pas de vue le soulagement des malheureux, il n'est plus question de charité, « le
« manœuvrier, le laboureur et l'homme opulent, se-
« ront dédommagés et en cas d'accident au prorata
« de leur mise, mais avec des gradations relatives à

« leurs facultés et guidées par un esprit de bienfaisance ».

Chacun donne ce qu'il veut, mais l'octroi des secours étant en raison de la mise, chacun saura ce qu'il a le droit d'exiger.

Voyons les principes d'administration de cette société :

1° Le dédommagement ne sera jamais supérieur à la moitié de la perte du bâtiment (mobilier excepté) ;

La compagnie ne prend aucun engagement pour ce dernier objet.

2° Chacun est libre de proportionner sa mise à ses moyens et a la liberté entière de contribuer ou non, peu ou beaucoup ;

Les actionnaires seuls sont liés envers le public.

3° La compagnie s'engage d'une somme deux millions. Les actionnaires sont solidaires ;

4° Les abonnés estimeront eux-mêmes la valeur de leurs bâtiments ;

5° Des nouveaux états d'assurance et de nouvelles estimations seront faits tous les six ans ;

6° Il y aura 4 classes pour la répartition.

Première classe. — Payant de 0 à 3 francs d'impositions au rôle de la taille, moitié net de sa perte et sans en rien exiger ;

Deuxième classe. — Payant de 3 à 20 francs de taille, 100 fois sa mise de l'année jusqu'à concurrence de la moitié de la perte.

Troisième classe. — Payant de 20 à 60 francs, 300 fois la mise jusqu'à moitié de la perte.

Quatrième classe. — Payant 60 francs et au-dessus 200 fois la mise jusqu'à concurrence de moitié de la perte.

Les individus exempts de taille seront traités de même sur le pied de leur vingtième et capitation réunis. Le sieur Dubois démontre que son établissement a pour but aussi de soulager les pauvres puisqu'il n'exige rien d'eux. Quant aux autres classes leur mise sera minime.

Première classe. — Perte possible. . . 400 livres

La Compagnie donne $1/2$ 200 —

Deuxième classe. — Perte possible

maison et grange 950 —

La Compagnie donne $1/2$ 475 —

Cela représente 500 fois la mise, celle-ci sera donc, pour obtenir ce minimum, de 19 sols.

Troisième classe. — Perte possible . . 1.800 livres

La Compagnie donnera $1/2$ 900 —

Cela représente 300 fois la mise, elle sera de 3 livres.

Quatrième classe. — Perte possible. . 3.400 livres

La Compagnie donnera $1/2$ 1.700 —

Cela représente 200 fois la mise, elle sera donc de 18 livres 10 sols.

7° Il sera établi un bureau général dans une ville

principale de la Champagne et un bureau dans chaque élection ;

8° Ces bureaux recevront les offres.

9° Un receveur particulier dans chaque communauté recueille les sommes mais la compagnie sera tenue seulement du jour où elle les recevra.

10°. L'assurance est faite pour un an seulement. La mise doit avoir été versée au moins huit jours avant l'incendie.

11° Tous les ans une assemblée générale dans chaque communauté élit 4 habitants qui avec le syndic reçoivent les dons en nature ou en argent.

12° En cas d'incendie le propriétaire avertit le bureau qui envoie un commissaire pour estimer la perte avec les principaux habitants.

13° Les indemnités sont délivrées dans le mois suivant.

Ce n'est rien moins qu'une société d'assurance par actions au capital de 2.000.000 de francs.

Ce projet est transmis à l'intendant de Champagne, mars 1785.

Ce dernier paraît être assez favorable. Il l'exprime au comte de Vergennes. Celui-ci lui demande des renseignements sur les bureaux des incendiés existant en Champagne, août 1785.

Ces renseignements sont fournis par l'intendant en août 1785.

Depuis, aucune nouvelle, aucun document sur ce projet.

(*Archives du département de la Marne*, série C, 1953).

L'intention du sieur de Crancé était de constituer une société d'assurance par actions au capital de deux millions. Ce projet par le but qu'il se propose et par son organisation même, n'a rien de commun avec l'institution qui nous occupe. Nous avons cru utile de le citer pour bien montrer la différence profonde existant entre cet embryon de Compagnie d'assurance et toutes les sociétés qui se formeront plus tard dans le même but, et la Caisse des incendies telle que nous l'avons étudiée en détail.

Ce qui caractérise en effet cette institution, dans quelque diocèse qu'on l'étudie, c'est qu'elle est une œuvre d'assistance mutuelle, sans but lucratif, fondée avec le seul dessein de soulager la misère des sinistrés et de réparer autant que possible le dommage causé par l'incendie.

Dans ce projet du sieur de Crancé nous voyons au contraire un but de lucre qui sera le même pour les compagnies d'assurance. C'est ce qui à nos yeux constitue la supériorité de la caisse des incendies de n'avoir point de capital à amortir, point de dividendes à distribuer aux actionnaires. En un mot les frais dans cet établissement sont réduits au minimum et tous les fonds employés au soulagement des incendiés.

CHAPITRE III

Période révolutionnaire

Que va devenir la Caisse des incendiés pendant les diverses phases de la période révolutionnaire ?

Plusieurs changements interviennent tant dans l'organisation administrative que dans celle des cultes. Le diocèse de Châlons est supprimé et réuni à celui de Meaux. De plus la division du territoire en départements va influencer sur l'administration de la Caisse ; des paroisses comprises autrefois dans un même diocèse vont faire partie de départements différents, notamment pour les Ardennes et le diocèse de Reims, pour le département de l'Aube et certaines paroisses du district de Sézanne. Mais ce ne sont là que des questions de détail ; ce qui nous intéresse tout d'abord c'est l'existence même et le fonctionnement de la Caisse.

Que devient le Bureau des incendiés ? L'administration ecclésiastique reste-t-elle à sa tête, ou bien est-ce l'administration du département qui va prendre en main la direction de cette œuvre de secours ?

Malheureusement les documents relatifs à cette période sont rares. Nous les examinerons tous et nous essayerons de nous représenter d'après leurs indications ce qu'a pu devenir la caisse des incendiés pendant cette période troublée de la fin du XVIII^e siècle.

Nous avons vu par les états du diocèse de Châlons que la Caisse et les quêtes fonctionnent encore en 1789 comme par le passé ; nous avons d'autre part un « État pour le département de Reims » qui va jusques et y compris l'année 1790.

« État des particuliers du département de Reims
« qui ont éprouvé des pertes par incendie et qui ont
« recouvert leurs bâtiments en tuiles ou en ardoises
« pendant l'année 1788. »

Cet état porte à la fin :

« Fait et arrêté par les Députés composant le bureau
intermédiaire du département de Reims le trente et
un may 1789.

« Signé: Abbé Bida, etc... »

Donc à la veille de la révolution le bureau fonctionne encore dirigé par les ecclésiastiques (nous retrouvons le même receveur l'abbé Bida).

Il en est de même pour l'année 1789, puisque l'État arrêté le 21 janvier 1790 porte les mêmes noms et les mêmes signatures.

Mais l'État pour 1790 porte :

« Le présent état arrêté et certifié véritable par

nous administrateurs formant le directoire du district de Reims le 22 septembre 1791. »

L'administration de la caisse semble ainsi avoir passé dans les mains du directoire de district et du département. De plus cet état mentionne le premier incendie de l'année en septembre (12 septembre 1790), il y a donc une lacune.

D'ailleurs en parcourant les décisions du bureau ou du directoire, on ne voit pas qu'il y soit question de la Caisse, mais seulement de remises de diverses impositions.

Ce document ne nous apporte qu'une faible lumière sur ce que nous cherchons. Il est certain en tout cas que le directoire de département s'occupa de réunir en un seul fonds et sous une même administration les caisses existant dans les six districts de la Marne et faisant autrefois partie de différents diocèses ; savoir : Châlons, Reims, Sézanne, Sainte-Menehould, Vitry et Épernay.

Comme nous l'avons dit au moment de la nouvelle organisation administrative un certain trouble est apporté au fonctionnement de la Caisse. Il y a pour cela plusieurs raisons ; suppression du diocèse de Châlons, formation du nouveau département de la Marne, etc. On conçoit aisément quelle perturbation pouvaient apporter de telles transformations.

La Caisse cependant nous paraît avoir fonctionné un certain temps, mais de façon différente suivant les

diocèses; dans certains, celui de Reims par exemple, les quêtes semblent avoir continué.

Dans d'autres le bureau se contente d'allouer des indemnités mais les quêtes sont supprimées.

Il est bien difficile d'avoir une certitude et de donner des détails précis sur le fonctionnement de la Caisse pendant cette période. Les documents sont assez peu nombreux, néanmoins nous essayerons de nous faire une idée aussi exacte que possible des transformations subies par la Caisse des Incendiés après 1789.

C'est dans le nouveau district de Sézanne que l'on s'est tout d'abord préoccupé d'une organisation nouvelle de cette institution. Ce district, en effet, faisait partie antérieurement du diocèse de Troyes, mais lorsqu'il fut rattaché au département de la Marne ses habitants demandèrent que l'on réglât la question des secours.

Nous trouvons en effet une adresse des amis de la Constitution au directoire du district de Sézanne. (14 janvier 1791, *Archives départementales de la Marne*, série X.) Cette association demande qu'on organise à nouveau les secours pour le district :

« 1° Que les quêtes en faveur des incendiés seront
« continuées et faites dans toute l'étendue du dis-
« trict.

« 2° Que les municipalités seront chargées de les
faire faire.

« 3° Que le produit en sera versé dans la caisse du
« trésorier de chaque commune.

« 4° Que tous les six mois chaque trésorier de com-
« mune versera dans la caisse du receveur général
« du district les sommes dont il sera dépositaire.

« 5° Que le receveur général du district ouvre un
« registre particulier de recettes et d'employ des
« deniers destinés aux incendiés.

« 6° Que toutes les distributions seront réglées
« par vous jusqu'au moment où un établissement
« correspondant avec tous les districts du départe-
« ment de la Marne sera formé par l'administration
« générale.

« 7° Que M. le Procureur syndic sera chargé de
« solliciter auprès du bureau de Troyes une distrac-
« tion légitime en faveur des paroisses du district qui
« était cy-devant du diocèse de Troyes et qui ver-
« saient dans sa caisse, pour être la somme distraite
« également mise dans le coffre du receveur général
« du district.

« 8° Enfin, qu'au nom du directoire et à la dili-
« gence de M. le Procureur syndic ordre sera intimé
« à tous les dépositaires des deniers provenant de
« quêtes faites en faveur des incendiés dans les
« paroisses du district, de les verser sans délai dans
« la caisse du Trésorier général qui ne pourra à rai-
« son de cette branche d'administration, exiger au-
« cun droit particulier. »

C'est à la suite de cette lettre que les membres du directoire du district de Sézanne écrivent au directoire du département de la Marne. Ils l'informent de la réception de cette adresse et la lui communiquent. En ce qui concerne la démarche à faire à Troyes, ils croient que c'est plutôt au directoire du département de s'entendre avec le département de l'Aube. Ils indiquent également, ce qui est très intéressant pour nous, qu'ils ont engagé les curés à continuer les quêtes, sauf à faire le départ du montant lorsqu'on connaîtra les intentions du directoire du département. Ils mentionnent en outre qu'ils viennent d'avoir un incendie assez considérable et que les sinistrés ont réclamé des secours au bureau de Troyes (23 janvier 1791).

Au reçu de cette lettre le directoire du département répond aux administrateurs du district de Sézanne et le même jour envoie une circulaire à tous les districts.

Dans la réponse à Sézanne il est dit que le directoire du département n'a pas perdu de vue l'établissement fondé par les trois diocèses du département et n'attend que l'exécution complète de la nouvelle organisation du clergé pour s'entendre avec l'évêque du département sur la constitution nouvelle de cet établissement.

Il mentionne que chargé après la suppression de l'évêché de Châlons d'entendre le compte du trésorier

de la Caisse des Incendiés, ils ont pu constater que le reliquat ne monte qu'à 1.390 livres.

Les administrateurs du département annoncent qu'ils vont consulter les districts sur divers points notamment sur cette question : formera-t-on une seule caisse, ou une par district ?

En ce qui concerne les fonds versés à Troyes les mesures nécessaires seront prises (28 janvier 1791).

En effet, à la même date une circulaire est adressée par le directoire du département aux districts : le directoire du département informe ceux des districts qu'il existe une caisse en faveur des incendiés dans les diocèses de Reims, Châlons et Troyes. La nouvelle organisation administrative a constitué un seul diocèse pour le département, il croit devoir s'occuper dès lors de conserver et perfectionner cet établissement. Il pose à ce sujet trois questions aux directoires de district :

Doit-on laisser l'administration de cette caisse à l'évêque, ou aux directeurs du département, ou aux directeurs de chaque district ?

Pour le premier cas on pourrait laisser le soin à l'évêque d'exciter comme par le passé la charité des fidèles et c'est bien son rôle de pasteur, mais on appellera aux délibérations le directoire du district du chef-lieu. Cependant la distance de l'évêché et des chefs-lieux de district peut être un obstacle. De plus les

habitants n'auront-ils pas plus de confiance en leurs administrateurs ?

Le directoire vante ensuite les avantages de la fusion en une caisse commune : il fait valoir que l'on recueillera ainsi de plus grosses sommes permettant de faire face à de plus grands sinistres. D'un autre côté l'établissement d'une caisse particulière peut rendre les aumônes plus abondantes par la certitude qu'auront les habitants de recevoir en indemnité l'intégralité de leurs versements.

Si le parti de la fusion est adopté le produit des aumônes sera versé par la municipalité dans la caisse du district, « où les incendiés recevraient sur les dé-
« libérés du directoire visé par nous, les secours à
« leur distribuer dans les proportions déterminées
« par un règlement et le trésorier général ne rece-
« vrait que les débets résultant des comptes pour
« rembourser les receveurs de district qui auraient
« besoin de fonds supplémentaires. Le compte géné-
« ral serait imprimé chaque année et envoyé à toutes
« les municipalités. »

Il ajoute que la suppression de l'évêché de Châlons l'ayant amené à examiner les comptes de la caisse des incendiés il n'a trouvé en caisse que 1.390 livres. Il termine :

« M. l'évêque de Reims n'ayant pas prêté le ser-
« ment prescrit par la loi du 26 décembre (1790),
« nous pensons que vous devez vous consulter avec

« le département des Ardennes pour demander la
« division des sommes à partager entre les deux
« départements et nous vous prions de pressentir à
« cet effet les membres qui composent le bureau de
« cette administration (1). »

28 janvier 1791.

Signé : Le directoire et le Procureur Général Syndic.

Le directoire de Reims n'ayant pas répondu, une lettre de rappel lui est adressée le 17 avril 1791. Elle mentionne l'adhésion de cinq districts au projet de former une seule caisse pour tout le département, sous le contrôle de l'administration du district. Les administrateurs de ces districts demandent même de mettre de suite ce projet à exécution en chargeant les municipalités de recueillir les collectes.

Le directoire du district de Reims envoie son avis le 26 avril 1791. Il est tout disposé à s'unir aux cinq autres districts mais il pense que l'établissement d'une caisse particulière rendra les aumônes plus abondantes. Les administrateurs de ce district donnent ensuite le total des versements, en 1790 il est de : 31.457 livres et 6 sols. Bien que dans ce total soient compris les versements des Ardennes et d'Épernay,

1. Nous voyons par des documents particuliers que ce partage est effectué peu après par une commission composée d'administrateurs des Ardennes et des administrateurs du district de Reims dans le deuxième semestre de 1791.

la somme versée par le seul district de Reims est assez élevée : 21.995 livres (déduit la moitié pour les Ardennes et $\frac{1}{13}$ pour Épernay). Or, le reliquat pour Châlons (où la quête semble supprimée) est de 1.390 livres seulement. C'est cette disproportion entre la situation des deux caisses qui fait craindre au directoire du district de Reims les reproches de la part de ses municipalités au cas de fusion de toutes les caisses en un fonds commun.

La caisse de Reims, en effet, était la plus prospère, c'est dans ce diocèse que les aumônes avaient été le plus abondantes, ce sont aussi ses habitants qui avaient fait les plus gros sacrifices. La crainte des administrateurs paraît donc fondée. En continuant à fonctionner dans le même cadre, la caisse peut distribuer des secours plus importants. Si au contraire les versements sont centralisés pour tout le département, les habitants peuvent craindre que les secours accordés ne soient plus proportionnés à leurs sacrifices. De plus leurs aumônes plus fortes serviront à augmenter les secours des autres districts. Nous le répétons, cette crainte se justifie par l'énorme disproportion des deux caisses de Châlons et de Reims. On comprend la répugnance des administrateurs de Reims à engager leurs municipalités dans une opération n'offrant à première vue aucun avantage pour les habitants, bien au contraire.

A telles enseignes que le 4 mai 1791 le directoire

de département leur répond qu'il comprend leurs raisons, que le seul motif plausible de leur répugnance est la différence des mises. Mais il les rassure en disant que les incendiés du district de Reims seront indemnisés en proportion de leurs versements. Il sera facile d'avoir pour eux les égards dus à leurs sacrifices ; aussi, jusqu'à la fusion des caisses, les reliquats existant seront exclusivement employés en 1791 aux incendiés des paroisses qui les auront fournis, ou serviront à leur procurer les secours préventifs, ce qui n'avait pas lieu dans les autres diocèses.

Les administrateurs du département pensent que cette distinction doit suffire à lever les scrupules du directoire de Reims et à faire disparaître ses craintes. Ils espèrent réussir à former cet établissement qui, disent-ils, « ne peut avoir de consistance qu'autant qu'il sera général et fondé sur les mêmes principes. » (4 mai 1791).

(*Archives départementales de la Marne*, série C, 1965.)

Voilà donc un projet bien net d'établir une caisse de secours pour les incendiés à l'exemple de l'ancienne. Le directoire de département s'en est préoccupé. Il a fait une enquête auprès de chaque district.

Si du côté de Reims on trouve un peu de résistance, nous voyons que les autres districts ont répondu catégoriquement aux questions posées et sont favorables à la réorganisation pour le département de cette caisse.

(Nous avons vu même plus haut que le district de Sézanne avait été en quelque sorte le promoteur de ce mouvement).

L'organisation qui semble devoir être créée après cette enquête nous paraît être la suivante :

I. — Création d'une caisse de secours aux incendiés pour tout le département.

II. — Les aumônes sont recueillies par les municipalités et centralisés entre les mains du receveur général de district.

III. — L'administration de la caisse est confiée au directoire de département.

Avant de mettre ce projet à exécution, le directoire de département le soumet aux conseils généraux de districts. Il adresse à cet effet une lettre au directoire de chaque district, le 25 septembre 1791 ; il prie les membres de cette assemblée de faire un rapport à ce sujet au conseil général. Le directoire de département demande aussi qu'on lui indique le mode à employer pour la répartition individuelle des secours.

Nous possédons l'arrêté du conseil général d'Épernay ; ce conseil se prononce pour la laïcisation, pourrions-nous dire, de l'institution. La forme qu'il souhaite de voir adopter est celle d'une caisse particulière à chaque district et placée sous la surveillance du directoire.

Malheureusement nous n'avons pu trouver les arrêtés des conseils généraux des autres districts en ré-

ponse à la circulaire du directoire de département. Nous ignorons donc quels avis ils ont pu émettre relativement aux questions posées. Nous n'avons pas non plus l'arrêté du conseil général du département auquel le projet dut être soumis en dernier ressort. Mais nous voyons par une lettre du 9 mai 1792 aux administrateurs du district de Sézanne que cette assemblée a rejeté ce projet. Cette lettre en effet commence ainsi :

« Vous êtes instruits, messieurs, de l'arrêté pris
« par le Conseil général dans ses dernières séances
« sur l'établissement d'une caisse de secours en faveur
« des incendiés. Ce plan ayant été regardé comme
« une imposition et rejeté pour cette considération,
« les fonds restant dans les caisses des ci-devant diocèses ne peuvent appartenir qu'aux incendiés des
« paroisses qui y ont contribués et c'est le principe
« que nous avons constamment suivi en renvoyant
« aux administrateurs de ces caisses et aux directoires de district, la délivrance des secours provisoires, réclamés par ceux qui éprouvent des pertes en
« bâtiments et en mobilier. Nous ne sommes restés
« dispensateurs que d'une somme de 1.390 livres qui
« restaient dans la caisse du ci-devant diocèse de
« Chaalons et nous en disposons exclusivement en
« faveur des incendiés des paroisses qui en ont fait
« le fond. »

Donc tout projet de constitution de caisse à l'imi-

tation de l'ancienne est abandonné. Les directoirés de district et les anciens administrateurs se contentent de liquider le reliquat en caisse. La deuxième partie de cette lettre nous montre aussi que le gouvernement continue comme sous l'ancien régime à accorder des remises sur les impositions pour des périodes variables, notamment de trois ans.

Telle fut l'histoire de la caisse des incendiés, entre 1789 et 1793. Au début de la période révolutionnaire, elle continue à fonctionner puis, au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle organisation administrative, on essaie de constituer une caisse départementale, mais ce projet échoue.

Les fonds restant en caisse seront liquidés selon les règlements anciens et particuliers à chaque diocèse. La caisse va dès lors cesser d'exister ; nous n'en trouvons en effet aucune trace dans les années suivantes jusqu'en 1800. A cette date un document (1) nous montre que cette institution n'est pas complètement oubliée mais il faut attendre à 1804 pour que, sous l'administration de M. le Préfet de Jessaint il y ait réellement des efforts faits en vue de la réorgani-

1. Lettre d'un citoyen d'Orbais du 12 fructidor an 8^e de la République Française. Projet de reconstitution du bureau des Incendiés'rapelant l'organisation ancienne. (*Archives départementales de la Marne*, série X. Fonds moderne.)

sation de cette œuvre de mutualité et de solidarité sociale (1).

1. Le gouvernement dès 1793 se préoccupe de secourir les citoyens victimes d'accidents extraordinaires et imprévus. Lois du 20 février et 7 août 1793, du 1^{er} brumaire, du 11 pluviôse, du 9 thermidor, du 29 fructidor an II, du 10 prairial an V, du 19 vendémiaire an VI.

Le 15 brumaire an VI le ministre de l'Intérieur adresse une instruction sur cette loi :

« La loi du 9 germinal dernier, dit-il, avait réservé les quinze trente-sixièmes de l'accessoire de la contribution foncière de l'an V pour « faire une masse commune de secours aux citoyens victimes d'accidents majeurs et indépendants de toute personne humaine et aux « citoyens qui ont souffert de la guerre intérieure et extérieure. La loi « du 19 vendémiaire a déterminé ainsi qu'il suit l'emploi des quinze « millions, produit de cette fraction de 15/36, savoir :

« 4 millions pour les accidents imprévus. »

A ces 4 millions réservés pour les intempéries, incendies, épizooties et inondations la loi réunit le crédit des 2 millions affecté à la même dépense par la loi du 10 prairial an V.

Le ministre dans une instruction commente ces deux lois et prescrit les mesures à prendre et déterminées par les articles 13 et 14 de de la loi.

CHAPITRE IV

Période moderne

Après une éclipse de quelques années la caisse des incendiés va reparaitre et vivre d'une vie nouvelle.

Après les modifications et les bouleversements apportés par la Révolution dans l'administration et les organisations nouvelles créées par le consulat et l'empire, nous allons voir de nouvelles personnalités prendre l'initiative et la direction de l'institution qui avait été primitivement le Bureau des incendiés du diocèse de Châlons.

Dans le département de la Marne, constitué par diverses parties de l'ancienne province de Champagne (Diocèse de Reims, Épernay, Troyes, etc...) c'est l'administration préfectorale qui va réorganiser et faire revivre cette œuvre d'assistance mutuelle qui avait produit de si bons résultats. La nouvelle organisation va progresser et prospérer. Après plusieurs modifications et améliorations imposées par les circonstances et le milieu dans lequel elle se développe, cette Caisse va fonctionner sans interruption jusqu'à

nos jours où elle est en pleine vie, en plein épanouissement.

Nous nous proposons d'étudier cette nouvelle institution dès sa création, puis dans chacune des modifications apportées à son organisation. Nous montrerons du mieux possible ses débuts, l'accueil qu'elle reçoit, les résultats des premières années, les progrès réalisés, les améliorations et jusqu'aux dernières dispositions qui la régissent aujourd'hui.

Nous possédons pour nous éclairer dans cette étude les arrêtés préfectoraux depuis le début jusqu'à sa constitution actuelle.

C'est en 1804 que nous allons voir reparaître la Caisse des Incendiés. Le préfet de Jessaint, placé à la tête du département en 1800 (et qui conservera ses fonctions pendant trente-huit ans) connaissant l'existence et les services rendus par la Caisse avant la Révolution résolut de faire revivre cette institution.

Le 2 ventôse an XII (22 février 1804) un arrêté préfectoral reconstitue l'ancienne caisse sous le nom de Caisse des incendiés. Cet arrêté nous en montre l'organisation :

Une caisse des incendiés sera établie à Châlons pour le département de la Marne. Elle comprendra :

I. — *Un Bureau Central* composé de neuf membres, quatre domiciliés à Châlons et un dans chacun des cinq arrondissements.

II. — *Un Bureau Particulier* dans chaque commune,

composé du maire ou adjoint, curé ou desservant et du plus âgé des membres du conseil municipal.

III. — La caisse sera alimentée par le produit des quêtes faites chaque année dans le mois de brumaire dans toutes les communes du département ; la première de ces quêtes est fixée au mois de Brumaire suivant (an XII).

Le Bureau Central est chargé de recevoir et de distribuer les secours aux incendiés, sa première réunion aura lieu le 25 germinal an XII pour arrêter son règlement et nommer son président, son secrétaire et son caissier. Ces règlements et nominations seront soumis à l'approbation du Préfet.

Les Bureaux Particuliers font faire les quêtes, en recueillent le produit, dressent les procès-verbaux des pertes et donnent leur avis sur les secours à accorder aux incendiés.

Il est à remarquer que les dons en nature sont admis, le bureau particulier est chargé de les vendre.

Les fonds recueillis sont adressés dans la première quinzaine de frimaire aux Sous-Préfets, qui les font parvenir au Bureau Central avec l'état des sommes données par les communes et les noms de celles-ci.

Comment va fonctionner ce système en cas d'incendie ? Nous allons voir que la nouvelle méthode diffère un peu de celle du Bureau de l'ancienne institution.

Lorsqu'un incendie éclatera dans une commune le

Bureau Particulier dressera un procès-verbal des pertes pour chaque citoyen. Il est à cet effet autorisé à s'adjoindre un homme de l'art pour en faire l'estimation. Il donne ensuite son avis sur le montant des secours à accorder aux incendiés ; mais ce n'est pas sur le montant total et définitif des secours qu'il se prononce, c'est seulement sur les *secours provisoires*.

Cette nouveauté de la caisse de 1804 consiste en secours accordés immédiatement et sans délai pour subvenir aux premiers besoins des sinistrés. Le procès-verbal du bureau particulier est adressé aussitôt au Sous-Préfet et transmis au Bureau Central qui sur-le-champ fait distribuer les secours. Pour cette délibération le Bureau Central n'est pas au complet, il est composé seulement des membres domiciliés à Châlons et cette assemblée porte le nom de commission intermédiaire.

Toutes ces mesures sont destinées, nous l'avons dit, à réduire au minimum le temps qui sépare le sinistre de l'allocation des secours. Mais on ne s'en tient pas là ; chaque année une assemblée générale (qui se réunira le 25 Germinal) distribuera les secours définitifs, après s'être assurée de la véracité des procès-verbaux d'estimation.

Voilà donc le mode nouveau qui va régir la Caisse des Incendiés. Le Préfet y joint certaines prescriptions.

Les communes qui n'auront fait aucun don n'auront

droit à aucune distribution. De même celles qui donnent trop peu en proportion de leur population et de leurs moyens, ne recevront des allocations que dans la même proportion.

Le Bureau aura égard aussi aux citoyens qui s'obligeront à faire recouvrir leurs bâtiments en tuiles ou en autres matières non combustibles.

Tous les ans le bureau publiera un compte imprimé qui indiquera :

- 1° Le nom des communes ;
- 2° La quotité des dons ;
- 3° La répartition des secours.

Mention spéciale sera faite des communes n'ayant pas contribué.

M. de Jessaint invite les curés à exhorter leurs paroissiens à participer à cette œuvre de bienfaisance.

Conformément à l'arrêté du Préfet (2 ventôse an XII) le Bureau Central se réunit le 25 germinal an XII et élabore le règlement que nous donnons intégralement dans notre appendice.

Nous voyons d'après ce règlement tout d'abord le fonctionnement de la commission intermédiaire chargée d'accorder les secours provisoires ; les secours définitifs, ainsi que nous l'avons dit ne sont accordés que par l'assemblée générale annuelle. Pour étudier le fonctionnement du Bureau, nous nous reporterons au registre des délibérations du Bureau Central. Ce registre contient le détail des séances de la commission

pour les secours provisoires et celui des assemblées générales où sont alloués les secours définitifs.

Le secrétaire rapporteur donne connaissance des incendies et des pertes subies ; il produit les pièces les constatant. Le Bureau statue ensuite et accorde à chaque sinistré une somme en rapport avec le dommage subi, le versement et les fonds en caisse.

(Registre des délibérations du Bureau Central des Incendiés de l'an XII à l'année 1818.)

Voici donc comment fonctionne le bureau : voyons maintenant quel accueil va être réservé à cette œuvre philanthropique et dans quelle mesure les communes, les particuliers vont y contribuer.

Nous donnerons les chiffres des versements par arrondissement :

An XIII

ARRONDISSEMENTS	Population	Nombre des communes	Dons
Reims.	104.622 hab.	183	9.700 73
Sainte-Menehould.	31.010 —	82	3.149 2
Vitry	48.352 —	127	7.630 19
Châlons	36.866 —	80	4.187 26
Epernay	83.806 —	214	6.488 46
Totaux.	304.656 hab.	696	31.155 66

Dans la même année le Bureau a accordé des secours, tant provisoires que définitifs pour une

somme de 22.843 francs 26 centimes. Si nous ajoutons à cela 600 livres pour frais de bureau, d'impression et divers achats, nous obtenons pour l'an XIII un passif de : .

Passif.	23.443,26
La recette en actif est de . .	31.155,66
Il reste en caisse.	<u>7.712,40</u>

Ces chiffres nous montrent que, dès son début, la Caisse est accueillie avec faveur. Les populations n'avaient pu oublier les services rendus par l'ancienne institution et cela contribua beaucoup au succès de la nouvelle. La centralisation pour tout le département permet aussi de recueillir des sommes plus élevées.

A la suite de ce relevé nous trouvons un état des communes n'ayant rien donné et n'ayant par conséquent droit à aucun secours. Nous n'en trouvons que dans trois arrondissements ; à Reims deux (sur 183), Sainte-Menehould neuf (sur 82) et Épernay 25 (sur 214) la proportion est assez faible, même pour Épernay qui sur 214 communes n'a que 25 abstentionnistes. Cela fait en tout 36 communes qui ne versent pas sur un total de 696 communes.

(Bureau Central des incendiés de la Marne.
Extrait du registre des délibérations du
Bureau Central des incendiés du départe-

tement de la Marne. État des dons faits
en la Caisse des incendiés du département
de la Marne en l'an XIII.)

(*Archives de la Caisse départementale des
incendiés de la Marne. Compte rendu
1805-1829.*)

Quelques dispositions supplémentaires sont mentionnées dans des « articles additionnels aux règlements du 28 germinal an XII délibérés dans la « session du Bureau Central du 12 juin 1806 » (voir la copie de ces dispositions dans notre appendice).

En 1819 (1^{er} février) le Préfet de la Marne, M. de Jessaint, condense dans un règlement imprimé toutes les modifications et innovations apportées à l'organisation première de la Caisse.

Nous citerons les dispositions nouvelles :

On retiendra à chaque incendié un tiers du secours. Ce tiers ne lui sera délivré que lorsqu'il aura justifié de la reconstruction en tuiles ou matières non combustibles de ses bâtiments. Un délai de trois ans lui est accordé à partir du 1^{er} juillet qui suit l'incendie.

Le Bureau donne comme prime d'encouragement, chaque année une pompe à incendie avec son train et ses agrès au canton qui a le plus versé relativement à sa population et à ses moyens. Le don d'une pareille prime est bien dans le caractère de l'institution qui reste une œuvre de bienfaisance et de secours.

Ce nouveau règlement comprend six chapitres contenant des prescriptions de tout ordre relatives au fonctionnement et à l'administration de la Caisse.

CHAPITRE PREMIER. — *Dispositions générales.*

CHAPITRE II. — *Fonctions des Bureaux Particuliers.*

CHAPITRE III. — *Fonctions des Sous-Préfets et des Membres du Bureau Central résidant dans les arrondissements.*

CHAPITRE IV. — *De la Commission Intermédiaire.*

CHAPITRE V. — *Du Bureau Central.*

CHAPITRE VI. — *De la comptabilité.*

Nous croyons utile de citer ce règlement dans son intégralité car il est le premier aussi complet et nous fait connaître tous les détails de l'organisation et de l'administration de la caisse. (Voir notre appendice.)

Donc en 1819, condensation dans un arrêté des améliorations, modifications et innovations apportées par le Bureau à l'organisation de la Caisse. L'institution paraît fonctionner régulièrement. Nous voyons par les dispositions du règlement précité le souci des administrateurs de gagner à la Caisse de plus en plus d'adhérents. Nous allons examiner les états des versements et des distributions à cette époque.

Depuis sa fondation, l'œuvre de M. de Jessaint a vécu en prospérant et en s'améliorant ; les dispositions des règlements et la sage administration des sommes reçues ont permis à la Caisse d'accroître

chaque année son fonds de réserve. Ce faisant les administrateurs eurent grandement raison car sans le souci d'économie apporté par eux dans les allocations d'indemnité, la caisse n'aurait pu subsister pendant la période troublée et malheureuse que va traverser le département de la Marne en 1814 et 1815.

Au 24 mai 1813 la somme disponible était de 14.869 fr. 61.

La quête de 1813 a donné.	. . .	31.994	45
— 1814	— . . .	20.976	19
— 1815	— . . .	19.448	51

Nous voyons combien la recette diminue. Le pays en effet fut dévasté par les invasions de 1814 et 1815 et la présence des ennemis sur le sol du département n'alla pas sans nuire beaucoup au fonctionnement de la caisse ; aussi le bureau décida-t-il d'apporter quelques modifications et tempéraments provisoires au règlement ; notamment en ce qui concerne la non-participation des communes à la collecte.

La Caisse toutefois accorda des secours pendant les années 1814 et 1815. Du 28 octobre 1814 au 21 mars 1815, elle a distribué 37.816 francs ci (indemnités de 1/3 à 101 incendiés).		37.816	00
Du 21 mars au 16 mai 1815 à 6 incendiés.		1.327	00
— 13 déc. 1815 à 57 incendiés.		8.662	00
Total.		47.805	00

Comme la recette était moindre, au 4 septembre 1816 la Caisse se trouve presque sans ressources, aussi le bureau recommande-t-il à tous les membres de stimuler le zèle des habitants pour qu'ils participent de nouveau à cette institution de secours si nécessaire et si bienfaisante.

Au 4 septembre 1816 sont publiés les états de versements des communes pendant les trois années 1814-1815-1816.

Recettes.	87.288 76
Secours	67.218 65
Frais	2.458 35
Il restait disponible au 4 septembre 1816.	17.611 76

L'état publié le 15 octobre 1817 pour l'exercice 1816-1817, nous montre que la Caisse reprend sa vie normale et recommence à prospérer. La Commission Intermédiaire du bureau central remercie les administrateurs, Sous-préfets, maires, curés, desservants, de leur zèle qui a contribué au relèvement de l'institution. Depuis quelques années elle n'avait pu donner que l'indemnité du 1/5 aux incendiés. En 1817 le bureau central a élevé au 1/4 des pertes le secours définitif. De plus la prime de la pompe à incendie, suspendue depuis 1813 a pu être accordée pour 1817; le canton de Marson qui a le plus donné la reçoit et elle est confiée à la commune de Coupéville (arr. de

Châlons). Quelques communes s'abstiennent encore de participer aux quêtes ; le bureau le déplore et leur refuse impitoyablement des secours. C'est une sage mesure, car il serait d'un mauvais exemple de secourir ceux qui n'ont voulu consentir aucun sacrifice, de plus les communes ayant effectué des versements pourraient trouver injuste que leurs aumônes servent à soulager des individus que leur seul égoïsme a empêché de participer aux quêtes, et s'abstenir à l'avenir.

Le bureau n'eut d'ailleurs qu'à s'en féliciter ; il dut à sa sévérité sur ce chapitre et à l'application rigoureuse de l'article 20 du règlement (qui modifie la quotité des secours pour les incendiés des communes dont les dons sont trop faibles en raison de leur population et de leurs moyens) de pouvoir porter le secours en 1817 à 25 % et en 1818 à 30 % des pertes essayées.

La Caisse, en effet, n'a pas encore repris sa prospérité.

Outre les ravages causés par les invasions, l'arrondissement d'Épernay, presque tout en vignoble, a souffert pendant deux ans de mauvaises récoltes. C'est pourquoi certaines communes n'ont versé que des sommes très minimes.

Sans entrer dans le détail nous allons donner un aperçu de la situation de la Caisse en 1818 et le nombre des communes n'ayant rien donné.

Nombre des communes qui n'ont rien donné à la
caisse en 1816 et 1817 :

Arrondissement de Reims. . .	1817	11 comm.
— Sainte-Menehould. 1817	1	—
— Vitry. 1816	60	—
— — 1817	3	—
— Châlons. 1816	3	—
— — 1817	1	—
— , Épernay. 1816	66	—
— — 1817	77	—

Situation de l'établissement.

RECETTES

Somme disponible au 4 juin 1815. . .	17.611,70
Quêtes pour 1816 et dons particuliers de MM. Perrier, Ruinard, Bruyant et Moët.	21.341,68
Quêtes et dons particuliers pour 1817. .	22.492,26
Total.	61.445,70

EMPLOI

Secours accordés.	34.444	»
Frais d'expertise (1817)	499	»
Achat de deux pompes à in- cendie	2.400	»
Frais de bureau et d'impres- sion	1.005	»
Reste disponible au 29 juin 1818. .	23.097	70

Voici donc la Caisse des Incendiés de nouveau en plein fonctionnement et retrouvant peu à peu sa prospérité. Des événements, des circonstances nouvelles, vont amener vers 1820, non des perturbations, mais des modifications dans son organisation.

C'est en effet à cette époque que se fondèrent beaucoup de compagnies d'assurances par actions. Ces sociétés entrèrent en lutte dès le début avec la Caisse de la Marne et ses pareilles. C'est aussi à cette date que se créent de nombreuses mutuelles d'assurances contre l'incendie.

Ce dernier genre de société a fait son apparition au commencement du xix^e siècle et, dès leurs débuts, les mutuelles furent soumises à certaines obligations ; elles devaient solliciter l'approbation du gouvernement et ne pouvaient fonctionner sans une autorisation spéciale. (Avis du Conseil d'État sur les ass. de la nature des tontines approuvées le 1^{er} avril 1809. *Bulletin des lois*, t. XIII, n° 491, 7^e Série n° 11.676, page 631.)

En 1819 une circulaire du ministre de l'Intérieur (Comte Decazes) interdit aux mutuelles d'assurer les meubles ; le paragraphe 4 nous en fait connaître les motifs et indique nettement que la faculté d'assurer le mobilier est réservée aux sociétés d'assurances à primes et entreprises par spéculation.

«... 4^e C'est la notoriété de la valeur et des acci-
« dents dans les propriétés immobilières qui permet

« à des voisins de mettre leurs risques d'incendie en
« commun. Il n'en est pas de même des *effets mobi-*
« *liers* dont les co-associés ne sauraient vérifier eux-
« mêmes ni l'existence, ni la destruction. Ceux qui
« ne s'unissent point dans la vue de faire aucun
« bénéfice ne doivent pas courir la chance d'ajouter
« aux risques de l'incendie celui d'être trompés sur
« la sincérité des dommages : ce double risque ne
« convient qu'aux *Compagnies d'assurances à primes,*
« *entreprises par spéculation.* En conséquence il ne
« sera accordé aucune approbation pour l'assurance
« mutuelle du mobilier, excepté toutefois pour les
« machines propres aux manufactures dans les pays
« où elles sont communes en se bornant à celles
« d'un déplacement difficile et en établissant des
« précautions pour que la continuation de leur exis-
« tence en place soit constatée... » 25 octobre 1819.
(Circulaires et autres actes émanés du Ministère de
l'Intérieur ou relatifs à ce département de 1797 à
1821 inclusivement, t. III, p. 534). *Archives départe-*
mentales de la Marne.

La Caisse des incendiés n'était pas soumise à ces obligations ; elle ne constituait pas en effet une mutuelle, et aucune des mesures précitées ne pouvait s'appliquer à elle. Mais, le mouvement général dans toute la France, qui poussait à la création des mutuelles, dans de nombreux départements, ne pouvait lui être complètement indifférent. La création, dans le

département de la Marne, d'une société mutuelle d'assurance contre l'incendie pouvait porter un grand préjudice à la Caisse des Incendiés. Ce préjudice serait d'autant plus grand que la nouvelle société se poserait davantage en concurrente et même en ennemie de l'ancienne institution.

Telle dut être la pensée des administrateurs de la Caisse des Incendiés lorsqu'ils résolurent de fonder, au nombre de quinze, une compagnie d'assurance mutuelle contre l'incendie pour le département de la Marne. La situation n'était plus la même, car la nouvelle société, bien loin de constituer un danger pour la Caisse, la soulagerait au contraire en partie de l'assurance des immeubles. Nous verrons que plus tard, vers 1840 la Caisse est devenue surtout une assurance pour le mobilier (mais continue toujours à assurer les deux risques).

C'est dans ces circonstances et dans cette pensée que fut fondée la Mutuelle de la Marne qui existe encore aujourd'hui, mais n'a plus rien de commun avec la Caisse départementale et fonctionne tout à fait en dehors.

Nous trouvons dans le registre des délibérations du Bureau le procès-verbal de la séance du 14 août 1820 ainsi conçu: « M. le président dépose sur le bureau
« une des minutes de l'acte contenant les statuts d'une
« compagnie d'assurance mutuelle contre l'incendie
« pour le département de la Marne et souscrit le 9 août

« 1820 par quinze propriétaires, tous membres du Conseil Général du département de la Marne et desquels les noms suivent :

« MM. le duc de Doudeauville, pair de France.

Froc de la Boulaye, conseiller d'État, membre de la Chambre des députés, tant pour lui que pour

le baron Durant de Mareuil, ministre de Sa Majesté, près le roi des Pays-Bas ;

Ruinart de Brimont, membre de la Chambre des députés ;

le baron Ponsardin, maire de Reims ;

Jobert, négociant à Reims ;

Dessaint de Chevrières, à Reims ;

Boutin, maréchal de camp à Baye ;

Chamoin, maire de Châlons ;

Loisson, propriétaire à Mairy-sur-Marne ;

Guichard, président du tribunal de première instance à Vitry-le-François ;

Gittet, procureur du Roi à Vitry-le-François ;

Le Petre, propriétaire à Vitry-le-François ;

J. Moët, négociant à Épernay.

« Mathieu de Vienne, juge à Sainte-Menehould. »

Ces Messieurs demandent aux plus puissants d'entre eux et au Préfet de la Marne, M. de Jessaint, d'obtenir du Roi une ordonnance approuvant les statuts

de la nouvelle société. Ils chargent le Bureau actuel de faire toutes diligences pour recevoir les adhésions provisoires et nomment le Président dudit Bureau directeur provisoire. C'est aussi au Bureau que les signataires confient l'administration de la nouvelle compagnie et le Bureau à son tour délègue ses pouvoirs à la Commission Intermédiaire. Celle-ci se charge de la propagande ; elle adresse une circulaire le 28 août 1820 aux Sous-Préfets, Maires, Curés et Desservants, leur faisant connaître la constitution de la nouvelle compagnie. Elle les charge de recueillir les adhésions ; elle mentionne que cette nouvelle institution va fonctionner à côté du Bureau des Incendiés. Celui-ci assurera les pertes mobilières et la nouvelle compagnie les propriétés bâties.

(Registre des délibérations du Bureau des Incendiés, n° 2, 1818-1827. *Archives de la Caisse départementale des Incendiés de la Marne.*)

Le conseil général a approuvé à l'unanimité la création de cette mutuelle.

Les membres de la Chambre des pairs et les députés signataires de l'acte sus-visé, devaient se joindre au Préfet pour obtenir du Roi une ordonnance favorable à la constitution de cette compagnie d'assurance mutuelle pour le département de la Marne.

Une ordonnance du Roi du 20 février 1821 auto-

rise la fondation de la compagnie. Elle est administrée par un conseil général de sociétaires composé des cinquante membres de la compagnie les plus forts sociétaires. Ce conseil se réunit le 13 mars à la Préfecture sur la convocation et en présence du Préfet. Le duc de Doudeauville, pair de France, est nommé président du Conseil, M. Chamoin, maire de Châlons, vice-président. Les membres du comité d'administration sont : MM. l'abbé Becquey, vicaire général de Mgr. de Meaux, président du Bureau des Incendiés.

Garinet, trésorier du Bureau des Incendiés.

Arnould père, ancien notaire à Châlons.

Deliege, chef de division à la Préfecture.

Chapron, maire de Saint-Memmie.

M. François Drouet, de Châlons, est nommé directeur de la Compagnie, M. Gobet-Boisselle, membre du Bureau des Incendiés et président du tribunal de commerce de Châlons, est nommé Secrétaire Général de la compagnie, M. Tambourt, ex-chef de Bureau à la Préfecture, est nommé caissier.

Nous trouvons ces renseignements dans une circulaire adressée par le comité d'administration à :

« MM. les Sociétaires et à tous les propriétaires, « usufruitiers, fermiers, locataires et créanciers hypo- « thécaires dans le département (15 mars 1821). »

Nous donnons l'article 1^{er} des statuts de cette mutuelle.

Article premier. — « ... cette société est anonyme ;

« elle a comme unique objet de garantir mutuelle-
« ment et sans aucunes spéculations de bénéfice, ses
« membres des dommages causés par l'incendie aux
« édifices, maisons et bâtiments engagés à l'associa-
« tion, aux objets attachés aux fonds à perpétuelle
« demeure dans les édifices, les maisons d'habitation
« et les fermes ; en outre dans les manufactures,
« usines, magasins et boutiques, aux mécaniques,
« rayons, comptoirs qui ne peuvent être enlevés du
« lieu où ils sont établis sans être démontés. »

(*Bulletin des lois* 1821, tome XII, page 403.)

Ce paragraphe nous montre clairement le caractère et le but de la nouvelle institution.

Cette compagnie n'est donc pas une concurrente pour la Caisse des Incendiés ; elle n'a pas davantage un but lucratif. C'est « un Bureau départemental d'incendiés assis sur de plus larges bases » ainsi que l'exprime la commission intermédiaire. Ces deux établissements collaborent même : la Caisse des Incendiés garde son caractère et assure les deux risques, la Mutuelle assure seulement les immeubles.

La compagnie pour ses débuts avait besoin d'argent ; elle possédait bien les versements, cotisations, souscriptions de ses membres, mais en nombre insuffisant pour faire face à ses premiers besoins. C'est la Caisse des Incendiés qui va lui prêter la somme nécessaire à ses premières opérations.

Par une délibération du 20 mars 1821 la commission

intermédiaire de la caisse ouvre à la compagnie un crédit de 12.000 francs. Une somme de 6.000 francs sera mise sur-le-champ à sa disposition et le reste à sa volonté et en cas de besoin constaté par son comité d'administration. Il n'est pas demandé d'intérêt, mais la moitié de la somme devra être remboursée à la Caisse des Incendiés au 1^{er} octobre 1821, l'autre moitié au 1^{er} avril 1822.

(Registre des délibérations du Bureau des Incendiés, n° 2, feuillets 54-55; *archives de la Caisse des Incendiés.*)

Cette délibération est approuvée à la séance générale du Bureau central tenue le 28 août 1821 à Châlons.

La nouvelle compagnie, nous l'avons montré, bien loin d'être en concurrence avec l'œuvre primitive était bien au contraire son associée et fondée dans ce but. Cette nouvelle institution devait malgré cela, ou plutôt à cause de cela, avoir une certaine répercussion sur la Caisse des Incendiés ; il devenait nécessaire de modifier le règlement de cette œuvre dont le dernier datait de 1819.

Dans sa séance du 28 août 1821 le Bureau central propose au préfet certaines modifications. Celui-ci les approuve et en fait l'objet d'un arrêté du 21 septembre 1821. Nous le donnons en entier dans notre appendice.

La grande nouveauté introduite dans l'organisation de la Caisse des Incendiés est que, à partir de la quête de 1821 (novembre), les versements ne seront plus notés par communes, mais individuellement. On verra ainsi dans quelle mesure chacun contribue à la quête. A partir du 1^{er} janvier 1822 tout incendié n'ayant rien versé n'aura droit à aucun secours ; une exception sera faite en faveur : 1° des indigents ; 2° des serviteurs à gages qui par le fait de l'incendie auront éprouvé des pertes dans les maisons où ils servent.

L'incendié dont les propriétés bâties sont assurées à des compagnies a droit au secours du Bureau pour ses pertes mobilières, si toutefois ses meubles ne sont pas assurés à une de ces compagnies.

L'article 5 du règlement innove également ; il décide qu'un incendié qui aura donné à la quête ne pourra en aucun cas recevoir plus de 1.200 fois la valeur de son don ; cette mesure est destinée à favoriser les personnes généreuses, à encourager les versements importants, et aussi à limiter les obligations de la Caisse.

Cet arrêté a pour but et pour effet, tout en affirmant la Caisse des Incendiés de la mettre en concordance parfaite avec la Compagnie d'assurance mutuelle contre l'incendie spéciale pour le département de la Marne. Ces deux établissements sont d'ailleurs l'œuvre du Préfet de Jessaint.

Nous ne pouvons mieux faire pour préciser et montrer la nature et la position respective de ses deux institutions que de citer les termes employés par le Bureau Central dans la circulaire adressée le 27 septembre 1821 aux Sous-Préfets, maires, curés et desservants et autres membres des Bureaux particuliers.

« La Caisse des Incendiés *qui tôt ou tard et par la*
« *seule tendance des choses* n'aura plus à secourir
« que des pertes mobilières, est appuyée par la Com-
« pagnie départementale qui ne peut s'occuper que
« des pertes en propriétés bâties, et réciproquement
« elle appuie et complète pour ainsi dire les opéra-
« tions de la Compagnie départementale ; de sorte
« que ces deux institutions créées et administrées
« par les mêmes personnes et suivant les mêmes
« principes, forment en faveur des incendiés du
« département le système d'indemnité le plus com-
« plet et le moins coûteux qu'il soit réellement pos-
« sible de réaliser. »

(Délibération du Bureau Central du 27 septembre 1821. Registre des délibérations du Bureau central de la Caisse des Incendiés, feuillet 69. *Arch. de la Caisse.*)

Ce texte qui nous montre bien la collaboration des deux institutions, pourrait nous induire en erreur sur un point très important. D'après lui, en effet, la Caisse des Incendiés deviendra dans un avenir pro-

chain, une assurance uniquement pour les meubles.

Afin de dissiper toute équivoque, nous nous hâtons de dire qu'il y a là une affirmation toute gratuite. Il se peut qu'à cette époque une telle pensée ait pu venir à l'esprit de certains administrateurs de ces deux institutions, mais rien dans l'avenir ne l'a justifiée, rien n'a même été tenté pour la réaliser ; ce n'est d'ailleurs pas dans ce but qu'a été fondée la compagnie mutuelle de la Marne. Aucun texte, loi, décret, arrêté ou règlement n'est venu interdire à la Caisse des Incendiés d'indemniser les pertes immobilières. S'il y a prohibition pour les mutuelles d'assurer les meubles, la Caisse, elle, garde son caractère et continue à indemniser les deux genres de dommages. L'étude de cette œuvre dans les années qui suivront nous le montrera abondamment. La Mutuelle collabore avec la Caisse des Incendiés et lui vient en aide uniquement en ce qu'elle prend à sa charge une partie des pertes immobilières. Dans le compte rendu du 14 septembre 1826, nous voyons que cette compagnie a payé en cinq ans pour près de 130.000 fr. de sinistres qui, sans elle, auraient dû être versés par le Bureau des Incendiés.

Nous insistons sur ce point car l'on pourrait croire à première vue, que ces deux institutions, s'étaient mises d'accord pour partager les charges, la Caisse des Incendiés indemnisant les pertes mobilières, la Mutuelle les pertes immobilières. Ce serait une grosse

erreur et nous pensons le montrer suffisamment en affirmant que dans la suite, la caisse, comme par le passé, continue à indemniser les pertes immobilières aussi bien que mobilières. Le tableau suivant en fait foi :

Etat des pertes constatées par expertises

ANNÉES	Bâtiments	Mobilier	ANNÉES	Bâtiments	Mobilier
1820....	34.405	30.272	1838....	13.983	35.867
1821....	43.400	41.293	1839....	12.523	80.344
1822....	33.770	99.126	1840....	51.227	118.562
1823....	36.980	75.325	1841....	18.208	54.204
1824....	34.710	57.002	1842....	99.591	391.012
1825....	40.162	90.251	1843....	3.145	71.437
1826....	26.004	63.519	1844....	31.121	108.854
1827....	38.589	76.305	1845....	23.909	95.431
1828....	8.969	43.607	1846....	31.695	183.389
1829....	17.414	62.125	1848....	10.673	144.430
1830....	21.964	108.145	1849....	14.835	138.999
1831....	37.151	88.919	1865....	7.617	177.214
1832....	57.392	142.880	1866....	4.346	92.779
1833....	12.243	73.078	1867....	19.154	147.676
1834....	23.145	73.221	1868....	11.180	188.165
1835....	20.664	50.734	1869....	26.735	131.652
1836....	12.958	36.523	1870....	5.297	164.823
1837....	6.634	20.258			

Nous pouvons ajouter qu'en 1829 la Commission Intermédiaire, dans son compte rendu, annuel, constate qu'elle n'a pas de rectifications à proposer aux procès-verbaux d'estimation, en ce qui concerne les *pertes immobilières*, mais qu'il n'en va pas de même

pour les estimations des pertes mobilières. Ceci nous prouve encore que la Caisse continue à indemniser les deux genres de dommages.

Ce point bien établi, quel fut le but des administrateurs de la caisse lorsqu'ils créèrent cette compagnie d'assurances mutuelles spéciale pour le département de la Marne ? Nous l'avons dit, ce fut pour éviter l'installation à côté de leur œuvre d'une compagnie concurrente et ennemie. Ce fut aussi le souci, que l'on voit exprimé plusieurs fois dans les comptes rendus, d'éviter que l'argent des habitants de la Marne ne contribue à enrichir des compagnies étrangères.

Nous allons par quelques chiffres montrer la situation de la caisse après ces modifications et jusqu'en 1830.

RECETTES

Quête pour 1822 et dons particuliers .	39.773 54
Reçu de la commune de Somme-Yèvre	
pour aider à la restauration de sa pompe	
à incendie	225 »
Total	<u>39.998 54</u>

EMPLOI.

Secours accordés . . .	35.181 »	}	38.505 90
Fouritures de pompes,			
Seaux et frais divers. .	3.324 90		
Reste disponible au 3 juillet 1823 :			<u>1.492 64</u>

On peut être frappé à juste titre de la modicité du

reliquat sur l'exercice 1822. Celui-ci n'est pas imputable aux faibles versements des habitants; en effet, malgré la misère qui régnait dans le pays après les invasions, ceux-ci ont fait un effort et la quête a donné 39.773 fr. 54. Mais l'année a été mauvaise pour la Caisse; les incendies ont été nombreux; le produit important de la quête lui a permis cependant de venir en aide à 132 incendiés auxquels elle a distribué 35.181 francs pour 133.156 francs de pertes. L'indemnité est fixée à 36% des pertes mais ne peut dépasser 1.200 fois le versement.

La Caisse malgré ce faible reliquat ne connut pas la gêne; la quête de l'année suivante est supérieure à celle de 1822 et atteint 44.416 fr. 33. Aussi malgré une seconde année mauvaise, elle peut secourir 134 incendiés et leur accorde 37.855 francs pour 113.978 fr. de pertes. Le Bureau a même élevé le taux de l'indemnité à 40% des pertes (toujours avec cette restriction qu'elle ne peut dépasser 1.200 fois le versement de l'incendié).

Avec les frais et fournitures les dépenses s'élèvent à 41.736 francs pour une recette de 45.908 fr. 97. Il reste donc disponible en caisse le 8 septembre 1824 : 4.172 fr. 54. Le fonds de réserve est encore minime, mais la caisse a pu indemniser 134 incendiés et 113.978 francs de pertes à 40%. Nous donnons un tableau des recettes et dépenses générales de la caisse pendant les années suivantes en mentionnant le taux des indemnités (1).

Tableau des Recettes et des Dépenses de 1822 à 1829

1. EXERCICES	Reliquat de l'exercice précédent	RECETTES		TOTAL	EMPLOI		TOTAL	Reste disponible	Nombre d'incen- diés secourus	Chiffre total des pertes	Indem- nités
		Produit de la quête	Dons particu- liers pour pompes		Se- cours	Fourni- tures de pompes et frais divers					
1822.....	»	39,773 54	225 »	39,998 54	35,181	3,324 90	38,505 90	1,492 64	132	133,156	35 %
1823.....	1,492 64	43,816 33	600 »	45,908 97	37,855	3,881 40	41,736 40	4,172 57	134	113,978	40 %
1824.....	4,172 57	47,337 98	9,737 55	61,848 10	31,621	3,994 »	35,615 »	26,233 10	90	95,518	50 %
1825.....	26,333 10	51,099 66	570 »	77,902 76	43,510	11,891 50	55,401 50	22,501 26	112	131,079	50 %
1826.....	22,501 26	58,703 13	6,400 »	87,604 39	40,187	15,892 »	56,079 »	31,525 39	103	91,403	60 %
1827.....	31,525 39	61,872 92	4,200 »	97,598 31	58,664	12,230 »	70,894 50	26,703 81	105	121,143	60 %
1828.....	26,703 81	67,706 65	3,668 75	98,079 21	33,908	14,485 »	48,393 15	49,686 06	85	54,361	65 %
1829.....	49,686 06	70,643 39	10,620 50	139,949 95	49,090	32,096 50	81,186 50	49,763 45	134	87,299	2/3

Nous voyons par ce tableau que la caisse se remonte peu à peu après les années malheureuses. La quête de plus en plus abondante permet d'accorder des indemnités plus fortes et des pompes à incendie ainsi que des accessoires en plus grand nombre. L'indemnité s'élève peu à peu et atteint les $\frac{2}{3}$ des pertes en 1829.

Mais la caisse n'est pas encore arrivée à un degré de prospérité tel que les mauvaises années ne puissent influencer sur le taux des indemnités et sur sa situation même. Le fonds de réserve qui croît tous les ans est encore trop faible; aussi en 1832 où le Bureau a secouru 292 incendiés pour une somme de 86.349 fr. et où les fournitures et frais ont porté les dépenses à 91.044 francs, fut-on obligé de réduire le taux des indemnités à 45 %. Malgré cela le fonds de réserve n'est que de 24.479.70.

La sage administration et l'abondance des sommes recueillies dans les quêtes vont permettre bientôt de relever ce taux; pour l'exercice de 1834 il est de nouveau de 60 %.

Le résultat obtenu par la Caisse est très beau et c'est à juste titre que le Bureau peut s'en féliciter. Non seulement les sinistrés sont secourus, mais peu à peu tous les cantons sont pourvus de pompes à incendie et d'accessoires qui permettent de réduire de beaucoup l'importance des dégâts. La règle imposée de ne jamais donner à un incendié plus de 1.200 fois

son versement est rigoureusement observée et sévèrement appliquée. C'est en effet le meilleur stimulant pour engager les habitants à s'imposer des sacrifices plus considérables.

Dans un arrêté du 10 mars 1830 le préfet de la Marne, M. de Jessaint, condense toutes les dispositions édictées par lui dans ses arrêtés antérieurs des 22 février 1804, 1^{er} février 1819 et 21 septembre 1821. Il fait un nouveau règlement général. Peu de dispositions nouvelles sont à signaler.

L'article 9 qui contient les prescriptions nouvelles est la conséquence de la création de compagnies d'assurances.

« Art. 9. — La Caisse des Incendiés ne secourt pas les pertes essuyées par les bâtiments assurés contre l'incendie aux compagnies d'assurance qui s'occupent de ce genre de garantie. Elle ne secourt pas non plus l'excédent sur la somme du capital assuré des pertes essuyées par ces bâtiments ni même les pertes éprouvées par des constructions ou améliorations non comprises dans l'assurance et faisant partie du même risque. »

En 1832 nous trouvons un nouvel arrêté préfectoral du 25 juin décidant que l'estimation des pertes sera dorénavant faite par des experts directement désignés par la Commission Intermédiaire ; elle en nommera un ou plusieurs par arrondissement. Ils

opéreront sur délégation spéciale à eux transmise par le secrétaire du Bureau Central.

Nous avons vu la Caisse des Incendiés depuis sa nouvelle organisation et les modifications diverses qu'elle a subies progresser peu à peu et venir en aide dans une mesure de plus en plus grande aux malheureuses victimes des incendies. Elle a traversé des périodes difficiles ; des années malheureuses où le territoire du département était envahi par l'étranger, des années de mauvaises récoltes qui ajoutaient encore à la misère des habitants déjà rançonnés par les troupes des alliés. Ces dures épreuves l'ont un peu arrêtée dans son développement, mais jamais elle n'a cessé de fonctionner, et au milieu même des invasions elle a continué à indemniser les incendiés. Sans doute le taux de ces indemnités était faible mais elle ne pouvait faire plus sans s'exposer à se trouver sans ressources, et il faut la féliciter de son esprit d'économie qui lui permit de subsister. Dès que des jours meilleurs rendirent les quêtes plus abondantes elle en fit aussitôt profiter ses adhérents ; le taux des indemnités s'éleva peu à peu et en 1829 nous avons vu qu'il avait atteint les $\frac{2}{3}$ des pertes.

Après 1830 la caisse continue à progresser ; vers 1832 le taux des indemnités s'abaisse mais pour remonter aussitôt, en 1837 il atteint 70 % des pertes ; le fonds de réserve croît tous les ans et permet cette générosité. Nous voyons par les comptes-rendus qu'à

partir de 1840 la caisse possède des rentes sur l'Etat, qui lui donnent un revenu de 7.000 francs.

En 1841 la recette est de . . . 254.924 fr.

Les dépenses s'élèvent à . . . 57.770,50

Il reste donc disponible au 31 décem-

bre 1841. 198.158,50

Il y a eu 128 incendiés dont les pertes ont atteint 72.412 francs ; on leur a distribué 42.919 francs à raison de 70 %.

Si nous mentionnons l'état de la caisse en 1841, c'est qu'elle va traverser en 1842 une année exceptionnellement mauvaisé.

Des incendies considérables, dus paraît-il à l'extrême sécheresse, vont éclater dans tout le département et la Caisse va avoir une grande quantité de victimes à indemniser. Le Bureau abaisse le taux des indemnités à 60 % ; grâce au fonds de réserve assez important et à une quête pour 1842 de : 89.876 francs il put à ce taux secourir 451 incendiés.

Les pertes totales s'élevaient à 490.141 francs ; le Bureau distribua 213.728 francs. Malgré cette somme énorme de secours, il restait disponible au 31 décembre 1842, 77.056 fr. 57.

Cette année 1842 fut, nous l'avons dit, particulièrement mauvaise ; dans l'arrondissement de Reims en effet le village de Prouilly compte à lui seul 106 incendiés. Dans l'arrondissement de Châlons le village

de Suippes en compte 51, celui de Juvigny 35. La caisse malgré cela put faire face à tous ces besoins et l'année suivante en 1843 le taux des indemnités fut reporté à 70 %.

Ces faits montrent combien la Caisse des Incendiés est prospère et quels services elle rend à la population du département de la Marne.

Achat de rentes sur l'État. — Nous avons signalé qu'à partir de 1839 la Caisse se trouvait avoir des rentes sur l'État; c'est dans la séance du Bureau Central du 3 septembre 1839 que l'achat de ces rentes fut décidé. Nous donnons copie de la délibération :

« Vu la décision du ministre des Finances du 4 juin
« 1839 qui prescrit le retrait des fonds déposés par
« le Bureau des Incendiés à la Caisse de Service ;

« La Commission Intermédiaire du Bureau Central
« des Incendiés du département de la Marne est char-
« gée de placer incessamment ou de donner les pou-
« voirs nécessaires à l'effet de placer pour le compte
« dudit Bureau et au nom de son Président, sur le
« Grand Livre de la Dette Publique en achat d'ins-
« criptions départementales 5 % consolidés avec jouis-
« sance à compter du 22 septembre 1839, toutes les
« sommes appartenant à la Caisse des Incendiés, à
« l'exception de trente mille francs qui resteront en-
« tre les mains du trésorier pour les besoins du ser-
« vice courant et qui pourront être placés par lui
« ès-mains du Receveur Général. La commission

« indiquera les coupures des dites inscriptions qui
« resteront déposées entre les mains de son trésorier,
« lequel en recevra les intérêts des mains du Rece-
« veur Général des Finances du département de la
« Marne.

« La Commission Intermédiaire est autorisée à ven-
« dre ou faire vendre lesdites inscriptions soit inté-
« gralement soit partiellement.

« Étaient présents :

« 1° Mgr l'Évêque de Châlons-sur-Marne,

« 2° M. Garinet, président du Bureau Central ;

« 3° M. le vicomte de Jessaint, ancien préfet de la
« Marne, pair de France, nommé par arrêté de M. le
« préfet de la Marne, du 30 août courant et qui a été
« installé à cette séance comme membre du Bureau.

« 4° M. Lefebvre de Norroît ;

« 5° M. Godart ;

« 6° M. Grénet-Tellier, membres du Bureau, et
« M. Bornot, secrétaire adjoint.

« M. Bourbon de Sarty, préfet de la Marne, a as-
« sisté à la séance. »

Nous avons donné intégralement la fin de cette délibération pour montrer la composition du Bureau Central, il nous a aussi paru intéressant de signaler la nomination du fondateur de l'œuvre, M. de Jessaint, comme membre du Bureau. Notons en passant que le Préfet Bourbon de Sarty était son gendre.

Dans sa séance suivante la Commission Intermé-

diaire chargée du placement des fonds donne au président les pouvoirs nécessaires à cette opération :

« Vu la délibération du 3 septembre 1839, prise
« par le Bureau Central en ce qui concerne le retrait
« des fonds de la Caisse des Incendiés déposés à la
« Caisse de Service et le placement de ces fonds en
« achat de rente sur l'État 5 % consolidés,

« La Commission Intermédiaire autorise M. Garinet
« président du Bureau Central et de ladite commis-
« sion :

« 1° A retirer de la Caisse de service les fonds y
« déposés appartenant à la Caisse des Incendiés du
« département de la Marne ;

« 2° A placer pour le compte du Bureau, dans les
« termes de la délibération précitée, sur le grand livre
« de la Dette Publique les fonds retirés de la Caisse
« de Service à l'exception de la somme déterminée
« en la dite délibération.

« En conséquence, et en vertu des pouvoirs qui lui
« ont été donnés à cet effet, ladite Commission Inter-
« médiaire confère à mon dit sieur Garinet, son pré-
« sident, tous les pouvoirs nécessaires aux fins que
« dessus. »

« La commission arrête qu'il sera pris quand à
« présent (et sauf à aviser de nouveau pour l'avenir) :
« 1° Cinq coupons de mille francs de rente chacun ;
« 2° et le nombre de coupons de cinq cents francs de
« rente chacun qui sera nécessaire pour le complé-

« ment des fonds restant à placer après l'acquisition
« des cinq coupons de mille francs de rente. »

(21 septembre 1839. Séance de la Commission Inter-
médiaire. (Registre des délibérations du Bureau des
Incendiés du département de la Marne, 1834 à 1841.
Folios 127 et 129.)

Voilà donc M. Garinet chargé de placer les fonds
de la caisse suivant les prescriptions précitées. Ils s'en
acquitte aussitôt et rend compte de sa mission à la
séance du 2 décembre 1839 de la Commission Inter-
médiaire. Il a placé pour le compte du Bureau sur le
Grand Livre de la Dette Publique, la somme de
cent cinquante-cinq mille trois cent seize francs cin-
quante centimes, pour laquelle il a acheté neuf ins-
criptions départementales « faisant partie de la rente
portée au grand livre des 5 % au nom de la Recette
générale » avec jouissance des arrérages à compter
du 22 septembre 1839. Ces inscriptions rapportent
sept mille francs de rente ; il en donne le numéro à
la Commission. Il y a cinq inscriptions de mille francs
et quatre de cinq cents francs. Elles sont prises au
nom du Bureau Central des Incendiés de la Marne.

Avec les frais de courtage cela coûte à la caisse
cent cinquante-cinq mille cinq cent dix francs soixante-
cinq. La commission approuve en tout les opérations
de son président.

Ainsi la Caisse des Incendiés est désormais proprié-
taire d'un petit capital dont les rentes viendront

grossir ses revenus annuels et qui servira de complément à ses recettes dans les années particulièrement mauvaises.

La Caisse ne tarda pas à l'utiliser ; en 1842, qui fut comme nous l'avons déjà indiqué une année malheureuse, dans sa séance du 18 septembre, la Commission Intermédiaire charge M. Garinet de vendre quatre inscriptions de 500 francs de rente. Le 22 octobre 1842 un arrêté du Préfet approuve cette délibération.

Dès 1831 et jusqu'à la décision du ministre des Finances de 1839, la Caisse déposait des fonds dans la Caisse du trésor public. Ces fonds lui rapportaient un faible intérêt. Après l'achat des rentes, le Bureau ne dépose plus dans la Caisse du Receveur Général que les sommes nécessaires aux besoins du service. Ces fonds produisent aussi un intérêt ; en 1844 il est pour l'année de 1.616 fr. 90.

A partir du 10 février 1843 le Receveur Général des Finances du département de la Marne, M. Doulcet, est nommé membre du Bureau par arrêté préfectoral. Dans sa séance du 16 février 1843 le Bureau Central nomme M. Doulcet Trésorier du Bureau en remplacement de M. Garinet. Devenu le Trésorier de la Caisse, le Receveur Général des finances centralisera désormais les versements des communes ; le 14 septembre 1842 il avait été décidé que les Sous-Préfets verseraient les sommes provenant des quêtes de leur

arrondissement entre les mains des Receveurs Particuliers des Finances ; ceux-ci devaient les envoyer le plus tôt possible au Trésorier ; ce Trésorier étant maintenant le Receveur Général, c'est à lui que devront être désormais adressés tous les fonds.

La Caisse continue à fonctionner et à prospérer ; elle traverse les événements de 1848 sans en ressentir le contre-coup. Si en effet en 1848 le Bureau est obligé de réduire à 60 % le taux des indemnités, c'est uniquement à cause du grand nombre de sinistres qui ont désolé le département dans les années 1847-1848.

Il y eut même en 1847 un excédent de dépenses sur les recettes de 21.078 fr. 19. Ce déficit a été couvert par une somme égale empruntée à l'exercice de 1848, et sera éteint par le boni des exercices futurs. Il est réduit l'année suivante à 15.608 fr. 15, et entièrement couvert l'année d'après.

La quête en 1849 donna	93.433,60
avec les divers versements la recette totale fut de	100.162,60
les dépenses (y compris le déficit) atteignent	84.922,78

Il y a donc au 31 décembre 1849 un boni de	<u>15.239,82</u>
--	------------------

Le taux des indemnités avaient été fixé de nouveau à 70 %.

La vie de la caisse se poursuit normalement, mais elle a déjà des ennemis en la personne des agents

des compagnies d'assurances ; ceux-ci la dénigrent aux yeux des paysans et ne craignent pas de la calomnier. Nous le voyons par un paragraphe de la lettre annuelle des membres de la Commission Intermédiaire du Bureau au Préfet de la Marne (5 octobre 1856).

« Les habitants du département savent que l'administration de la Caisse Centrale des Incendiés
« *est exempte de toute spéculation d'assurance*, et
« qu'elle ne veut dès lors faire concurrence à aucune
« des compagnies qui s'occupent de ce genre d'industrie ; et cependant plusieurs agents de diverses
« compagnies d'assurances à prime ne cessent d'attaquer l'institution du Bureau. Il est au-dessous de
« nous de répondre à ces agents et à ceux qui les inspirent. Nos œuvres sont là ; mais pourtant il
« importe de prémunir les personnes, qui depuis plus
« de 50 ans ont coutume de verser chaque année
« leur offrande à la quête, contre ces allégations plus
« que hasardées des agents dont nous parlons. »

« Il n'est point vrai que le don d'un propriétaire
« à la Caisse des Incendiés alors que ce propriétaire est
« assuré, soit de nature à faire annuler l'assurance :
« en d'autres termes le don n'est point une prime
« d'assurance. L'allégation des agents a un double
« but : 1° entraver et diminuer les quêtes du Bureau ;
« 2° en cas d'incendie faciliter aux compagnies d'assurances des transactions sur les règlements des
« indemnités dues par elle.

« Que les personnes qui nous aident de leurs dons
« se rassurent : *La quête du Bureau reste et sera tou-*
« *jours une œuvre de charité et de bienfaisance* ; si
« ces personnes ne sont point assurées, le Bureau leur
« accorde un secours délibéré chaque année, et on
« sait que depuis vingt ans il n'a point été inférieur
« à 70 % des pertes. Si elles sont assurées, le don
« profite aux indigents et aux domestiques que le
« Bureau secourt alors même que ceux-ci ne versent
« rien à la quête.

« Envisagé sous ce point de vue par ceux que leur
« fortune ne met à même de venir en aide au mal-
« heureux, la quête annuelle des incendiés est une
« charité bien faite ; et puis, l'argent que l'on donne
« au Bureau reste dans le département ; il ne va
« point enrichir des étrangers, et, si nous sommes
« assez heureux pour que des sinistres trop nombreux
« n'incombent point sur la Caisse des Incendiés, nous
« rendons aux communes, en dons de pompes et
« seaux, l'excédent des quêtes, tout en formant
« une réserve sonnante et réelle pour les années plus
« malheureuses. »

« Notre exemple serait bon à suivre et nous ver-
« rions avec plaisir que ceux qui essaient de nous
« dénigrer cherchassent au contraire à nous imiter. »
Bureau Central des Incendiés. Compte rendu 1845-
1860, 10 octobre 1856.

Si nous avons cité ce paragraphe en entier, c'est

qu'il nous paraît bien montrer que la Caisse conserve ces caractères primitifs d'œuvre de charité exempte de toute idée de lucre et de spéculation.

Malgré la guerre que lui font les compagnies d'assurances et dont nous pouvons nous rendre compte par les allusions de la lettre annuelle de la Commission au Préfet, l'institution prospère et les quêtes sont de plus en plus abondantes. En 1858 le produit atteint plus de 103.000 francs. C'est la meilleure preuve de l'inefficacité des attaques dirigées contre la caisse et de la confiance que lui fait la population du département en reconnaissance des immenses services rendus.

En 1859 le produit de la quêtes'élève à 108.847 fr. 71 ; somme qui permet de faire face à bien des désastres sans compter les rentes que le Bureau achète avec les fonds de réserve.

En 1860 les incendies s'étant multipliés pendant les dernières années il n'y a plus de boni en argent et l'excédent des dépenses sur les recettes est de 17.520 francs. Mais les rentes sur l'État représentent un capital de 152.566 fr. 66 qui permettra de couvrir ce déficit ; la quête pour 1860 atteint 111.457 francs ce qui avec les arrérages des rentes et les intérêts des fonds placés à la Recette Générale donne une recette de 120.736 fr. 57. Cette forte recette et le nombre moins grand des Incendies permit de couvrir le déficit de l'année précédente, et au 17 septembre 1861, il y a un boni de 11.093 fr. 89.

La Caisse se trouve donc dans une situation très prospère lorsque arrive la guerre de 1870-1871. Mais cette période douloureuse n'eut presque pas de répercussion sur l'institution qui nous occupe. La quête pour 1870 fut une des plus importantes jusqu'à ce jour. Les seuls troubles apportés au fonctionnement de la Caisse sont l'absence de réunion du Bureau Central en 1870 et une quête un peu moins abondante en 1871. On comprend que le Bureau n'ait pu se réunir ; le pays était envahi et les Prussiens cantonnaient à Châlons. Quant à la diminution de la quête en 1871, l'étonnant n'est point qu'elle soit moindre qu'en 1870, mais bien qu'elle atteigne plus de 112.000 francs.

Pendant l'occupation prussienne, un fait a favorisé aussi la Caisse des Incendiés, c'est la diminution notable du nombre des incendies (146 en 1871 pour 285 en 1870). Quelle en fut la raison ? Les habitants prenaient-ils plus de précautions par crainte de ne pas être indemnisés ? Serait-ce plutôt une simple coïncidence ? Nous serions portés à partager cette dernière opinion.

Voici donc notre Caisse ayant traversé sans contre-coup cette période pénible de notre histoire. Peu de temps après la paix, le Préfet de la Marne, par un arrêté de 18 août 1872, apporte une légère modification au règlement de 1830. L'article est modifié ainsi qu'il suit :

« Les secours accordés par la Caisse et dont le taux est fixé chaque année par le Bureau Central sont toujours proportionnés aux pertes, abstractions faites des facultés des individus ; mais l'incendié qui a donné à la quête ne peut en aucun cas recevoir un secours supérieur au chiffre ci-après, savoir :

« 1° Mille fois le montant du don pour les bâtiments couverts en tuiles, ardoises ou métaux, et pour le mobilier enfermé.

« 2° Sept cents fois le montant du don pour les bâtiments couverts, même partiellement, en chaume, paille, roseaux, bois et cartons bitumés ou goudronnés et pour tous les bâtiments (quelle que soit la nature de la couverture) contenant dans les granges, cours ou autres emplacements, des pailles, fourrages, récoltes non battues, fumiers, etc... Le mobilier renfermé dans tous ces bâtiments leur sera assimilé pour la réduction.

« 3° Et quatre cents fois le montant du don pour les pertes par incendie des récoltes détachées du sol, mais gisant encore sur le terrain de la coupe, des grains ou fourrages en meules dans les champs ou enclos et des approvisionnements en plein air de bois, charbon, houilles, etc... »

Cette mesure est sage, elle est destinée à engager les propriétaires à verser plus généreusement à la quête ; c'est aussi un encouragement à la couverture des bâtiments en matières non combustibles. Cette der-

nière prescription est le souci constant du Bureau depuis sa première formation ; il retient un tiers du secours jusqu'à reconstruction en tuiles, etc... Au bout de trois ans, l'incendié qui n'a pas recouvert en tuiles ses bâtiments est déchu. Une grande cause d'incendie dont on ne parle pas, disons-le en passant, est aussi que beaucoup de maisons étaient construites en planches, on en trouve encore de nos jours une assez grande quantité.

Cette réduction de l'indemnité était destinée également à diminuer un peu les risques et les obligations de la Caisse vis-à-vis des personnes dont la cotisation était trop faible et aussi pour les objets offrant plus de dangers d'incendie.

Déjà en 1872 un arrêté du Préfet du 24 août avait, sur la demande du Bureau, réduit le maximum de l'indemnité à 900 fois le don à titre d'essai, l'année suivante, nous l'avons vu, les réductions dont nous venons de parler furent établies définitivement.

Ces mesures ne font point perdre à la Caisse son caractère d'œuvre de bienfaisance ; elle fut amenée à ces réductions par l'énormité du chiffre des pertes mobilières qu'elle indemnisait. Le Bureau a eu raison de les faire, elles assuraient un meilleur emploi des fonds. En effet, nous l'avons dit, la Caisse ne se bornait pas à accorder des secours aux incendiés ; chaque année (sauf dans les très mauvaises où elle

manquait d'argent) elle donnait une prime au canton qui avait le plus versé en raison de sa population et de ses ressources (article 14 du règlement). Cette prime consistait en une pompe à incendie. Elle distribuait en outre des pompes à moitié prix, à $\frac{3}{4}$ de prix, à $\frac{1}{4}$ de prix ; des trains de pompes et des seaux.

En 1862 et pour les vingt années précédentes, le Bureau avait distribué :

33 pompes gratuites ;

5 pompes à $\frac{1}{4}$ de prix ;

55 pompes à moitié prix ;

23 pompes à $\frac{3}{4}$ de prix ;

8 trains détachés et plus de 15.000 seaux.

Ce qui fait qu'en vingt ans 113 pompes avaient été réparties dans les villages, sans compter toutes celles qui avaient été accordées depuis la nouvelle organisation de la Caisse en 1804.

Ainsi donc, non seulement la Caisse indemnise les pertes des incendiés à un taux de plus en plus élevé, mais, par ses soins, les cantons et les communes sont peu à peu munis des appareils nécessaires pour combattre autant que possible les ravages du feu et empêcher la propagation des incendies. A mesure qu'elle prospère et qu'elle a plus d'argent à sa disposition, elle augmente ses distributions ; elle donne même des primes en argent à certaines com-

munes pour leur permettre d'acheter des pompes ou des accessoires.

Nous voyons par là quels services rend la Caisse des Incendiés aux habitants de la Marne et quel souci le Bureau apporte non seulement à soulager les misères, mais autant que possible à les prévenir.

La Caisse continue à fonctionner avec le même règlement sans modification importante. Il serait inutile et long d'entrer dans trop de détails et d'étudier année par année l'administration de la Caisse. Les comptes rendus sont presque toujours semblables; le Bureau se plaint parfois d'exagération dans l'estimation des pertes et fait appel aux Bureaux Particuliers pour éviter autant que possible cet abus préjudiciable au premier chef aux intérêts de tous.

Par une délibération du 13 août 1880, le Bureau porte le taux de l'indemnité à 90 % des pertes. Il mentionne en outre le vœu du Conseil Général de la Marne de faire reviser les statuts de l'œuvre et de transformer, si possible, l'institution en une caisse d'assurance à l'exemple de celle du département de la Meuse. C'est dans cet esprit que des études vont être faites et nous en verrons les résultats dans le nouveau règlement de 1882.

Avant d'entrer dans l'étude de ce règlement nous croyons utile de donner l'état de la Caisse pour la dernière année.

Pour l'Exercice 1881, la quête produit : 124.322 fr. 76.

Les rentes 3 % produisent 15.500 francs, le boni est de 46.594 fr. 21, les ressources de la Caisse sont, outre cette somme en numéraire, le capital correspondant au 1^{er} janvier 1882 à 17.500 francs de rente, environ 600.000 francs. En 1889, le capital atteindra plus d'un million.

Règlement de 1882

Ce qui caractérise le règlement de 1882, à part quelques modifications de détail, c'est l'établissement d'un tarif pour les dons. Cela transforme un peu l'ancienne institution et répond au vœu du Conseil Général de la Marne et du Conseil d'arrondissement d'Épernay qui demandaient la refonte des statuts et la constitution d'une sorte de caisse d'assurance. Nous allons étudier ce règlement dans ses grandes lignes et principalement le tarif.

Tout d'abord dans la circulaire aux maires du département, le Préfet de la Marne qualifie pour la première fois l'institution de : Caisse départementale des Incendiés. Il mentionne en outre que le Conseil Général, dans sa séance du 30 août 1881, a adopté le nouveau règlement.

Le but et les ressources de la Caisse restent les mêmes ; l'administration en est confiée à un Bureau Central de neuf membres nommés par le Préfet et opérant sous sa surveillance. Cette administration est

gratuite. Les prescriptions de détail sont les mêmes qu'en 1830.

De même pour les bureaux particuliers, dans chaque commune, il n'y a rien de changé : le maire préside (art. 3 et 4). Les attributions de ces bureaux sont les mêmes (art. 5, 6 et 7). La Commission Intermédiaire existe toujours ; ses fonctions restent les mêmes (art. 8, 9, 10, 11, 12, 13).

Le Bureau Central a, lui aussi, les mêmes attributions que précédemment. Le Préfet cependant y joue un plus grand rôle et peut le convoquer (art. 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24).

Quêtes annuelles.

Nous trouvons sur ce chapitre les mêmes prescriptions, la même date (novembre). Une légère modification est cependant introduite, les maires, curés et desservants annoncent les quêtes à l'avance.

Le donateur peut spécifier la propriété sur laquelle il veut faire porter son don en tout ou en partie ; sinon il n'est applicable qu'aux propriétés mobilières et immobilières existant dans la commune au moment de la quête.

Si le donateur veut appliquer son don à des propriétés situées hors de la commune, mais dans le département, il doit le déclarer formellement et indiquer quelles parties du don il y affecte et aussi la nature de ses propriétés (art. 27).

Il y a aussi des prescriptions plus détaillées en ce qui concerne les biens soumis à l'usufruit ou à l'indivision. Nous renvoyons pour ces détails au règlement lui-même que nous reproduisons intégralement dans notre appendice.

Les dons en faveur d'autrui sont autorisés.

Le créancier hypothécaire d'un immeuble dont le propriétaire n'a rien donné peut faire un versement avec application spéciale sur cet immeuble. Le cas échéant, il reçoit l'indemnité de la Caisse en déduction ou jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû, le propriétaire prévenu et dûment appelé (art. 30).

Les locataires ou fermiers peuvent faire un don en vue du risque locatif, mais par déclaration spéciale consignée par écrit sur la feuille des quêtes (art. 30).

Aucun don n'est reçu pour les salles de spectacle, ateliers d'artificiers, filatures de laine ou de coton, moulins mus par l'eau ayant plus de deux paires de meules, non plus qu'aux bâtiments contigus et dépendances (art. 31). De même pour les marchandises et mobiliers y enfermés.

La Caisse n'assure pas le risque dit : Recours du voisin.

En somme le règlement nouveau est plus complet, plus détaillé, nous nous contenterons de signaler une partie de ces détails. La grande nouveauté, nous l'avons dit, c'est le tarif ; nous allons examiner com-

ment il est établi. Les bâtiments sont divisés en 4 classes.

Tarif des dons (art. 34).

1^{re} Classe. — Bâtiments construits entièrement en pierres, briques ou moëllons.

2^e Classe. — Bâtiments de construction mixte où les pierres, briques ou moëllons dominant.

3^e Classe. — Bâtiments mixtes où le bois domine, couverts en tuiles, ardoises ou métaux.

4^e Classe. — Bâtiments en bois hourdé couverts en tuiles, ardoises ou métaux.

Bâtiments de construction quelconque couverts en bois, chaume ou cartons bitumés, en tout ou en partie.

« En conséquence quiconque veut couvrir la totalité de ses propriétés, bâties ou immobilières, sujettes à incendie, doit faire à la Caisse un don dans les proportions indiquées au tableau suivant. »

Ce tableau comprend l'énumération de la nature des valeurs à couvrir et le don par mille francs et par an que doit verser le donateur suivant la classe de ses bâtiments ou mobiliers ; ses versements sont calculés en raison des risques inhérents à la nature des bâtiments ou des meubles. Cela est naturel et plus un bâtiment a de chances de brûler, plus le versement doit être important, ce risque varie non seulement suivant la nature de la construction du bâtiment, mais aussi en raison de l'industrie à laquelle il

est affecté, ou des objets et matériaux qu'il abrite.

On considère aussi dans la fixation du don l'importance de la commune et le nombre des pompes à incendie qu'elle possède. Le tarif comprend de ce fait 5 sections.

Pour ce qui est du règlement, il innove peu : le Bureau continue à distribuer chaque année des pompes, accessoires et subventions en argent pour aider les communes à acheter des pompes (10 octobre 1882).

En 1888 ce nouveau règlement est modifié dans le détail de ses articles 32 et 34, conformément à la délibération du Conseil Général du 10 avril 1888. A part cette légère modification, le règlement de 1882 fonctionne tel que nous l'avons étudié jusqu'à l'année 1889 (28 octobre).

A cette date un nouveau règlement apporte de grandes modifications dans l'organisation et l'administration de la Caisse.

Nous n'entrerons pas dans le détail de ce nouveau règlement, mais nous indiquerons les modifications d'ordre général qu'il apporte à celui de 1882.

La Commission Intermédiaire et le Bureau Central sont supprimés ; la Caisse est désormais dirigée par un Conseil d'administration composé comme suit :

MM. le Préfet de la Marne, Président.

Le Président de la Commission départementale,
vice-président ;

Les membres de la même commission ;

Le directeur des contributions directes ;

Le Secrétaire Général de la Préfecture, et un conseiller de Préfecture délégué.

Les membres actuellement en exercice de la Commission Intermédiaire et du Bureau Central, lesquels ne pourront être remplacés.

M. le Trésorier-Payeur Général du département est Trésorier de la Caisse.

Le Préfet nomme un secrétaire adjoint rétribué et un inspecteur expert.

A partir de 1890 seulement le Conseil se réunit tous les 3^e mercredi de chaque mois à la Préfecture.

Ce conseil d'administration a toutes les prérogatives de l'ancienne Commission Intermédiaire. Les Bureaux Particuliers subsistent avec leurs attributions, mais leur composition est changée; en font partie: le maire ou l'adjoint, 3 membres du Conseil municipal inscrits les premiers dans l'ordre du tableau et en dehors de cette assemblée les 2 souscripteurs de la commune dont les versements à la Caisse seront le plus élevés.

Le maire préside, en son absence c'est l'adjoint ; leur voix est prépondérante.

La composition du Conseil d'Administration et des Bureaux Particuliers leur donne un caractère aussi impersonnel qu'impartial.

Dans le nouveau règlement il n'est plus question de quête mais de *collectes* annuelles ; de même on ne

parlera plus de dons mais de souscriptions ou cotisations.

A partir de 1889 la Caisse départementale assure le risque dit : Recours du voisin (art. 1382, 83 et 84 C. civ.).

En ce qui concerne le tarif des versements, une 5^e classe est ajoutée pour la classification des bâtiments ; elle comprend les bâtiments de construction quelconque couverts en bois, chaume, roseaux ou cartons bitumés en tout ou en partie. Le tarif ne varie pas pour les autres classes ; pour cette nouvelle il est supérieur naturellement à celui de la 4^e, puisqu'elle comprend des bâtiments offrant plus de risques d'incendie.

Le mode de constatation des pertes du nouveau règlement est, à quelques détails près, le même qu'en 1882.

Chaque année une Assemblée Générale composée du Conseil d'Administration et des 3 souscripteurs les plus importants de chaque arrondissement se réunira désormais dans le courant du mois d'avril pendant la session du Conseil Général à Châlons, à la Préfecture, sous la présidence du Préfet. Elle approuvera les répartitions de l'année précédente, apurera les comptes et entendra le rapport sur les opérations de la Caisse. Cette assemblée générale remplace en somme le Bureau Central et en a les attributions.

Tel est dans son ensemble le nouveau règlement

de 1889 ; il répond au vœu du Conseil Général ; il a pour but :

1° D'élargir le cercle des opérations de la caisse.

2° D'offrir aux intéressés avec un tarif moins élevé et un fonctionnement gratuit pour eux des conditions de garantie et de règlement de sinistre aussi complètes et aussi sûres que celles des compagnies d'assurances.

3° D'augmenter le nombre des adhérents et par suite le chiffre des réserves tout en restituant chaque année aux communes sous forme de primes une partie des excédents des cotisations.

4° De donner au Conseil d'Administration de la Caisse par sa composition un caractère aussi impersonnel qu'impartial.

5° Et d'assurer une impulsion progressive à cette institution par l'élément électif à introduire dans ce Conseil d'Administration.

(Rapport de M. Poirrier, vice-président du Conseil Général, Sénateur de la Marne, à la Commission départementale le 20 février 1889. *Arch. de la Caisse Départementale des Incendiés.*)

Les nouvelles mesures proposées et adoptées par le Conseil Général ont encore ajouté à la prospérité de la Caisse ; cette impartialité que l'on recherche dans le Conseil d'Administration et surtout dans les Bureaux Particuliers est obtenue par leur compo-

tion même. C'est principalement dans ces derniers que l'on pouvait craindre de voir les appréciations et évaluations faussées par des considérations étrangères à l'intérêt de la Caisse et à la justice (Politique et questions personnelles) tout homme peut en effet malgré lui et si scrupuleux soit-il se laisser influencer par de telles considérations.

Mais cette crainte est écartée par le règlement de 1889 ; les membres du Bureau Particulier sont en effet désignés impersonnellement. Le maire peut appartenir à un parti politique, mais son influence est contre-balancée par les deux plus forts assurés qui ne sont pas nécessairement de son parti et qui d'ailleurs peuvent changer tous les ans, et par les conseillers municipaux qui, bien que les premiers inscrits dans l'ordre du tableau, peuvent ne pas être de la liste du maire.

En 1891 quelques modifications sont apportées au tarif et appliquées à partir du 20 août 1892 ; nous les citerons brièvement.

1° *Vins dits « de Champagne »*. — La Caisse départementale garantit pendant une durée de six mois les dommages d'incendie sur les vins dits « de Champagne », moyennant un versement égal à la moitié du chiffre fixé par le tarif du règlement du 28 octobre 1889. Lorsque le versement portera sur un risque excédant 100.000 francs, il ne produira d'effet qu'après avoir été agréé par le Conseil d'administration.

2° *Abattoirs publics.* — Il sont assimilés aux bâtiments sans logements, 1^{re} section, n° 2 du tarif.

3° *Récoltes en meules.* — La Caisse départementale garantit les dommages d'incendie sur les meules à raison de 4 francs pour 1.000, du 1^{er} juillet au 1^{er} décembre. Pour la prolongation d'assurance des meules non rentrées, les propriétaires ont la faculté d'effectuer un versement calculé à raison de 0 fr. 50 pour 1.000 francs et pour trois mois, mêmes conditions pour la paille.

4° *Risque locatif.* — Cette garantie est accordée aux locataires de tout immeuble assuré ou non à la Caisse départementale aux conditions suivantes :

1° Bâtiments assurés à la Caisse départementale : $\frac{1}{4}$ du versement exigé pour le bâtiment, mais au moins de 0 fr. 10 pour 1.000 francs ;

2° Bâtiments assurés à une compagnie : $\frac{3}{4}$ du versement exigé pour le bâtiment, mais au moins 0 fr. 40 par 1.000 francs.

Le locataire qui n'occupe qu'une partie du bâtiment peut se borner à couvrir une valeur égale à quinze fois son loyer annuel, mais alors la Caisse n'est tenue de payer que jusqu'à concurrence de cette valeur.

5° *Recours du voisin.* — N° 35 du tarif, tarif unique de 0 fr. 15 pour 1.000 francs ; somme inscrite sur les listes de collecte avec désignation spéciale.

Avant de clore ce chapitre et d'aborder l'étude du

règlement et du fonctionnement actuels de l'institution, nous croyons utile de montrer par quelques chiffres la situation de la Caisse pendant ces dernières années.

EXERCICE 1890

Les collectes ont donné.	173.212 40
Rentes 3 %.	38.000 00
Excédent de 1889	95.082 47
Recouvrements sur fournitures à prix réduits	8.940 00
Total des recettes.	<u>315.234 87</u>
Les dépenses se sont élevées à	<u>254.121 72</u>
L'excédent des recettes est donc.	61.113 15

La Caisse possède à ce moment 44.000 francs de rente 3 % ce qui forme avec l'excédent ci-dessus mentionné un capital de 1.500.000 francs.

Le conseil d'administration profite des bonnes années où les incendies ne sont pas très nombreux pour augmenter par des achats de rente son capital qui constitue son fonds de réserve, sa garantie.

En 1896 la collecte produit.	293.615 82
Le total des recettes est de.	438.897 07
La Caisse accorde comme secours	180.331 30
et achète pour 204.507 fr. 87 de rentes 3 %.	

La réserve de la Caisse est à cette époque de

2.000.000 de francs produisant 70.000 francs de rente à 3 %.

Ces chiffres montrent quelle prospérité a atteint la Caisse. La grande faveur dont elle jouit, puisque les collectes sont de plus en plus fructueuses, vient de la confiance qu'elle inspire aux populations du département de la Marne. Les services qu'elle a rendus et le soulagement qu'elle apporte tous les jours, et pour de minimes versements de leur part, aux incendiés, contribue, avec la sage administration et l'impartialité de ses dirigeants, à lui assurer de jour en jour une plus grande renommée et à lui amener de plus en plus d'adhérents.

CHAPITRE V

Période contemporaine. Règlement et Fonctionnement actuels. 1897-1911

Le nouveau règlement de 1897 n'est que la refonte de celui de 1889 avec les quelques modifications survenues entre 1889 et 1897. Nous donnons ce règlement dans notre appendice.

Nous allons maintenant indiquer comment fonctionne dans la pratique la Caisse des Incendiés ; nous montrerons comment chaque particulier peut calculer son versement, qu'il habite la ville ou la campagne. Nous décrirons ensuite la manière de procéder de l'incendié et des différents organes du Bureau après chaque incendie, comment les indemnités sont fixées et allouées. Il nous a paru plus intéressant de montrer ainsi la vie elle-même de la Caisse que de donner une analyse du règlement.

§ 1. — CALCUL DU VERSEMENT

Comment doit procéder un habitant de la Marne lorsqu'il veut s'assurer à la Caisse départementale des Incendiés ? Quelle somme doit-il verser à la col-

lecte annuelle? Les explications qui suivent montrent que la manière en est simple et commode et la cotisation modique.

L'assuré doit calculer lui-même la quotité de son versement d'après le tarif fixé par le règlement. Nous allons voir comment.

Prenons d'abord un propriétaire dans une ville (chef-lieu d'arrondissement ou commune de plus de 2.000 habitants pourvue au moins de pompes à incendie, 2^e section du tarif).

Ce propriétaire doit faire une évaluation de ses bâtiments à leur valeur de construction au moment de l'assurance. Il calculera son versement d'après la classe du tarif dans laquelle rentrent ses bâtiments. Supposons que ceux-ci aient une valeur de quarante mille francs et soient compris dans la première classe, c'est-à-dire construits en pierres ou briques et couverts en tuiles, ardoises ou métaux, la tarif est de 0, 25 ‰.

Pour le mobilier de toute nature contenu dans les bâtiments (estimons-le 12.000 francs) le tarif est de 0.70 ‰. Le calcul sera aisé :

Première classe.

Bâtiments	$\frac{0,25 \times 40.000}{1.000}$	= 10 fr.
Mobilier de toute nature.	$\frac{0,70 \times 12.000}{1.000}$	= 8 fr. 40
Total		<u>18 fr. 40</u>

Le propriétaire par un versement de 18 fr 40 à la collecte couvrira entièrement un risque de 52.000 fr.

Supposons maintenant que les bâtiments du propriétaire soient compris dans la troisième classe, ce qui arrive le plus souvent à Châlons et dans le département de la Marne. Le tarif est un peu plus élevé 0, 70 par 1.000 francs pour les bâtiments et 1, 20 par 1.000 francs pour le mobilier.

Troisième classe

Bâtiments	$\frac{0,70 \times 40.000}{1.000} = 28 \text{ fr.}$
Mobilier.	$\frac{1,20 \times 12.000}{1.000} = 14 \text{ fr. } 40$
Total.	<u>42 fr. 40</u>

Occupons-nous maintenant du locataire. Il assure son mobilier et le risque locatif. Pour le mobilier il verse la même somme que le propriétaire. Pour le risque locatif il se présente deux cas :

1° Si le bâtiment est assuré à la Caisse départementale, le locataire paiera 1/4 du versement fixé pour le bâtiment, mais pas au-dessous de 0 fr. 10 par 1.000 francs.

2° Si le bâtiment n'est pas assuré à la Caisse départementale, il paiera les 3/4 du versement fixé pour le bâtiment sans que ce versement puisse être inférieur à 0,25 ‰ suivant la section.

Supposons un immeuble et un mobilier de même

valeur que précédemment et calculons le versement du locataire.

Première classe

1° Bâtiment assuré à la Caisse départementale.

Mobilier.	$\frac{0,70 \times 12.000}{1.000} =$	8 fr. 40
Risque locatif.	$\frac{0,10 \times 40.000}{1.000} =$	4 fr.
Total		<u>12 fr. 40</u>

2° Bâtiment non assuré à la Caisse départementale.

Mobilier.	$\frac{0,70 \times 12.000}{1.000} =$	8 fr. 40
Risque locatif.	$\frac{0,23 \times 40.000}{1.000} =$	10 fr.
Total.		<u>18 fr. 40</u>

Troisième classe

1° Bâtiment assuré à la Caisse départementale.

Mobilier.	$\frac{1,20 \times 12.000}{1.000} =$	14 fr. 40
Risque locatif.	$\frac{0,175 \times 40.000}{1.000} =$	7 fr.
Total.		<u>21 fr. 40</u>

2° Bâtiment non assuré à la Caisse départementale.

Mobilier.	$\frac{1,20 \times 12.000}{1.000} =$	14 fr. 40
Risque locatif.	$\frac{0,525 \times 40.000}{1.000} =$	21 fr.
Total.		<u>35 fr. 40</u>

Nous voyons que dans tous les cas le versement n'est pas très considérable, eu égard à la valeur des objets et des bâtiments assurés.

Prenons maintenant un industriel, un boulanger par exemple ; nous le supposons d'abord propriétaire de ses bâtiments qui sont de la troisième classe du tarif et d'une valeur de 10.000 francs.

Bâtiment	$\frac{1,20 \times 10.000}{1.000}$	= 12 fr.
Mobi- } Personnel. 5.000	$\frac{2 \times 9.000}{1.000}$	= 18 fr.
lier } Industriel. 4.000		
Marchandises (3.000 fr.). .	$\frac{2,25 \times 3.000}{1.000}$	= 6 fr. 75
Total.		<u>36 fr. 75</u>

Si le boulanger est seulement locataire, son versement se calculera de la manière suivante :

1° Bâtiment assuré à la Caisse départementale.

Mobilier (comme pour le propriét.).	18 fr.
Marchandises (— —).	6 fr. 75
Risque locatif.	$\frac{0,30 \times 10.000}{1.000}$ = 3 fr.
Total.	<u>27 fr. 75</u>

2° Bâtiment non assuré à la Caisse départementale.

Mobilier	18 fr.
Marchandises	6 fr. 75
Risque locatif.	$\frac{0,90 \times 10.000}{1.000}$ = 9 fr.
Total.	<u>33 fr. 75</u>

Nous allons maintenant examiner le cas d'un habitant de la campagne, propriétaire, puis fermier ou locataire et nous verrons suivant sa situation quel doit être son versement annuel.

PROPRIÉTAIRE

Évaluation des bâtiments à leur valeur de construction au moment de l'assurance: le versement, comme précédemment, est calculé d'après la classe et la valeur des bâtiments, supposons qu'ils soient de première classe et estimés 25.000 francs, un mobilier de toute nature contenu dans les bâtiments et évalué à 18.000 francs. Les récoltes comprises aussi dans l'assurance ont une valeur de 8.000 francs.

Bâtiments	$\frac{0,40 \times 25.000}{1.000}$	= 10 fr.
Mobilier de toute nature.	$\frac{0,85 \times 18.000}{1.000}$	= 15 fr. 30
Récoltes (dans le bâtim.).	$\frac{1,25 \times 8.000}{1.000}$	= 10 fr.
Total.		<u>35 fr. 30</u>

Le versement total du propriétaire est égal à 35 fr.30, il couvre un risque de 51.000 francs. Pour les autres classes le versement à faire sera pour le même risque :

Deuxième classe

Bâtiments	$\frac{0,60 \times 25.000}{1.000} = 15 \text{ fr.}$
Mobilier.	$\frac{1,10 \times 18.000}{1.000} = 19 \text{ fr. } 80$
Récoltes.	$\frac{1,50 \times 8.000}{1.000} = 12 \text{ fr.}$
Total.	<u>46 fr. 80</u>

Et ainsi de suite suivant le taux pour 1.000 applicable à chaque classe.

FERMIER

Supposons un locataire à qui sont affermés des bâtiments d'une valeur de 25.000 francs ; ce fermier a un mobilier de 18.000 francs et pour 8.000 de récoltes dans ses bâtiments ; nous allons calculer son versement annuel.

Première classe

1° Les bâtiments sont assurés à la Caisse départementale.

Mobilier.	$\frac{0,85 \times 18.000}{1.000} = 15 \text{ fr. } 30$
Récoltes.	$\frac{1,25 \times 8.000}{1.000} = 10 \text{ fr.}$
Risque locatif.	$\frac{0,10 \times 25.000}{1.000} = 2 \text{ fr. } 50$
Total.	<u>27 fr. 80</u>

2° Bâtiment non assuré à la Caisse départementale.

Mobilier	15 fr. 30
Récoltes	10 fr.
Risque locatif	$\frac{0,40 \times 25.000}{1.000} = 10 \text{ fr.}$
Total.	35 fr. 30

Et ainsi de suite suivant le taux pour 1.000 applicable à chaque classe.

En ce qui concerne l'argenterie, tableaux de maîtres, collections, bijoux, etc..., c'est une assurance à part; le prix en sera débattu entre l'assuré et le Conseil d'Administration : en cas de sinistre la Caisse payera intégralement le chiffre ainsi arrêté.

Le versement à la collecte annuelle couvre les objets assurés du 1^{er} janvier au 31 décembre. Il doit être renouvelé tous les ans ; la Caisse n'est liée avec ses adhérents que pour l'année en cours.

La Caisse départementale assure aussi les meules (grains, foin, paille).

Une meule de 250 douzaines de gerbes de blé à la machine d'une valeur de 1.340 francs par exemple est assurée pendant six mois complets à un taux de 4 ‰.

$$\frac{4 \times 1.340}{1.000} = 5,36$$

pendant neuf mois moyennant 4,50 ‰, ce qui fait pour une meule de même valeur 6,03 ;

Pour douze mois le taux est de 5 ‰ ce qui nous donne toujours pour la même meule de 1.340 francs un versement de 6,70 et ainsi de suite en augmentant le taux pour 1.000 de 0,50 par trimestre.

Recours du voisin

Tout propriétaire ou locataire peut assurer le recours du voisin pour la somme qui lui convient sur les bâtiments voisins et leur contenu à raison de 0,15 ‰.

Nous avons vu, par tout ce qui précède, comment un particulier calcule lui-même, d'après le tarif, le chiffre de son versement à la collecte annuelle.

Si un propriétaire quitte en cours d'année une compagnie pour la Caisse départementale, il lui est fait, d'après l'article 30 du règlement, réduction de 1/12 par mois écoulé sur la somme à verser ; si le fait se produit au mois de juillet par exemple, sa cotisation est réduite de 6/12. Elle le couvre jusqu'au 31^r décembre.

Les propriétaires qui en cours d'exercice reconnaissent que le versement effectué à la collecte est insuffisant peuvent en compléter le montant. Sur ce complément il n'est pas fait remise des douzièmes écoulés (art. 29).

Les collectes sont faites au mois de novembre par les membres du Bureau Particulier qui se rendent à domicile pour recueillir les cotisations. Cette date a

été choisie pour permettre la remise des listes et des fonds au Trésorier-Payeur Général, Trésorier de la Caisse par l'intermédiaire des percepteurs et Receveurs Particuliers avant le 31 décembre. C'est aussi l'époque où les populations rurales sont le plus en mesure d'effectuer leurs versements, les récoltes de toute nature étant terminées et une partie vendue.

§ 2. — INCENDIES, FIXATION ET ALLOCATION
DES INDEMNITÉS

Lorsqu'un incendie éclate dans une commune, on procède de la manière suivante :

Le maire prévient immédiatement le Président du Conseil d'Administration (le Préfet) qui donne les instructions pour procéder au règlement de l'incendie. Le sinistré fait dresser par un expert de son choix la déclaration détaillée et estimative de ses *bâtimens* tant en pertes qu'en sauvetage. Un plan superficiel et un plan en élévation avec les dimensions, sont annexés à cette déclaration.

En ce qui concerne le *mobilier*, le sinistré produit la déclaration détaillée et estimative tant en pertes qu'en sauvetage de son mobilier de toute nature, objet par objet, paire par paire, etc..., à la valeur réelle au jour de l'incendie, c'est-à-dire en défalquant de la valeur à neuf la dépréciation résultant de l'usage.

Pour les *récoltes* le sinistré indique :

1° La contenance de chaque nature de propriété exploitée par lui.

2° Le montant moyen du produit par hectare de ces mêmes propriétés en appliquant le cours du jour de l'incendie. Du montant des pertes on déduit les frais de battage ceux de nettoyage du grain, les 4 % sur la paille d'après les usages commerciaux, et les frais de transport, et la valeur des récoltes employées à l'ensemencement ou consommées par le bétail ou livrées au commerce.

S'il s'agit de foin, on déduit les frais de bottelage, les 4 % et les frais de transport. Pour les meules on procède de la même manière.

A titre de vérification on peut à l'aide des dimensions et du volume des tas en grange et des meules dans les champs, déterminer la quantité de paille et de grain composant ces tas et ces meules.

Pour les *marchandises*, même déclaration sans que l'évaluation puisse excéder le prix de revient. Ces déclarations sont soumises ensuite à l'appréciation du Bureau Particulier qui, agissant en toute conscience et en toute indépendance, peut les modifier s'il y a lieu.

Elles sont ensuite adressées au Président du Conseil d'Administration, au Préfet. Au jour indiqué, l'Inspecteur Expert se rend sur les lieux du sinistre, interroge les incendiés en présence des membres du

Bureau Particulier, et après les explications fournies, arrête avec le Bureau Particulier et en dehors de la présence des sinistrés, le montant total des pertes. Ces derniers sont aussitôt introduits dans la salle de la Mairie pour connaître le résultat de l'expertise contradictoire qu'ils acceptent ou refusent.

Le troisième mercredi de chaque mois, le Conseil d'Administration se réunit à la Préfecture. L'Inspecteur Expert fait le rapport des incendies survenus dans l'intervalle de deux séances et propose au Conseil d'Administration d'approuver le montant des dommages et des pertes établi par lui dans les conditions précitées. Si le versement du sinistré est suffisant, il lui est accordé une indemnité égale au montant de ses pertes ; en cas d'insuffisance de versement, l'indemnité est proportionnelle.

La séance terminée, les mandats de paiements sont ordonnancés par le Préfet Président du Conseil d'Administration, et, après visa de la Trésorerie Générale adressés aux intéressés par l'intermédiaire des maires, présidents des Bureaux Particuliers.

Chacun d'eux peut se présenter aussitôt à la Caisse du Percepteur ou du Receveur Particulier ou à la Trésorerie Générale pour en toucher le montant.

En cas de contestation le conflit est porté devant le Conseil d'Administration à la séance suivante. Celui-ci peut ordonner une nouvelle vérification. S'il maintient sa première évaluation l'affaire est repor-

tée à l'assemblée générale qui se tient pendant la session d'avril du Conseil Général de la Marne. Au cas où le différend ne serait pas encore tranché, le sinistré peut alors avoir recours aux tribunaux (le cas ne s'est pas encore produit).

Tel est le fonctionnement actuel de la Caisse Départementale des Incendiés de la Marne depuis le règlement de 1897.

Nous voyons par là ce qu'est devenue l'œuvre de secours primitivement fondée en 1774. De nombreuses modifications l'ont transformée, ses ressources ont augmenté, la faveur dont elle jouit et sa prospérité ont crû chaque année grâce à la sage administration, à l'impartialité et au dévouement de ses dirigeants et en 1911, la collecte s'est élevée à : 475.412 fr. 92 ; et le fonds de réserve est de 4.400.000 francs produisant 137.500 francs de rente.

Le tableau suivant montre l'accroissement des versements entre 1889 et 1911, témoignant de la confiance grandissante que les populations de la Marne font à cette institution.

DATES	ARRONDISSEMENTS					
	Châlons	Épernay	Reims	Sainte-Menehould	Vitry	TOTAL
1889	32.232 75	37.455 16	37.869 24	21.500 45	35.010 78	164.068 38
1911	97.874 31	103.990 13	106.277 24	61.629 93	105.641 31	475.412 92

La collecte de 1911 est en augmentation sur celle de 1889 de 311.344 fr. 54

Mais si la Caisse des Incendiés a été remaniée dans un esprit plus large, si un tarif a été fixé pour les versements, qui a servi à mieux proportionner les cotisations de chacun avec ses ressources, tout en sauvegardant les intérêts de la caisse, aucune idée de lucre n'a jamais présidé à l'élaboration de ses règlements et elle reste comme à ses débuts une œuvre de bienfaisance et constitue par son succès croissant un bel exemple de Mutualité et de Solidarité sociale.

Etat comparatif des primes et cotisations

Risques	Compagnies	Mutuelles	Caisse départementale
Dans les chefs-lieux de canton et d'arrondiss. de la Marne			
25.000 fr. imm. d'hab.	0 50 ‰ = 12 50	0 40 ‰ = 10 »	0 25 ‰ = 6 25
10.000 fr. mobilier..	0 90 ‰ = 9 »	0 72 ‰ = 7 20	0 70 ‰ = 7 »
Totaux.....	21 50	17 20	13 25
A la Campagne			
25.000 fr. imm. d'habitat et d'exploit.	1 50 ‰ = 37 50	1 20 ‰ = 30 »	0 40 ‰ = 10 »
10.000 fr. mobilier, bestiaux.....	1 50 ‰ = 15 »	1 20 ‰ = 12 »	0 85 ‰ = 8 50
10.000 fr. récoltes rentrées.....	2 » ‰ = 20 »	1 60 ‰ = 16 »	1 25 ‰ = 12 50
Totaux.....	72 50	58 »	31 »

CHAPITRE VI

Légalité de la Caisse

Nous avons étudié, dans les précédents chapitres, les origines, le développement et le fonctionnement actuel de la Caisse départementale des Incendiés de la Marne; nous avons montré quels services elle rend journellement aux populations de ce département par son double rôle d'assurance et d'œuvre de bienfaisance. Nous allons maintenant examiner la légalité de sa constitution.

Étant données l'ancienneté des origines de cette institution, et la durée de son fonctionnement, on peut trouver étonnant que sa légalité puisse être mise en doute; si, en effet, la caisse était illégale, il y a longtemps, semble-t-il, qu'elle aurait été mise en demeure de se dissoudre ou de se conformer à la loi. Il nous a paru, cependant, intéressant et utile de consacrer un chapitre à cette question car elle a été posée à diverses reprises.

Les Compagnies d'assurances, en effet, n'ont pas craint d'affirmer que la Caisse avait été fondée illéga-

lement. Pour nous la Caisse est parfaitement légale ; nous essayerons de le démontrer et de dissiper toute équivoque à ce sujet.

Depuis la création et le développement des Compagnies d'assurances par actions la Caisse départementale des Incendiés de la Marne a eu en elles non seulement des concurrentes mais des ennemies. L'hostilité de ces sociétés nous est apparue à diverses reprises mais elle a pris un caractère assez aigu il y a quelques années.

Une pétition des agents d'assurance au Garde des Sceaux signala en effet la prétendue illégalité de cette institution ; une plainte fut même déposée par eux aux Parquet. En réponse à cette attaque un rapport fut adressé par le Conseil d'Administration de la Caisse au ministre de la Justice et ce rapport fut approuvé en tous points, la plainte fut rejetée.

C'est de ce document que nous extrayons les preuves pour nous décisives, et qui furent jugées telles par le Garde des Sceaux, de la parfaite légalité de la Caisse départementale des Incendiés de la Marne.

Sans doute le législateur n'a pas par un texte de loi spécial et consacré uniquement à elles, reconnu et établi la légalité des quatre caisses existant dans la Marne, dans les Ardennes, la Meuse et la Somme ; mais il n'a pas non plus ignoré l'existence de ces établissements. Nous verrons qu'à diverses occasions il est question de ces œuvres dans des textes législatifs

comme d'institutions fonctionnant légalement. La loi les astreint même à certaines obligations ; la loi des 16 janvier, 9 et 20 février 1849 décide que les caisses seront soumises à la taxe des droits de transmission, comme *établissements publics légalement autorisés*.

La loi du 5 juin 1850, dans son article 37, porte :
« les Caisses départementales administrées gratuite-
« ment, ayant pour but d'indemniser ou de secourir
« les incendiés au moyen de collectes, pourront aussi
« (comme les Sociétés d'assurances) s'affranchir des
« mêmes obligations (droits de timbre) en contrac-
« tant avec l'État un abonnement annuel de 1 % des
« collectes de l'année. »

L'existence légale des caisses est donc formellement reconnue par la loi ; ce texte admet même que ces institutions peuvent non seulement secourir les incendiés, mais *les indemniser*, expression qui éveille une idée tout autre que celle d'un acte de pure bienfaisance.

Les caisses sont de plus astreintes outre les droits de timbre à la taxe de 8 % du montant des primes ou cotisations exigée des contrats d'assurances par la loi du 23 août 1871, article 6.

La Caisse de la Marne essaya de se soustraire à cette taxe mais ses prétentions furent rejetées par le Tribunal de Châlons et par la Cour de Cassation (2 février 1880). La Cour suprême a déclaré formellement :

1^o qu'il se forme en réalité un contrat entre la caisse et ceux qui lui versent des collectes ; 2^o que de l'ensemble des statuts ils résulte que ceux-ci ont droit à une indemnité.

Il n'est venu à l'idée de personne de dire que les caisses étaient illégales et l'enregistrement a continué à percevoir très légalement son impôt (1).

Un des principaux griefs invoqués par les Compagnies d'assurances contre les Caisses départementales, était qu'elles n'étaient pas constituées conformément aux prescriptions de la loi de 1867 et du décret de 1868. Mais cet argument ne pourrait être retenu ; en effet la Caisse est bien antérieure à ces deux textes. La loi du 24 juillet 1867 et le décret du 22 janvier 1868 ont réglementé les Sociétés d'assurances, mais aucune de ces dispositions législatives n'a touché aux Caisses départementales. Il serait dès lors assez osé, semble-t-il, de prétendre que ces deux textes ont condamné les Caisses départementales sous prétexte qu'elles ne sont pas constituées conformément à leurs dispositions. Le législateur de 1867 et les auteurs du décret de 1868 connaissaient parfaitement l'existence des caisses consacrées par la loi de 1850 ; s'ils avaient voulu les soumettre à la réglementation nouvelle, ils n'auraient pas manqué de le spécifier et s'ils ne l'ont

1. Nous donnons cet argument, parce qu'il se trouve dans le rapport au Garde des Sceaux. Nous savons qu'il n'a pas une très grande valeur.

pas fait, c'est qu'avec raison ils ont vu dans ces caisses des institutions bien différentes des Sociétés d'assurances. Il nous est permis, croyons-nous, de penser qu'en laissant ces œuvres fonctionner avec leurs règles propres, ils les ont implicitement sanctionnées.

La loi de Finances du 13 avril 1898, qui établit la taxe dite « des pompiers » en exempte formellement les Caisses départementales ; l'article 17 s'exprime en ces termes :

« Les Compagnies et Sociétés d'assurances françaises et étrangères contre l'incendie, à l'exception des *Caisses départementales organisées par les Conseils Généraux*, sont assujetties à une taxe annuelle à raison de six francs (6 fr.) par million sur le capital qu'elles assurent en France. »

Cette exemption est justifiée par les primes annuelles accordées aux communes par ces institutions, distribution de pompes à incendie, seaux, etc...), que nous avons signalées dans les précédents chapitres.

Nous voyons par là que le législateur considère ces Caisses départementales comme des institutions dont la légalité n'est pas contestable. Les tribunaux se sont montrés également favorables aux caisses qui nous occupent. Nous avons signalé l'arrêt de la Cour de Cassation du 15 février 1880 ; un arrêt du Conseil d'État du 16 mars 1894 a repoussé par une fin de non recevoir les prétentions des agents d'assurances du département de la Somme. Ils soutenaient que les

assemblées départementales et les Préfets outrepassaient, en fondant ces caisses, les limites assignées par la loi à leurs pouvoirs.

En outre, des jugements consacrent l'existence légale des Caisses départementales (1).

Nous pouvons donc affirmer que la Caisse des Incendiés est parfaitement légale et que chaque fois qu'ils en ont eu l'occasion le législateur ou les tribunaux, dans leurs textes ou dans leurs arrêts se sont plus à reconnaître sa légalité et jamais ne l'ont mise en doute ; ils ont au contraire toujours rejeté les requêtes et repoussé les prétentions de ceux qui, se prévalant de la prétendue illégalité de ces œuvres, ne demandaient rien moins que leur suppression.

I. — Un jugement du tribunal de Charleville du 11 avril 1898 rejette la requête du syndicat des agents d'assurances du département des Ardennes lui demandant de proclamer l'illégalité de la Caisse de ce département.

II. — Deux arrêts de la Cour de Nancy (24 juin 1899 et 17 février 1900) confirment ce jugement et proclament la légalité et la régularité de la Caisse des Ardennes.

III. — Un jugement du tribunal d'Albertville consacre les mêmes principes (7 novembre 1899).

IV. — Un arrêt de la Cour de Paris du 10 mai 1901, déclare inapplicables à la Caisse des Incendiés de la Marne les dispositions de l'article 27 du décret du 22 janvier 1868, sur les assurances mutuelles.

V. — Un jugement du Juge de paix de Bar-le-Duc du 29 juillet 1906 rejette la requête du sieur Alliat, boulanger, qui contestait la capacité juridique de la Caisse départementale de la Meuse.

CONCLUSIONS

Nous avons terminé l'étude de la Caisse Départementale des Incendiés de la Marne nous avons montré les causes qui ont amené sa création et suivi pas à pas son développement et son évolution, en constatant les services qu'elle rendait et qui sont une des principales causes de son succès.

Cette œuvre, nous l'avons dit, a été dans ses débuts une Caisse de secours destinée à venir en aide aux habitants réduits à la misère par un incendie. C'est par ce caractère d'œuvre de bienfaisance et de charité qu'on peut expliquer aussi que ce soient des Évêques qui aient fondé de telles institutions ; c'est bien dans leurs attributions et surtout à cette époque, dans leur rôle. De plus, au point de vue juridique c'est par les évêques que devaient être autorisées les quêtes et c'était par des quêtes annuelles que l'on recueillait les fonds destinés à secourir les incendiés.

Peu à peu le caractère de l'institution va se transformer. Nous avons vu cette évolution depuis la réapparition de l'œuvre en 1804. On ne parlera bientôt plus de secours mais d'indemnités. Il est important

de le constater, car l'incendie perd peu à peu le caractère d'assisté ; ce n'est plus une charité qu'on lui fait, c'est une indemnité qui est versée à un individu qui a dans ce but fait un sacrifice et contribué personnellement à la collecte. Nous le voyons surtout à partir du moment où les versements sont notés individuellement ; il n'y a plus dès lors de personnes recevant des secours par le fait seul que leur commune a contribué à la quête ; mais aucune proportionnalité n'est établie encore entre le versement et l'indemnité, on se borne à limiter celle-ci à 1.200 fois le montant du versement ; dans l'organisation actuelle le versement dépend de l'importance du risque.

L'indemnité se rapproche de plus en plus du chiffre des pertes et plus tard elle égale ce chiffre. Nous ne nous trouvons plus alors en présence de personnes secourues ou indemnisées en partie de leurs dommages mais de véritables assurés qui ont versé en guise de prime leur cotisation à la collecte et ont droit à la somme pour laquelle ils ont déclaré s'assurer. Nous avons vu dans le chapitre V que ce versement varie suivant l'importance du risque à couvrir.

Nous sommes loin dès lors de la Caisse de secours du début. Elle a perdu peu à peu son caractère d'assistance pour devenir une œuvre de mutualité et de solidarité sociale. Il faut en effet se garder de confondre ces différents termes et de les employer indifféremment. Nous avons parlé au début de la Caisse

comme d'une œuvre de bienfaisance ; c'est qu'en effet à cette époque elle a bien ce caractère ; elle distribue des secours, mais aujourd'hui elle constitue bien une œuvre de mutualité.

Quels sont en effet les caractères fondamentaux de la mutualité ? Elle comprend deux choses, l'assurance et la gratuité.

L'acte mutualiste est un acte juridique ; c'est un contrat et un contrat d'assurance. Le mutualiste verse une cotisation moyennant laquelle il a droit à certains services, il s'assure contre les risques qui menacent la vie ou les biens des hommes.

La mutualité comprend aussi la gratuité, c'est-à-dire que le sociétaire a droit gratuitement aux services en vue desquels il a versé sa prestation.

Rien de semblable dans l'assistance ; nous trouvons une personne qui donne une certaine somme mais sans rien espérer en retour. L'assisté reçoit sans avoir versé, mais il n'a aucun droit à cette libéralité et ne peut l'exiger.

Cette différence bien établie, nous pouvons dire que la Caisse des Incendiés fait œuvre mutualiste, nous y trouvons en effet l'assurance et la gratuité qui sont les caractères fondamentaux de la Mutualité.

Cependant la Caisse garde un caractère philanthropique, puisqu'elle indemnise de leurs pertes les indigents qui n'ont pu faire aucun versement ou qu'un versement insuffisant. Ce faisant n'accomplit-elle

pas un acte de solidarité ? C'est en effet l'ensemble des adhérents de la caisse qui contribue à venir en aide aux pauvres gens trop dénués de ressources pour pouvoir garantir leur modeste avoir par une cotisation.

La Caisse départementale des Incendiés de la Marne n'est pas cependant une Mutuelle ; nous l'avons vu, son organisation est bien différente de celle de ces sociétés ; elle est administrée gratuitement, l'absence d'actionnaires et d'agents payés réduit les frais au minimum. Tout l'argent versé par ses très nombreux adhérents est affecté au paiement des indemnités et une partie du boni sert à l'achat de pompes à incendie que l'on distribue aux communes ; la Caisse a ainsi distribué depuis sa fondation 1.038 pompes et un nombre considérable d'agrès. Le reste va accroître le fonds de réserve qui est la garantie de la caisse. Il n'y a donc pas de frais généraux bien importants ; alors que ceux-ci s'élèvent pour les compagnies à 40 %, et pour les Mutuelles à environ 38 %, ils atteignent à peine pour la Caisse le chiffre de 8 %. Il paraît difficile d'administrer plus économiquement, et lorsqu'on songe à l'œuvre accomplie par la Caisse on ne peut qu'admirer les résultats obtenus, par une pareille institution.

L'organisation de la Caisse en fait une œuvre tout à fait particulière ; il faut ajouter que son administration par les autorités départementales et communales constitue une garantie aux yeux de ses adhérents.

A l'heure où dans beaucoup de régions, on essaie de créer des Sociétés d'assurances mutuelles, ne pourrait-on pas tenter de généraliser dans toute la France l'œuvre qu'ont pu réaliser quatre départements ? Sans doute, c'est une mesure qui demande à être longuement étudiée et ne doit pas être appliquée à la légère. On pourrait essayer dans quelques départements pour commencer, et, si les résultats obtenus étaient satisfaisants, généraliser l'institution. Nous sommes persuadé que l'on n'aurait qu'à se louer d'une pareille mesure ; elle permettrait de retenir en France beaucoup de capitaux et une grande partie de la petite épargne drainés actuellement dans tout le pays par des Compagnies étrangères.

Les débuts seraient peut-être difficiles, car il ne faut pas oublier que les caisses actuelles ont mis longtemps à atteindre leur prospérité présente. Mais l'État pourrait soutenir les premiers pas de ces institutions et compenser par des subventions l'insuffisance momentanée des versements. Les avantages assurés aux adhérents, la faible importance des cotisations et les garanties offertes par l'organisation et l'administration de ces Caisses auraient vite fait, croyons-nous de triompher des campagnes acharnées que ne manqueraient pas de faire contre elles les Compagnies d'assurance. Ici en effet comme malheureusement dans beaucoup de cas l'intérêt particulier des compagnies est en contradiction absolue avec l'intérêt du pays.

Mais n'est-ce pas le devoir de l'État, si les particuliers ne songent qu'à leur profit, de faire passer avant tout l'intérêt général. C'est le sort de toute institution nouvelle, de toute amélioration de léser certains intérêts particuliers, mais on ne doit pas se laisser arrêter par de telles considérations ou alors il faudrait renoncer à tout progrès.

Aussi croyons-nous pouvoir nous permettre de souhaiter qu'un texte de loi vienne un jour prochain étendre à toute la France le système particulier d'assurances mutuelles de la Caisse départementale de la Marne. Elle constitue par les principes de son organisation, par son administration et son but aussi bien que par les résultats obtenus, un bel exemple de l'action bienfaisante et du succès que peut avoir une œuvre qui est la réalisation des deux grandes idées qui devraient être la base, de toute institution sociale « la Mutualité et la Solidarité ».

Vu : le Président de la thèse

LARNAUDE

Vu le Doyen,

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

APPENDICE

I

Ordonnance de Monseigneur l'Évesque Duc de Langres,
pair de France, Commandeur de l'Ordre du Saint-
Esprit au sujet des Questes.

POUR LES INCENDIÉS

18 septembre 1759.

Gilbert de Montmorin de Saint-Herem, par la grâce de Dieu et du Saint-Siège Apostolique, Évêque, Duc de Langres, Pair de France, Commandeur de l'Ordre du Saint-Esprit; Aux Doyens ruraux, Curés et vicaires de Notre Diocèse: Salut et Bénédiction en Notre-Seigneur.

Nous avons crû jusqu'à présent devoir suivre l'usage établi dans notre Diocèse, d'accorder des permissions particulières de quêter, à ceux qui avaient eu le malheur de perdre leurs Biens par des Incendies; mais l'expérience nous ayant fait connaître que ces permissions particulières donnoient lieu à des abus très contraires au bon ordre, que les Quêtes qu'on faisoit en conséquence, ne procuroient presque aucun soulagement aux incendiés, soit par la multitude de ceux qui les faisoient séparément, et du tems

qu'ils y employoient en abandonnant leurs travaux ordinaires, soit par le nombre de ceux qui, à la faveur des permissions fausses et supposées, se répandoient dans les Paroisses, et enlevoient aux véritables Pauvres les secours que les Fidèles leur destinoient, nous avons crû devoir substituer à ces Quêtes particulières, des Quêtes générales, que nous avons chargés les curés et vicaires de faire dans leurs Paroisses.

Nous avons eû la consolation de voir que ces Quêtes générales et communes, que nous avons fait faire les années dernières successivement pour trois villages, qui avoient été presqu'entièrement consumés par le feu, ont procuré des secours beaucoup plus abondants que n'auroient produit des Quêtes particulières; que ces secours ont été partagés avec beaucoup plus d'ordre et d'égalité, et qu'ils ont été beaucoup plus utiles par la facilité qu'ils ont donné aux incendiés de continuer leurs travaux ordinaires, et spécialement de travailler par eux-mêmes à la reconstruction de leurs maisons; en sorte qu'il ne nous fût rien resté à désirer pour leur soulagement, si ces secours avoient été aussi prompts qu'ils ont été abondants et utiles.

C'est pour procurer cet avantage à ceux de nos Diocésains, qui pourroient éprouver par la suite de pareils malheurs, que nous avons résolu de rendre ces quêtes ordinaires et continuelles, afin que les Aumônes qu'elles produiront, préviennent, s'il est possible, leurs besoins, et forment un fond toujours subsistant, ou on puisse trouver de quoi les soulager sans délai.

La connoissance que nous avons de la charité dont vous êtes remplis ne nous permet pas de douter que vous n'entriés avec empressement dans nos vuës, et que vous ne secondiés notre zèle par l'exécution de ce que nous marquons ci-après au sujet des quêtes que nous établissons. Mais pour les faire avec succès, il est nécessaire que vous y joigniés de tems en tems des instructions sur cet objet.

Nous vous exhortons donc à faire connoître à vos Paroissiens le prix des aumônes et des charités qu'ils feront en faveur de cette espèce de pauvres, dont la misère est ordinairement extrême et ne laisse presque aucune ressource, et l'avantage qui leur reviendra à eux-mêmes de ces aumônes, puisqu'en soulageant ainsi leurs frères affligés, ils pourront espérer de Dieu la grâce d'être préservés de pareils malheurs, ou si le Seigneur permet qu'ils y soient exposés, ils s'assureront à eux-mêmes des secours semblables à ceux auxquels ils auront contribués en faveur des autres.

Dites-leur que dans l'impossibilité où nous sommes de soulager par nous-mêmes les besoins de tous ceux qui souffrent dans notre Diocèse, comme nous le désirerions bien ardemment, nous les conjurons de concourir avec nous au soulagement des pauvres incendiés, en destinant à cette bonne œuvre une partie de ce qu'ils peuvent employer en aumône : quelque petite qu'elle soit, elle ne sera pas sans récompense devant le Seigneur.

Mais outre les Instructions sur les Aumônes, que nous les exhortons à faire en faveur des Incendiés, n'oubliez pas d'enjoindre sur les soins et les précautions qu'ils doivent

prendre pour éviter les accidents du feu, sur la grandeur du péché dont ils se rendent coupables, lorsque donnant lieu à ces accidents par leur faute ils se précipitent, eux et leurs familles, dans la plus extrême indigence, ils y entraînent leurs voisins et les exposent souvent à périr dans les flammes.

Faites-leur connoître avec quel zèle et quelle ardeur ils doivent se porter à arrêter le cours et les suites des incendies, lorsque la Providence permet qu'il en arrive, combien les actions de charité qu'ils exercent en ces occasions sont agréables à Dieu, rappelés-leur pour cela l'exemple d'un saint des derniers siècles, saint Jean de Dieu, dont l'histoire nous apprend que le feu ayant pris à un Hôpital, qu'il avoit établi, il fût plus d'une demie heure au milieu des flammes occupé à transporter les malades et les meubles qui étoient à leur usage, le feu matériel qui consumoit cette maison semblant respecter, aux yeux de toute une grande Ville qui fut témoin de cette merveille, le feu de la charité qui animoit ce grand Serviteur de Dieu.

*Règlement pour les Quêtes Générales en faveur
des Incendiés.*

1^o Il y aura dans chaque paroisse de notre Diocèse, une personne qui recueillera les aumônes pour les incendiés du Diocèse ; cette personne sera choisie par le curé ou le vicaire parmi les plus charitables et les plus pieuses. Elle tiendra un état exact de ce qu'elle recevra et en remettra le montant tous les trois mois au plus tard au Curé ou

Vicaire, qui le fera passer sans délai à son Doyen rural, et celui-cy à notre Promoteur Général à Langres.

2° Sur ce qui nous a été représenté, que les Quêtes que nous avons ordonnées chaque Dimanche et Fête dans les églises paroissiales diminuoient les offrandes, que les fidèles avoient coutume de faire pour la décoration de ces mêmes églises ; nous avons réglé qu'il ne se fera que quatre quêtes dans chaque paroisse pendant le cours de l'année dans les maisons particulières et dans les tems qui seront jugés les plus convenables.

3° Il sera envoyé dans toutes les paroisses tous les ans un état des incendies qui seront arrivées dans le Diocèse, et des pertes qui y auront été faites, comme aussi des différentes sommes qui auront été employées au soulagement des incendiés dans le cours de l'année. Les curés et vicaires auront soin de lire ces États à leur Prône, et d'exhorter les fidèles à continuer leurs charités, et même à les augmenter, si on leur marquoit quelles n'ont pas été suffisantes pour le soulagement de tous.

4° Comme nous n'accorderons plus à l'avenir aux particuliers incendiés des permissions de quêter, nous recommandons aux curés et vicaires de veiller à ce que sous prétexte de nos permissions qu'ils doivent regarder comme fausses et supposées, aucun incendié ou se disant tels, ne quête dans leurs paroisses et même de retirer ces permissions, s'il leur est possible.

5° Les Incendiés des paroisses où l'on aura négligé de faire les quêtes et de donner des Aumônes suivant leur

faculté, n'auront aucune part aux distributions des quêtes cette année ni à l'avenir, à moins qu'on ne fasse les quêtes dans leurs Paroisses.

Donné à Langres, sous notre Seing, le contre-seing de notre Secrétaire et le sceau de nos armes, le dix-huit du mois de septembre : mil sept cens cinquante-neuf.

† GILBERT, Évêque de Langres,
Par Ordonnance,
PEIGNEY.

II

Règlement pour les Quêtes générales en faveur des incendiés.

3 décembre 1779.

I

Tous les ans, à commencer dès cette année, on fera, dans chaque Paroisse du Diocèse, deux quêtes en faveur des incendiés; l'une pendant la quinzaine de Pâques, l'autre dans le courant du mois de novembre : MM. les Curés ou desservants voudront bien quêter eux-mêmes dans chaque maison de leur paroisse; ils seront accompagnés du Syndic et du Marguillier en exercice; en cas d'empêchements de ceux-ci, des Syndic et Marguillier anciens, et à leur défaut, la Communauté s'assemblera pour nommer les deux assistants de MM. les Curés pour la quête : ils tiendront registre du nom des personnes qui donneront le plus,

eu égard à leurs facultés, et de la somme qu'elles auront donnée, à moins qu'elles ne veuillent pas être connues ; ils tiendront note sur le même registre de ce que les Corps, Communautés et confréries de leurs paroisses auront donné : ils auront soin d'annoncer chaque fois les quêtes au Prône de la messe paroissiale, le dimanche qui précédera la quête qui devra se faire ; et ils feront à ce sujet, une exhortation à leurs Paroissiens avec tout le zèle et l'onction dont nous les croyons capables.

II

On recevra non seulement l'argent, mais encore les denrées ou autres effets, comme grains, vin, chanvre, linge, fruits, etc..., dont il sera pareillement tenu état : ces denrées seront mises en dépôt chez MM. les Curés, ou, si leur logement est un obstacle, dans un endroit choisi par les quêteurs ; la vente en sera annoncée à la porte de l'église, à faire, huit jours après, au plus offrant, et la somme qui en proviendra sera réunie à ce qui aura été donné en argent.

III

MM. les Curés remettront le plus tôt possible les produits des quêtes à MM. les Doyens, qui les feront tenir de même à M. le Receveur : pourront néanmoins MM. les Curés, s'ils le jugent à propos, les faire passer directement à la Caisse.

IV

L'État du produit de la quête sera signé du Curé et des quêteurs, et envoyé tel à M. le Doyen qui en remettra un reçu au porteur. Lorsque MM. les Curés enverront directement à M. le Receveur les quêtes de leurs paroisses, ils y joindront un certificat, signé d'eux, du montant de la quête : pareillement, quand MM. les Doyens enverront à la Caisse le produit des quêtes des différentes paroisses de leurs districts, ils auront soin d'y joindre un état signé d'eux, dans lequel sera spécifié le montant de la quête de chaque paroisse en particulier. Tous ces états et certificats, soit des Doyens, soit des Curés, seront représentés au bureau par M. le Receveur à l'appui de son compte de recette.

V

Le montant de ces quêtes sera uniquement employé au soulagement des incendiés, eu égard à la nature de leurs pertes, à leurs ressources, à leurs facultés, aux fonds qui seront en caisse et les secours seront distribués sur les ordonnances du Bureau qui en aura l'administration.

Si cependant il n'arrivait point d'incendies pendant deux ou trois ans on pourra alors employer une partie de l'argent qui sera en caisse à soulager les personnes qui auront essuyé des pertes considérables par des accidents extraordinaires ; et on rendra compte des secours qu'on leur aura procurés de la même manière qu'on le rendra pour les incendiés.

VI

Les incendiés qui se présenteront pour obtenir des secours seront munis d'un certificat de M. le Curé et d'un procès-verbal signé des officiers de justice, du syndic et des principaux habitants de leur paroisse, dans lesquels seront exprimés la nature, l'étendue et les circonstances du malheur qu'ils auront éprouvé, et la cotisation des tailles de la paroisse et de chaque particulier incendié ; on ajoutera dans ce certificat que l'incendie n'a point été occasionné par la faute de l'incendié, s'il est constaté que l'incendie soit malheureusement arrivé par sa négligence, dans ce cas il ne doit point espérer de participer aux charités.

VII

Quelque désir que nous ayons de soulager avec une affection égale tous les incendiés de notre Diocèse, et de ne faire attention qu'au degré de la perte qu'ils pourroient avoir faite, cependant la justice et le bon ordre exigent qu'il soit réglé : 1^o que les paroisses dont les aumônes auront été plus abondantes, soient traitées plus favorablement ; 2^o que celles qui n'auront pas contribué à proportion de leurs facultés n'aient pas des secours aussi étendus ; 3^o que celles qui n'auront pas contribué aux Quêtes n'aient aucune part aux secours.

VIII

On fera imprimer tous les ans un état détaillé qui contiendra : 1^o les aumônes de chaque corps et communauté

et le produit des quêtes de chaque paroisse ; 2° les sommes qui auront été accordées aux différentes paroisses et à chaque particulier ; 3° le reliquat qui restera dans la caisse. Cet état qui sera envoyé dans toutes les paroisses du Diocèse et lu au prône par MM. les Curés ; instruira le Public des paroisses qui donnent, de celles qui ne donnent pas, de l'emploi des aumônes ; et il fera connaître en même temps où est le zèle pour une œuvre si sainte, et où il manque.

On enverra cette année à chaque paroisse trois exemplaires imprimés du présent Règlement et d'un modèle de questions à répondre par MM. les Curés sur les incendiés ; de chacun de ces exemplaires, un sera pour M. le Curé, un autre pour la fabrique, le troisième sera affiché à la Sacristie.

IX

Le bureau sera composé de Monseigneur l'Archevêque, de MM. les Vicaires Généraux du Diocèse, d'un Chanoine de l'Église métropolitaine, d'un curé de la ville, tous trois au choix de Monseigneur l'Archevêque, lequel priera deux magistrats de l'Élection de se réunir au Bureau.

X

Persuadés que les chapitres et les communautés religieuses de notre Diocèse se porteront avec empressement à concourir à une bonne œuvre aussi intéressante pour l'humanité et pour le bien public, il ne nous reste qu'à les avertir de faire remettre les secours qu'ils voudront fournirès

maines des Doyens ruraux des districts ou en celles d'un de MM. les Chanoines de la Cathédrale, qui sera prié de vouloir bien se charger des fonctions de Receveur, et qui sera membre du Bureau.

XI

Nous n'accorderons plus désormais aux incendiés de permissions particulières de quêter, et nous révoquons dès ce moment toutes celles qui ont été données ci-devant par nous ou nos vicaires généraux.

Le présent Règlement, ainsi que l'instruction pastorale qui le précède, seront lus au Prône de la messe paroissiale, le premier dimanche après leur réception.

Donné à Reims en notre palais archiépiscopal, le trois décembre mil sept cent soixante-dix-neuf.

† ALEX. ANGÉL. DE TALLEYRAND-PÉRIGORD,

Archevêque Duc de Reims.

Par son Excellence,

J. GOBREAU.

ARCHIVES DE LA MARNE

C. 1962.

**Modèle des Questions à répondre par MM. les Curés
au sujet des incendiés.**

Quel est le nom et l'État
de l'incendié ?

Par quelle cause l'incendie
est-il arrivé ?

Y a-t-il de la faute de l'in-
cendié ?

N'y soupçonneroit-on pas
de la mauvaise volonté ?

A-t-il une bonne conduite,
et jouit-il d'une bonne répu-
tation ?

En quoi consiste la perte ?
En grains ?

Pailles et fourrages ?

Chevaux ?

Bestiaux ?

* Meubles ?

A quoi la perte peut-elle
être arbitrée en total ?

En quoi consistoient les
bâtiments ?

Quelle étoit leur valeur
avant l'incendie ?

S'il y a nécessité de recons-
truire, ou seulement de ré-
parer ?

Combien en pourra-t-il
coûter pour les reconstruire
et les recouvrir en Tuiles ; ou
pour les réparer d'après un
Devis estimatif qui en sera
fait ?

Si les incendiés sont pro-
priétaires, soit à surcens ou
autrement ; ou seulement lo-
cataires ?

Quel est leur âge ?

Quelle est leur fortune de-
puis l'incendie ?

Quelles sont leurs ressour-
ces !

Combien ont-ils d'enfants
à leur charge ?

Combien y en a-t-il hors
d'État de travailler ?

1° Vous êtes prié, monsieur, de répondre aux questions ci-dessus, avec autant de précision et d'exactitude qu'il sera possible, sans employer d'autres détails que ceux qui sont nécessaires ou très utiles ;

2° D'examiner les Devis estimatifs qui seront dressés, et de ne les approuver qu'après avoir vérifié qu'ils ont été faits avec exactitude et fidélité ;

3° Dans le cas où il y auroit plusieurs incendiés, de répondre aux questions pour chacun d'eux sur une feuille séparée ;

4° De vous tenir en garde contre les sentiments de compassion qui portent quelquefois à exagérer les pertes des incendiés, dans la vue de leur faire obtenir des secours plus considérables ; ce qui préjudicieroit beaucoup aux autres, et surtout à ceux dont les estimations auroient été faites avec plus d'exactitude. Les fonds seroient bientôt épuisés, si les secours n'étoient point distribués avec la plus grande économie ; et le zèle de ceux qui donneront ne peut se soutenir que par les assurances d'une répartition du produit des Quêtes, faite avec la plus grande équité.

III

Extrait du registre des arrêtés de la Préfecture du département de la Marne.

Du 2 ventôse an 12, 22 février 1804.

Le Préfet du département de la Marne,

Considérant qu'avant la Révolution il existait à Châlons une Caisse des Incendiés;

Que le rétablissement de cette caisse par les prompts secours qu'elle offrait aux malheureuses victimes des incendies, serait un bienfait envers l'humanité.

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Une Caisse des Incendiés sera établie à Châlons pour le département de la Marne.

ART. 2. — Cette caisse sera dirigée par un Bureau Central composé de neuf membres, dont quatre seront domiciliés à Châlons et les cinq autres dans chacun des arrondissements de ce département.

ART. 3. — Sont nommés membres du Bureau Central :

Messieurs

Larochefoucauld Doudeauville, de Montmirail ;

Ruinard Carvey, de Reims ;

Dorizy, de Vitry-sur-Marne ;

Mathieu Devienne, de Sainte-Menehould ;

Chamorin, d'Ecury-le-Petit;

Mouton, Homme de Loi, de Châlons;

De Crancé, ex-commissaire ordonnateur, de Châlons;

Delafournière, Homme de Loi, de Châlons;

Becquey, ex-chanoine, de Châlons.

ART. 4. — Il sera établi dans chaque commune un Bureau Particulier composé du maire ou de l'adjoint, du curé ou desservant, et du plus âgé des membres du Conseil municipal.

ART. 5. — Les secours destinés à alimenter la Caisse des Incendiés se composeront du produit des quêtes faites chaque année dans le mois de brumaire, dans toutes les communes du département.

La première quête aura lieu dans le mois de brumaire prochain.

ART. 6. — La ville de Reims, comprenant quatre arrondissements et trois curés, aura trois Bureaux Particuliers ; chacun d'eux sera organisé conformément à l'article précédent.

ART. 7. — Les fonctions du Bureau Central sont de recevoir et de distribuer les secours aux incendiés, conformément au mode ci-après indiqué.

Ce bureau correspondra avec le Préfet, les Sous-Préfets et les Bureaux Particuliers des communes.

Il tiendra ses séances dans une des salles de la Préfecture, et s'assemblera toutes les fois qu'il le jugera convenable.

La première assemblée de ce bureau aura lieu le 25 ger-

minal prochain, pour arrêter son règlement et faire la nomination du président, du secrétaire et du caissier.

Ces règlements et nominations seront soumis à notre approbation.

ART. 8.— Les fonctions des Bureaux Particuliers sont de faire faire ces quêtes dans leurs communes respectives, d'en recevoir et constater les produits de dresser les procès-verbaux des pertes causées par les incendies et de donner leur avis sur les secours à accorder aux incendiés.

ART. 9. — Dans les grandes villes les bureaux pourront s'adjoindre pour ces quêtes les personnes qu'ils jugeront convenables.

ART. 10.— Les Bureaux Particuliers s'assembleront chaque année le 1^{er} brumaire pour déterminer le jour où se feront les quêtes, qui devront être achevées dans le cours du mois.

ART. 11. — On recevra dans ces quêtes des denrées et de l'argent.

ART. 12. — Les denrées seront vendues par les Bureaux Particuliers à l'enchère et à jour indiqué, il en sera dressé procès-verbal.

ART. 13. — Le prix provenant de ces ventes ainsi que le produit des quêtes en argent, seront adressés par les Bureaux Particuliers, dans la première quinzaine de frimaire aux sous-préfets, qui en feront aussitôt parvenir le montant au Bureau Central, avec l'état des sommes données par les communes et les noms de celles-ci.

ART. 14. — Lorsqu'un incendie éclatera dans une com-

mune les membres du Bureau Particulier dresseront procès-verbal des pertes que chacun des citoyens aura personnellement éprouvées ; pour cet effet ils pourront s'adjoindre tel homme de l'art qu'ils jugeront convenable, pour les constater plus sûrement. Ils donneront aussi leur avis sur le montant des secours qu'il y aura lieu d'accorder aux incendiés, en raison de leurs besoins. Ce procès-verbal sera adressé au sous-préfet, qui après l'avoir examiné, nous le transmettra avec son avis pour le tout être remis au Bureau Central.

ART. 15. — Le Bureau Central aussitôt la remise de ces procès-verbaux, fera distribuer d'abord des secours provisoires.

ART. 16. — Les membres de ce bureau domiciliés à Châlons formeront la commission chargée de distribuer ces secours.

ART. 17. — Les secours définitifs seront distribués chaque année dans une assemblée générale du Bureau Central, qui se tiendra le 15 germinal.

ART. 18. — Le Bureau Central s'assurera de la véracité des procès-verbaux d'estimation constatant les pertes.

ART. 19. — Les communes qui n'auraient fait aucun don n'auront droit à aucune distribution de secours.

ART. 20. — Celles dont les dons seraient évidemment trop faibles, soit en raison de leur population, soit en raison de leurs moyens ne participeront aux secours que dans la proportion de ce qu'elles auront donné.

ART. 21. — Dans la distribution de ces secours, le Bureau

Central aura égard aux citoyens qui s'obligeront à faire couvrir leurs bâtimens en tuiles ou autres matières non combustibles.

ART. 22. — Tous les ans le Bureau Central publiera son compte par la voie de l'impression.

Ce compte indiquera les noms des communes qui auront fait des dons, la qualité de ces dons et la répartition des secours.

ART. 23. — Ce compte fera séparément mention des noms des communes qui n'auraient pas contribué.

ART. 24. — Les ministres du Culte sont invités à appeler l'attention de leurs paroissiens sur l'avantage de cette sage institution, en employant les moyens puissants que leur donne la religion pour exciter les actes de bienfaisance.

ART. 25. — Le présent sera imprimé et affiché dans toutes les communes du département.

Signé : BOURGEOIS-JESSAINT.

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Signé : VAUZUT.

IV

Règlement du Bureau Central des Incendies établi par arrêté du Préfet du département de la Marne du 2 ventôse an 12.

22 février 1804.

ARTICLE PREMIER. — Les Bureaux Particuliers des communes où un incendie aura lieu, en instruiront sur-le-champ

le membre du Bureau Central de leur arrondissement, lequel fera ses diligences pour prendre sur les lieux les informations les plus positives sur les causes et circonstances de l'accident, sur les besoins de ses victimes et en fera sans délai, à la commission, son rapport qui sera joint aux procès-verbaux prescrits par l'article 14 de l'arrêté.

ART. 2. — Aussitôt que la commission aura reçu les procès-verbaux indiqués ci-dessus, le président convoquera l'assemblée ; chacun de ses membres ne pourra se dispenser de s'y trouver, à moins d'empêchements légitimes dont il prévendra le président.

La commission délibérera le montant des secours provisoires à accorder, d'après la situation de sa caisse, elle en délivrera le mandat, qu'elle adressera incontinent à celui de ses membres résidant dans l'arrondissement, qui remettra ce mandat et le fera quittance par la partie prenante, dans la forme ci-après.

ART. 3. — Les membres du Bureau Central non résidant à Châlons auront voix délibérative aux assemblées de la commission toutes les fois qu'ils voudront y assister.

ART. 4. — Le secrétaire sera rapporteur de toutes les affaires et dépositaire du registre des délibérations de l'assemblée, des procès-verbaux et pièces relatives aux incendies, qui seront classés par arrondissements, cantons et communes.

Il n'y aura qu'un seul registre contenant les délibérations provisoires de la commission et celles définitives en

assemblées générales. Ce registre sera coté et paraphé, par premier et dernier par le président.

ART. 5. — Il sera imprimé un nombre suffisant d'exemplaires de la liste par ordre alphabétique des communes qui composent chacun des cinq arrondissements, en sorte qu'ils puissent servir séparément à chaque Sous-Préfecture et collectivement à la Préfecture et au Bureau Central.

Les Sous-Préfets sont invités à joindre à l'envoi qu'ils feront au Bureau Central du produit des quêtes, une double liste des communes de l'arrondissement, mentionnant les sommes données par chacune d'elles. A leur réception, le caissier inscrira sa reconnaissance sur l'une de ces listes, qui sera renvoyée au Sous-Préfet, et l'autre restera dans les mains du caissier.

Aussitôt que le caissier aura reçu les listes des cinq arrondissements, il remettra, au secrétaire de la commission, copie certifiée des cinq listes réunies.

ART. 6. — Le caissier ne délivrera aucune somme que sur une ordonnance du président, soussignée du secrétaire ; chaque ordonnance sera intitulée provisoire ou définitive, et contiendra la date de la délibération qui l'aura autorisée. La quittance sera écrite sans chiffres au bas de l'ordonnance, signée par l'incendié, et sa signature sera légalisée par le Bureau Particulier et visée par le membre du Bureau Central de l'arrondissement.

Dans le cas où la partie prenante ne saurait signer, la quittance le sera, avec mention par les membres du Bureau

Particulier de l'incendié, visée par le membre du Bureau Central.

Le caissier tiendra un seul registre à deux colonnes dont l'une présentera la recette et l'autre la dépense, désignées par arrondissements, cantons et communes. Il sera coté et paraphé par le président. Les ordonnances quittancées, comme il est dit ci-dessus, seront classées par arrondissements, cantons et communes, et en cet état seront jointes au compte général que le caissier rendra chaque année de ses recettes et dépenses à l'assemblée générale du Bureau Central. Ce compte sera fait en double, dont une expédition avec les pièces justificatives à l'appui sera déposée aux archives de la Préfecture, et l'autre restera dans les mains du caissier pour sa décharge.

ART. 7. — Le compte général des recettes et dépenses sera rendu public tous les ans au 1^{er} floréal; pareillement l'état des communes qui n'auront pas contribué, conformément à l'article 23 de l'arrêté.

ART. 8. — En cas d'absence du Président, le plus ancien d'âge de l'assemblée le représentera.

ART. 9. — Dans toutes les délibérations, en cas d'égalité de voix celle du Président sera prépondérante.

ART. 10. — Le caissier remettra au président l'état de situation de sa caisse toutes les fois qu'il en sera requis.

ART. 11. — Le bureau se réserve de faire en assemblée générale les additions ou changements au présent règlement que les circonstances pourront exiger, sans l'approbation du Préfet.

Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Préfet, imprimé et renvoyé dans toutes les communes.

Délibéré à Châlons, ce 25 germinal an XII (15 avril 1804).

Signé : de Crancé, président, Mathieu, Chamoin, Delafournière, J. Ruinard, Becquey, et Mouton, secrétaire.

Vu et approuvé par Nous, Préfet du département de la Marne à Châlons, le 28 germinal an XII (18 avril 1804).

Signé : BOURGEOIS-JESSAINT.

Pour expédition conforme au registre :

DE CRANCÉ, président ; MOUTON, secrétaire.

IV

Articles additionnels au règlement du 28 germinal an XII, délibérés dans la session du Bureau Central, du 12 juin 1806.

ARTICLE PREMIER. — Les secours tant provisoires que définitifs, seront toujours proportionnés aux pertes, abstraction faite des facultés des incendiés.

ART. 2. — Tout domicilié dans le département, ayant des bâtiments hors sa résidence ordinaire a droit aux secours pour les bâtiments incendiés, en quelque lieu que ce soit dans le département de la Marne, mais le domicilié hors le département de la Marne, n'aura droit aux secours, dans ce département qu'en justifiant à l'avance qu'il a donné dans la commune dudit département où sont situés ses bâtiments.

ART. 3. — Les incendiés qui ne justifieront pas avoir

rebâti et couvert en tuiles, n'auront que les deux tiers des sommes à eux accordées pour secours à proportion de leurs pertes en bâtiments (les pertes en meubles exceptées).

ART. 4. — Ceux qui ont obtenu des secours pourront faire cette justification dans les trois ans à compter du 1^{er} juillet prochain et à l'avenir, tous incendies auront le même délai de trois ans, à compter du 1^{er} juillet de l'an qui suivra l'incendie.

ART. 5. — Les sommes de secours restées en souffrance dans la caisse, en vertu des articles 3 et 4 du présent, ne sont disponibles qu'après ces délais expirés, et il en sera fait chaque année dans les comptes un chapitre particulier?

ART. 6. — Les membres du Bureau Central, résidant dans les cinq arrondissements, pourront à chaque incendie nommer un ou deux experts pour la vérification des pertes occasionnées par les incendies.

ART. 7. — Ces membres seront les mêmes que ceux désignés par l'arrêté de M. le Préfet, du 2 ventôse an XII ; savoir : pour l'arrondissement de Reims, M. Ruinart-Carvey, pour celui de Sainte-Menehould, M. Mathieu, juge, pour celui de Vitry-sur-Marne, M. Douy ex-législateur, pour celui de Châlons, M. Chamoin, propriétaire à Écury, et d'Épernay, M. La Rochefoucauld Doudeauville, résidant à Montmirail.

ART. 8. — Le règlement du Bureau Central, du 28 germinal an XII et les articles additionnels ci-dessus, seront imprimés et tirés au nombre de 1.500 exemplaires, pour être envoyés, tant aux Bureaux Particuliers qu'à MM. les

curés et desservants des paroisses, qui sont priés d'en faire lecture à leur prône les deux dimanches qui précéderont les quêtes annuelles.

ART. 9. — Les articles ci-dessus seront présentés à M. le Préfet et soumis à son approbation.

Pour ampliation conforme au registre.

Signé : MOUTON, secrétaire-rapporteur.

Vu et approuvé par le Préfet du département de la Marne à Châlons le 1^{er} janvier 1807.

Signé : BOURGEOIS-JESSAINT.

Arrêté de M. le Préfet du département de la Marne du 7 janvier 1807 qui porte qu'attendu l'abolition du calendrier républicain, la quête des incendiés aura lieu tous les ans dans le mois de novembre.

P.S. — L'abbé Becquey, président du bureau à Châlons; De Larochevoucauld, duc de Doudeauville, pair de France, à Montmirail, commissaire pour l'arrondissement d'Épernay; Ruinart de Brimont, à Reims, commissaire pour cet arrondissement. Mathieu de Vienne, à Sainte-Menehould, commissaire pour cet arrondissement. Lefebvre de Norroï, à Vitry-le-François, commissaire pour cet arrondissement. MM. Chamoin à Châlons, commissaire pour cet arrondissement, Delafournière, à Châlons, Turpin, à Châlons, Gobet-Boisselle, à Châlons, secrétaire-rapporteur; Tisset à Châlons, trésorier.

Les membres de la commission intermédiaire tous rési-

dant à Châlons sont : MM. l'abbé Becquey, président de la commission, Delafournière, Turpin, Gobet-Boisselle, Tisset.

V

**Règlement général concernant la Caisse des Incendiés
du département de la Marne du 1^{er} février 1819.**

*Le Préfet du département de la Marne, comman-
deur de l'ordre royal de la Légion d'honneur.
chevalier de l'ordre de Sainte-Anne de Russie.*

Considérant que la Caisse des Incendiés du département de la Marne établie à Châlons par notre arrêté du 22 février 1804, et dont les avantages ont été appréciés depuis quinze années, est régie, tant par les dispositions du dit arrêté, que par diverses dispositions que l'expérience a fait successivement ajouter aux premières ; qu'il est utile, soit à toutes les personnes qui concourent à son administration, soit aux incendiés que leurs malheurs mettent en rapport avec elle de réunir et de classer en un seul recueil, les dispositions du règlement actuel qui sont éparses dans l'arrêté susdaté, dans le règlement du même jour, dans un règlement additionnel du 12 juin 1806 et dans diverses délibérations du Bureau Central :

Arête :

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER. — La Caisse des Incendiés est dirigée par un Bureau Central de neuf membres, nommés par nous, et opérant sous notre surveillance ;

Quatre de ces membres sont domiciliés à Châlons et composent la commission intermédiaire ; les cinq autres résident dans chacun des arrondissements du département.

ART. 2. — Chaque commune du département a un Bureau Particulier composé du maire ou de l'adjoint, du curé ou desservant et du plus âgé des membres du Conseil municipal.

ART. 3. — La ville de Reims comprenant trois cantons et trois curés a trois Bureaux Particuliers. Chacun d'eux est organisé conformément à l'article précédent.

ART. 4. — Les fonds destinés à fournir les secours que la Caisse des Incendiés distribue, se composent : 1° Du produit des quêtes qui sont faites dans toutes les communes du département chaque année pendant le mois de novembre ; 2° des dons particuliers que des personnes charitables veulent bien faire à la caisse.

ART. 5. — Chaque quête annuelle faite en novembre est spécialement destinée à garantir et à secourir les incendiés de toute l'année suivante. A cet effet, la quête doit, de rigueur, être versée dans le courant de décembre.

ART. 6. — Les communes qui n'ont fait aucun don n'auront droit à aucun secours.

ART. 7. — Les communes dont les quêtes sont évidemment trop faibles, soit en raison de leur population, soit en raison de leur moyen, ne participent aux secours que dans la proportion de ce qu'elles ont donné.

ART. 8. — Tout incendié, propriétaire ou locataire, contre lequel il y a preuve qu'il a refusé formellement de donner à la quête annuelle, n'a pas droit aux secours, s'il ne justifie qu'il est porté sur l'état des indigents de sa commune.

ART. 9. — Toutes quêtes publiques pour raison d'incendie, autres que celles autorisées par le présent arrêté, exposent les incendiés pour lesquels elles seraient faites, à être privés des secours du bureau.

ART. 10. — Les secours, tant provisoires que définitifs, sont toujours proportionnés aux pertes, abstraction faite des facultés des individus.

ART. 11. — Tout domicilié dans le département de la Marne a droit aux secours pour ses bâtiments incendiés en quelque lieu que ce soit du département, si la commune où sont situés ses bâtiments a donné ; mais le domicilié hors le département n'a droit aux secours qu'en justifiant qu'il a donné dans la commune du département où sont situés ses bâtiments.

ART. 12. — Il est retenu à chaque incendié (sauf le cas prévu en l'article 36 ci-après) un tiers du secours attribué à ses pertes en bâtiments. Ce tiers retenu ne lui est délivré

qu'en justifiant de la reconstruction et de la couverture en tuiles ou autres matières non combustibles, des bâtiments incendiés. Cette justification se fait par un certificat du Bureau Particulier visé par le membre du Bureau Central résidant dans l'arrondissement.

ART. 13. — Cette justification doit être faite dans le délai de trois ans; à compter du 1^{er} juillet qui suit l'incendie : néanmoins, la déchéance de la somme retenue n'est prononcée qu'après que l'incendie a été personnellement averti par lettre missive et un an à l'avance de la justification qu'il doit faire.

ART. 14. — Outre les secours que le bureau distribue, il donne comme prime d'encouragement, chaque année autant que possible, une pompe à incendie avec son train et ses agrés au canton du département qui a le plus donné à la quête, relativement à sa population.

La pompe est confiée à la commune de canton où le bureau juge le plus utile de la placer dans l'intérêt général.

Cette commune est chargée de se pourvoir de seaux et de crochets à incendie, de faire à la pompe les réparations nécessaires pour la tenir dans un état de service continu, d'en aider les communes voisines, et même celles plus éloignées où elle pourra être transportée encore à temps. A défaut par la commune de remplir ces obligations, la pompe peut lui être retirée pour être placée dans une autre commune du même canton.

ART. 15. — Le Bureau Central fait publier par sa commission intermédiaire le compte annuel des recettes et des

dépenses. Ce compte détaille, commune par commune, les dons reçus de chacune d'elles : il énonce nominativement le secours accordé à chaque incendié ; il fait mention des communes qui n'ont rien versé à la quête. Il est envoyé à toutes les communes du département.

CHAPITRE II

FONCTIONS DES BUREAUX PARTICULIERS

ART. 16. — Les Bureaux Particuliers établis dans chaque commune du département, sont chargés de faire ou de faire faire par les personnes qu'ils jugent convenables, les quêtes annuelles dans leurs communes respectives, d'en recevoir et constater le produit. Ils tiennent note exacte des noms et prénoms de ceux qui auront formellement refusé de donner à la quête. Cette note est remise aux Sous-Préfectures, avec le produit de la quête.

ART. 17. — Les Bureaux Particuliers s'assemblent chaque année le 2 novembre pour déterminer le jour où se feront les quêtes, et qui doivent être achevées dans le cours dudit mois de novembre.

ART. 18. — On reçoit dans ces quêtes des denrées et de l'argent.

ART. 19. — Les denrées sont vendues par les Bureaux Particuliers à l'enchère et à jour indiqué. Il en est dressé procès-verbal.

ART. 20. — Dans le courant de décembre de chaque année, les Bureaux Particuliers, notamment les maires ou

adjoints, sont tenus d'envoyer aux Sous-Préfets de leurs arrondissements respectifs, soit le produit de la quête faite en novembre, soit un bordereau approximatif de ce qu'elle pourra produire, s'il y a été versé des denrées qui ne soient pas encore vendues, soit un certificat qu'elle n'a rien produit. Tout versement postérieur au 31 décembre ne garantit que les événements postérieurs à ce versement, à moins qu'il n'ait été précédé de l'envoi fait en décembre du bordereau approximatif ci-dessus.

ART. 21. — Les Bureaux Particuliers des communes, où un incendie éclate doivent dresser dans le plus bref délai procès-verbal des pertes, des causes et des circonstances de l'incendie. Ils peuvent s'adjoindre à cet effet tels hommes d'art qu'ils jugent convenables. Il leur est expressément recommandé de détailler article par article les pertes, soit mobilières, soit immobilières de faire la toise exacte des bâtiments incendiés, de ne pas estimer les pertes en bâtiments sur le prix de la reconstruction à neuf; mais suivant la valeur de ces bâtiments au moment de l'incendie, de déduire du montant des pertes la valeur que conservent les matériaux échappés à l'incendie, d'énoncer ce que chaque incendié paye de contributions directes. Ils instruisent sur-le-champ de l'événement, le membre du Bureau Central ou son adjoint dans leur arrondissement.

Ils lui transmettent leurs procès-verbaux, dont ils envoient le duplicata au Sous-Préfet de l'arrondissement.

ART. 22. — Les Bureaux Particuliers sont aussi chargés de donner la plus grande publicité aux comptes et com-

munications qu'ils reçoivent au Bureau Central et de sa commission intermédiaire.

CHAPITRE III

FONCTIONS DES SOUS-PRÉFETS ET DES MEMBRES DU BUREAU CENTRAL RÉSIDANT DANS LES ARRONDISSEMENTS

ART. 23. — Les Sous-Préfets reçoivent des Bureaux Particuliers le produit des quêtes annuelles faites dans chaque commune de leur arrondissement. Ils inscrivent ces versements et leurs dates respectives sur des états imprimés contenant la nomenclature, par ordre de canton, des communes qui composent chaque arrondissement.

ART. 24. — Dans les dix premiers jours de janvier, les Sous-Préfets envoient au trésorier du Bureau Central, à Châlons, le duplicata des dons versés par les communes, sauf à dresser et à envoyer plus tard un état supplémentaire des dons qui leur seraient versés après le 31 décembre. Ils envoient la note des individus qui auraient formellement refusé de donner. Dès que l'époque de la quête annuelle de novembre est arrivée, le Bureau Central n'admet plus aucune application de dons aux exercices précédents, et ces versements tardifs doivent être appliqués à l'exercice dont la quête est alors en recouvrement.

ART. 25. — Les Sous-Préfets sont invités à stimuler le zèle des Bureaux Particuliers et des communes pour les quêtes annuelles, à donner leur avis sur les procès-verbaux

de pertes, et à faire leurs observations sur tout ce qui peut intéresser l'établissement.

ART. 26. — Dans l'arrondissement de Châlons qui n'a pas de Sous-Préfet, le trésorier du Bureau Central remplit les fonctions déléguées aux Sous-Préfets par le présent arrêté.

ART. 27. — Aussitôt que le membre du Bureau Central, résidant dans l'arrondissement, a connaissance, par quelque voie que ce soit, d'un incendie arrivé dans une commune de l'arrondissement, il fait les diligences nécessaires pour prendre, sur les lieux mêmes, les informations les plus positives, tant sur les causes et les circonstances de l'accident que sur les besoins des victimes et les pertes que chaque incendié a éprouvées.

ART. 28. — Si le Bureau Particulier a déjà dressé les procès-verbaux prescrits par l'article 21 ci-dessus, le membre du Bureau Central, en s'adjoignant les experts qu'il juge convenables, vérifie exactement et modifie, s'il y a lieu, les opérations du Bureau Particulier. Il dresse son rapport auquel il annexe les procès-verbaux et pièces du Bureau Particulier.

ART. 29. — Si à l'arrivée du membre du Bureau Central le Bureau Particulier n'a pas encore dressé de procès-verbaux ou si ces procès-verbaux paraissent insuffisants à ce commissaire, il dresse lui-même les procès-verbaux prescrits par l'article 21. Dans tous les cas, il adresse dans le plus bref délai les rapports, procès-verbaux, pièces et renseignements au secrétaire du Bureau Central à Châlons.

ART. 30. — Les membres du Bureau Central commissaires dans les arrondissements peuvent présenter et faire agréer au Bureau Central un ou plusieurs adjoints, pour les aider et les suppléer au besoin dans leurs opérations.

ART. 31. — Lesdits membres du Bureau Central, ainsi que leurs adjoints, sont chargés de vérifier si les quêtes annuelles ont été faites dans toutes les communes à l'époque prescrite, de stimuler les communes en retard et de veiller à tout ce qui peut intéresser l'établissement.

CHAPITRE IV

DE LA COMMISSION INTERMÉDIAIRE

ART. 32. — La commission intermédiaire du Bureau Central se compose de quatre membres du Bureau Central, domiciliés à Châlons. Le Président du Bureau Central est aussi le président de cette commission. En cas d'absence du président, le plus ancien d'âge le remplace. Le secrétaire rapporteur du Bureau Central est aussi le secrétaire rapporteur de la commission.

ART. 33. — La commission intermédiaire ne peut délibérer qu'au nombre de trois membres présents au moins.

ART. 34. — Aussitôt que la commission a reçu les procès-verbaux et pièces relatifs aux incendiés, le président convoque l'assemblée.

ART. 35. — La commission, après examen et discussion des procès-verbaux d'estimation, arrête provisoirement le montant des pertes essuyées par chaque incendié et déli-

bère le secours provisoire qui ne peut excéder le dixième des pertes. Elle fixe aussi les indemnités dues aux experts employés par les membres du bureau.

ART. 36. — Lorsque les pertes essuyées par un incendie n'excèdent pas une somme de 500 francs, la commission fixe définitivement leur montant et délibère le secours définitif qu'elle peut porter jusqu'au cinquième de ces pertes, sauf néanmoins supplément en faveur de l'incendié, si le secours accordé plus tard par le Bureau Central à la généralité des incendiés de la même époque est supérieur au cinquième de leurs pertes.

ART. 37. — La commission est chargée de l'exécution des délibérations du Bureau Central, de la publication de ses comptes annuels, de la suite des affaires et de la correspondance avec qui de droit.

ART. 38. — Les membres du Bureau Central non domiciliés à Châlons ont voix délibérative aux assemblées de la commission toutes les fois qu'ils veulent y assister.

CHAPITRE V

DU BUREAU CENTRAL

ART. 39. — Le Bureau Central se compose des quatre membres de la commission intermédiaire et de cinq membres résidant dans les arrondissements.

ART. 40. — Il tient ses séances dans une des salles de la Préfecture, et s'assemble toutes les fois qu'il le juge

convenable. Le Préfet est toujours invité à assister à ses assemblées.

ART. 41. — Le bureau choisit, parmi ses membres et avec l'approbation du Préfet, son Président, son secrétaire et son trésorier.

ART. 42. — Il ne peut délibérer qu'au nombre de six membres présents au moins.

ART. 43. — Il reçoit le rapport que la commission intermédiaire lui fait, des incendies arrivés depuis la dernière assemblée générale ; des causes qu'ils ont eues ; des pertes qu'ils ont occasionnées ; des secours provisoires ou dépenses qui ont été délibérées par la commission ; des difficultés et des réclamations que les incendiés ont fait naître ; de la situation de la caisse et de toutes les affaires qui intéressent l'établissement.

ART. 44. — Il fixe définitivement le montant des pertes arrêté provisoirement par la commission ; délibère, d'après les ressources de la caisse la quotité des secours définitifs ; statue sur les réclamations et difficultés ; prononce les déchéances des sommes retenues aux incendiés qui n'ont pas fait les justifications prescrites par les articles 12 et 13.

ART. 45. — Il adjuge au canton qui l'a méritée, la prime de la pompe à incendie, et détermine le placement de cette pompe.

ART. 46. — Il reçoit et arrête les comptes que le trésorier lui rend de ses recettes et dépenses ; il ordonne la publication des comptes annuels.

ART. 47. — Il délibère, sauf l'approbation du Préfet, les dispositions réglementaires que le bien de l'établissement peut exiger.

ART. 48. — Le secrétaire est rapporteur de toutes les affaires. Il est dépositaire tant des procès-verbaux et pièces relatifs aux incendies, que du registre des délibérations où sont inscrites celles du Bureau Central et celles de la commission intermédiaire. Ce registre est coté et paraphé par le Président. Les délibérations sont signées par les membres présents.

ART. 49. — Dans toutes les délibérations, en cas d'égalité de voix, celle du Président est prépondérante.

CHAPITRE VI

DE LA COMPTABILITÉ

ART. 50. — Les Sous-Préfets versent chez le trésorier du Bureau Central, à Châlons, le produit par eux reçu, des quêtes de leurs arrondissements, et celui des dons particuliers qui peuvent leur être faits pour la Caisse des Incendiés.

ART. 51. — Aussitôt que le trésorier a reçu des Sous-Préfets les états et notes dont il est parlé en l'article 24, il en remet une copie par lui certifiée au secrétaire.

ART. 52. — Le trésorier tient un registre à deux colonnes sur lequel il inscrit jour par jour la recette et la dépense. En outre, il tient un autre registre où ses recettes sont

divisées par arrondissement et par exercice. Ces deux registres sont cotés et paraphés par le président.

ART. 53. — Le trésorier ne peut délivrer aucune somme que sur un mandat souscrit par le président et le secrétaire du Bureau Central. Chaque mandat est intitulé ou provisoire ou acompte ou définitif et contient la date de la délibération qui l'a autorisé. La quittance écrite sans chiffres au bas du mandat, est signée par l'incendié. Sa signature est légalisée par le Bureau Particulier, et visée par le membre du Bureau Central résidant dans l'arrondissement.

Si la partie prenante ne sait signer, la quittance est signée avec mention par les membres du Bureau Particulier.

ART. 54. — Les mandats de secours sont adressés par le secrétaire au membre du Bureau Central résidant dans l'arrondissement. Celui-ci les remet aux parties prenantes et veille à ce que les formalités ci-dessus prescrites soient observées.

ART. 55. — Le trésorier remet au président l'état de situation de sa caisse toutes les fois qu'il en est requis.

ART. 56. — Les mandats quittancés comme ci-dessus sont classés par arrondissements, cantons et communes. Ils sont joints au compte général que le trésorier rend chaque année, de ses recettes et dépenses à l'assemblée du Bureau Central. Ce compte est fait double. Une expédition avec les pièces justificatives à l'appui est déposée au secrétariat du Bureau Central; l'autre reste entre les mains du trésorier pour sa décharge.

ART. 57. — Le présent règlement sera imprimé et tiré en

nombre suffisant d'exemplaires pour être envoyé aux Sous-Préfets, aux membres du Bureau Central, aux Bureaux Particuliers et à Messieurs les curés et desservants des paroisses.

Les noms et demeures des membres actuels du Bureau Central et de leurs adjoints seront imprimés à la suite du présent.

Fait à Châlons, le 1^{er} février 1819.

Signé : LE BARON DE JESSAINT.

Châlons-sur-Marne, le 1^{er} février 1819.

Noms et demeures des membres du Bureau des Incendies et de leurs adjoints ; MM. l'abbé Becquey, vicaire général, à Châlons, président du bureau. Le duc de Doudeauville, pair de France, à Montmirail, commissaire pour l'arrondissement d'Épernay ; Ruinart de Brimont, membre de la Chambre des députés, à Reims, commissaire pour cet arrondissement ; Mathieu de Vienne, juge d'instruction à Sainte-Menehould, commissaire pour cet arrondissement ; Lefebvre de Norroi, à Vitry-le-François, commissaire pour cet arrondissement, de Chamorin, maire à Châlons, commissaire pour cet arrondissement ; Garinet, adjoint au maire à Châlons, trésorier ; Godart, père, à Châlons, Gobet-Boisselle, négociant à Châlons, secrétaire-rapporteur.

Adjoints.

1^o De M. le duc de Doudeauville.

M. Marthe, négociant à Épernay, pour les cantons d'Épernay, Dormans, Avize, Vertus.

M. Dumontier, à Montmirail, pour les cantons de Montmirail, Esternay, Montmort.

M. Bijot, ancien maire à Sézanne, pour les cantons de Sézanne, Anglure Fère-Champenoise.

2° De M. Ruinart de Brimont.

M. le chevalier Desrobert, à Reims.

3° De M. Mathieu de Vienne.

M. Delapaix, conseiller municipal à Sainte-Menehould.

4° De M. Lefebvre de Norroi.

M. Delalain, à Vitry-le-François.

Membres de la commission intermédiaire, tous résidant à Châlons.

MM. l'abbé Becquey, président.

Garinet, trésorier,

Godart, père.

Gobet-Boisselle, secrétaire-rapporteur.

DÉPARTEMENT DE LA MARNE

Arrêté du 21 septembre 1821

concernant la Caisse des Incendiés

Le Préfet du département, de la Marne, Commandeur de l'Ordre Royal de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre de Sainte-Anne de Russie.

Vu les propositions à lui faites par le Bureau Central des Incendiés du département de la Marne, en sa délibération du 28 août 1821 ;

Considérant qu'un grand nombre de propriétés bâties du département de la Marne, sont actuellement assurées contre l'incendie par diverses compagnies autorisées par Sa Majesté, et notamment par la compagnie d'assurances mutuelles, spéciale pour ce département que ce nouvel état de choses nécessite des additions et des changements à notre règlement général du 1^{er} février 1819, qui régit la Caisse des Incendies établie dans ce département par notre arrêté du 20 février 1804;

Arrête ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Dorénavant, et à compter de la prochaine quête qui sera faite pour les incendiés, en novembre de la présente année 1821, il sera dressé par MM. les membres des Bureaux Particuliers ou par les personnes déléguées pour faire la quête, un état nominatif, en triple exemplaire, de tous les individus qui auront donné à la quête. Cet état mentionnera la somme en argent, ou la nature des denrées que chacun aura versées, avec la valeur de ces denrées, d'après le produit de leur vente.

ART. 2. — Un des exemplaires de cet état restera entre les mains du Bureau Particulier; les deux autres certifiés par ce bureau seront remis à MM. les Sous-Préfets, avec le produit de la quête de la commune; MM. les Sous-Préfets garderont l'un de ces exemplaires et transmettront l'autre au trésorier du Bureau Central à Châlons.

Le versement des quêtes à la Sous-Préfecture sera nécessairement accompagné de l'état double ci-dessus.

ART. 3. — A compter du 1^{er} janvier 1822, tout incendié qui n'aura rien donné à la quête n'aura aucun droit aux secours. Il y aura exception en faveur : 1^o des indigents ; 2^o des serviteurs à gages qui par l'effet de l'incendie auront éprouvé des pertes dans les maisons où ils servent.

ART. 4. — L'incendié dont les propriétés bâties sont assurées contre l'incendie par les compagnies qui s'occupent de ce genre de garantie, a droit, en donnant à la quête des incendiés, aux secours du bureau pour ses pertes mobilières, si toutefois ses valeurs mobilières ne sont pas comprises dans l'assurance contractée entre lui et ces compagnies.

ART. 5. — L'incendié qui aura donné à la quête ne pourra, dans aucun cas, recevoir plus de 1.200 fois la valeur de son don.

ART. 6. — Notre règlement du 1^{er} février 1819 continuera d'être exécuté dans toutes celles de ses dispositions auxquelles il n'est pas dérogé par le présent.

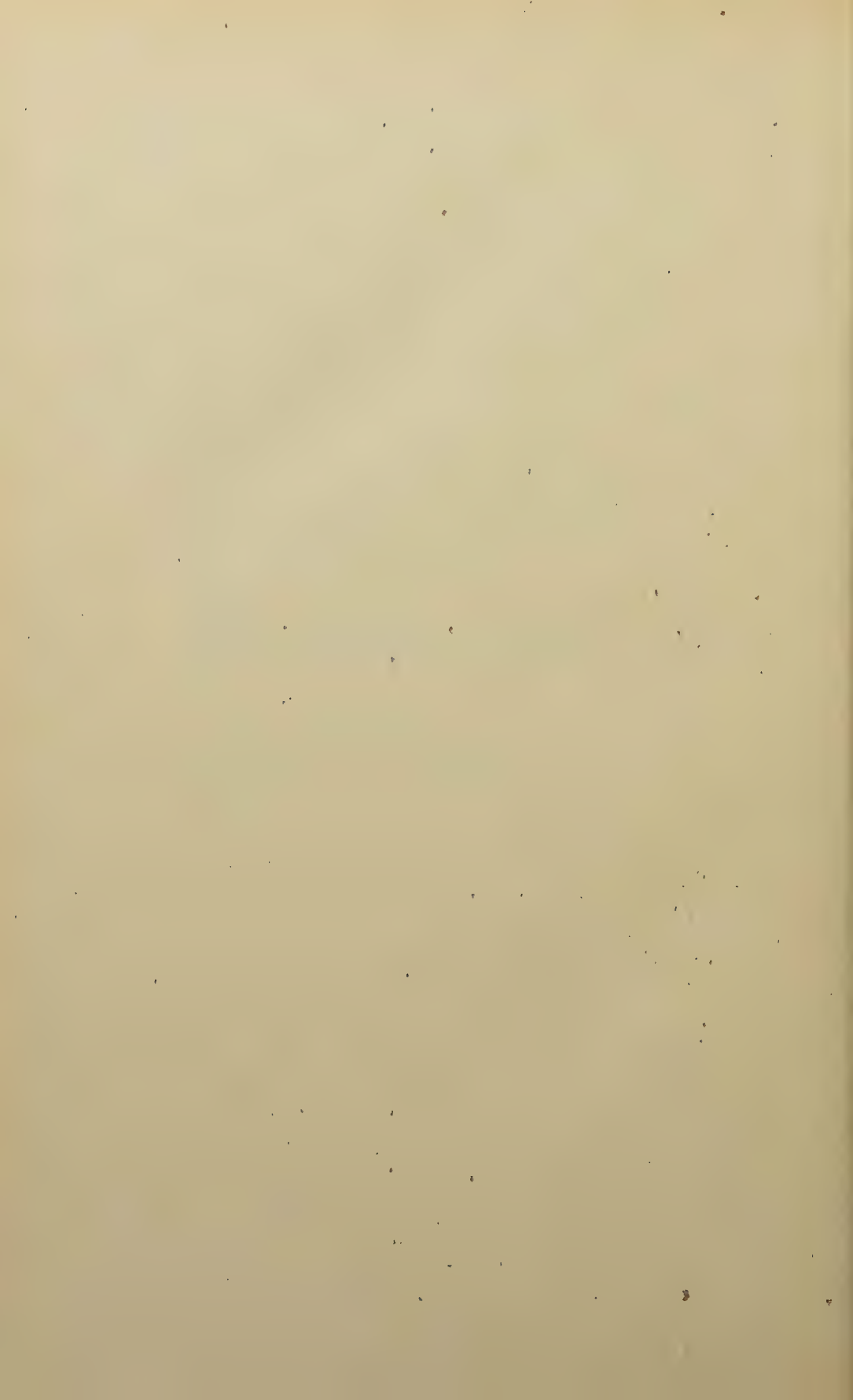
Fait à Châlons, le 21 septembre 1821.

Signé : LE BARON DE JESSAINT..

CAISSE DES INCENDIÉS

NOUVEAU RÈGLEMENT

1882



Règlement du 10 octobre 1882

RÈGLEMENT

Pour la Caisse départementale des Incendiés.

CHAPITRE PREMIER

RESSOURCES ET BUT DE LA CAISSE

ARTICLE PREMIER. — Les fonds de la Caisse des Incendiés pour le département de la Marne se composent :

1° Du produit des quêtes faites annuellement dans toutes les communes du département.

2° Des dons offerts par la bienfaisance indépendamment du produit des quêtes.

3° Des intérêts provenant du placement des fonds et restés sans emploi après les règlements des sinistres.

ART. 2. — Ces fonds sont destinés :

1° A indemniser les incendiés des pertes causées par le feu à leurs propriétés mobilières et immobilières *existantes dans le département de la Marne inclusivement* et pour lesquelles il a été fait un don à la Caisse.

La Caisse accorde ces indemnités soit que le sinistre provienne d'un incendie accidentel ou du feu du ciel, soit que le dommage résulte de démolitions ordonnées pour arrêter le progrès de l'incendie. Toutefois les pertes causées par la foudre ne donnent droit aux indemnités de la Caisse qu'autant qu'il y a eu combustion manifeste.

2° A secourir les incendiés qui n'ayant fait aucun don ou n'ayant fait qu'un don insuffisant, sont notoirement reconnus indigents par le Bureau de bienfaisance de leur commune, et par la commission de la Caisse.

3° A accorder les indemnités aux personnes qui ont reçu des blessures en portant des secours dans les incendies, si ces blessures ont occasionné une interruption de travail.

4° A payer les frais d'administration de la Caisse des Incendiés.

CHAPITRE II

ADMINISTRATION DE LA CAISSE

ART. 3. — La Caisse des Incendiés est administrée gratuitement par un Bureau Central, composé de neuf membres, nommés par le Préfet, et opérant sous sa surveillance.

Cinq de ses membres sont domiciliés à Châlons : les quatre autres résident dans les arrondissements de Reims, Épernay, Vitry et Sainte-Menehould, et sont spécialement commissaires chacun pour son arrondissement.

Le président du bureau remplit les fonctions de commissaire pour l'arrondissement de Châlons.

Les membres commissaires peuvent présenter et faire agréer au Bureau Central un ou plusieurs adjoints pour les aider et au besoin les suppléer dans leurs opérations.

Les cinq membres du bureau, domiciliés à Châlons, constituent la commission intermédiaire dont les fonctions seront déterminées au chapitre 4.

ART. 4. — Chaque commune du département a un Bureau Particulier composé du maire ou de l'adjoint, du curé ou desservant et des trois membres du Conseil municipal inscrits les premiers sur le tableau.

En cas d'empêchement de l'un ou de plusieurs de ceux-ci, les conseillers suivants par ordre d'inscription sur le tableau remplaceront les absents.

La présidence appartient au maire.

CHAPITRE III

ATTRIBUTIONS DES BUREAUX PARTICULIERS DES COMMUNES

ART. 5. — Les Bureaux Particuliers, établis dans chaque commune, sont chargés :

1° De faire les quêtes dans leur commune et d'y recevoir les dons de toute espèce offerts pour la Caisse des Incendiés.

2° De procéder à l'évaluation des pertes dans les formes et selon les règles prescrites au chapitre 6.

ART. 6. — Dans les villes, les Bureaux Particuliers peuvent s'adjoindre, pour faire les quêtes, des membres du Conseil municipal ou telles autres personnes notables que M. le maire désignera.

ART. 7. — Toutes les décisions des Bureaux particuliers sont prises à la majorité absolue : en cas d'égalité de voix, le Président a voix prépondérante.

La présence des trois membres au moins est nécessaire pour la validité de la délibération.

CHAPITRE IV

ORGANISATION ET FONCTIONS DE LA COMMISSION INTERMÉDIAIRE

ART. 8. — La Commission intermédiaire se compose des cinq membres du Bureau Central domiciliés à Châlons.

Le Président du Bureau Central est également le Président de la commission. En cas d'empêchement du président, le plus ancien d'âge le remplace.

Le secrétaire-rapporteur du Bureau Central est aussi le secrétaire de la commission. Il peut présenter et faire agréer au Bureau Central un secrétaire-adjoint, qui a voix consultative lorsque le secrétaire est présent, et voix délibérative en l'absence de celui-ci.

ART. 9. — La commission intermédiaire ne peut délibérer qu'au nombre de trois membres au moins. En cas d'égalité de voix, celle du Président est prépondérante.

ART. 10. — Elle est chargée principalement de procéder, conformément aux règles contenues au chapitre 6, à la constatation des pertes. Elle fixe provisoirement le montant de ces pertes, et ordonne la délivrance des mandats d'indemnités et de secours.

ART. 11. — Elle est chargée aussi de l'exécution des

délibérations du Bureau Central, de passer les marchés nécessaires à l'acquisition des primes et dons que ce bureau distribue ; de la publication de ses comptes annuels, de la suite des affaires et de la correspondance avec qui de droit.

ART. 12. — Les membres du Bureau Central, commissaires dans les arrondissements, ont voix délibérative aux assemblées de la commission toutes les fois qu'ils veulent y assister.

ART. 13. — Les décisions de la commission intermédiaire concernant les incendiés ou tous autres intéressés, sont transmises à ceux-ci, administrativement, par la voie de la Préfecture.

Toute réclamation contre ces décisions doit, à peine de déchéance, être adressée par la même voie, au Président ou au secrétaire du Bureau Central, dans le mois de l'avis qui en a été donné aux intéressés ainsi qu'il vient d'être dit.

Cette déchéance ne sera jamais réputée comminatoire.

CHAPITRE V

DU BUREAU CENTRAL

ART. 14. — Le Bureau Central se compose des cinq membres de la commission intermédiaire et des quatre membres résidant dans les arrondissements.

ART. 15. — Il tient ses séances dans une des salles de la Préfecture et s'assemble toutes les fois qu'il le juge con-

venable: il est convoqué par le Président qui se concerta à cet égard avec M. le Préfet.

Le Préfet convoque également le bureau quand il le croit nécessaire et préside ses séances lorsqu'il y assiste.

Mgr l'Archevêque de Reims et Mgr l'Évêque de Châlons sont invités à assister aux réunions du Bureau Central et à prendre part à ses délibérations.

Ces prélats président dans l'ordre hiérarchique de leurs dignités, les séances du Bureau Central auxquelles ils assistent.

ART. 16. — Le Bureau Central choisit parmi ses membres et avec l'approbation de M. le Préfet, son président, son trésorier et son secrétaire.

Ces fonctionnaires doivent avoir leur domicile à Châlons.

ART. 17. — Le Bureau Central ne peut délibérer qu'au nombre de cinq membres présents au moins. En cas d'égalité de voix celle du Président est prépondérante.

ART. 18. — Il reçoit le rapport que la Commission intermédiaire lui fait des incendies arrivés depuis la dernière assemblée générale, de leurs causes connues ou présumées, des pertes qu'ils ont occasionnées, des indemnités et des secours délibérés par la Commission, de la situation de la Caisse et de toutes les affaires qui intéressent l'établissement.

Il statue souverainement sur les difficultés que les incendies ont fait naître et sur les réclamations que les incendies peuvent soulever contre les décisions de la commission, quel qu'en soit l'objet.

ART. 19. — Le Bureau Central fixe définitivement le montant des pertes arrêté provisoirement par la commission. Il délibère chaque année la quotité des indemnités ou des secours qui seront accordés aux incendiés.

Il prononce la réduction de ces indemnités et secours, contre les incendiés dont les dons sont insuffisants pour obtenir la quotité entière.

ART. 20. — Il adjuge, aux cantons qui les ont méritées, les primes de pompes à incendies.

Il détermine le placement de ces pompes.

Il délibère aussi la distribution des autres primes et subventions spécifiées au chapitre 10.

ART 21. — Il reçoit et arrête les comptes que le trésorier lui rend de ses recettes et dépenses.

Il ordonne la publication des comptes annuels.

ART. 22. — Il délibère, sauf l'approbation du Préfet, les dispositions réglementaires que le bien de l'établissement peut exiger.

Il peut déléguer à sa commission intermédiaire les pouvoirs qu'il juge convenables.

ART. 23. — Le secrétaire est rapporteur de toutes les affaires : il est dépositaire des états nominatifs de dons, des procès-verbaux et pièces relatifs aux incendies ainsi que du registre des délibérations où sont inscrites celles du Bureau Central et celles de la commission.

Ce registre est coté et paraphé par le Président.

Les délibérations sont signées par les membres présents.

Le secrétaire est chargé de la correspondance.

ART. 24. — Les membres du Bureau Central, commissaires dans les arrondissements, sont chargés, conjointement avec MM. les Sous-Préfets, avec lesquels ils se concerteront, de stimuler le zèle des Bureaux Particuliers et des communes pour les quêtes annuelles et de vérifier si ces quêtes ont été faites à l'époque prescrite. Ils sont chargés également de donner leur avis, en cas de difficultés ou réclamations, sur les procès-verbaux des pertes ; de viser les mandats délivrés aux incendiés et de s'assurer ainsi que les formalités exigées pour le paiement de ces mandats ont été remplies. Enfin ils veillent à tout ce qui peut intéresser l'Établissement dans leurs arrondissements respectifs.

CHAPITRE VI

QUÊTES ANNUELLES

Art. 25. — Chaque année, dans le mois de novembre, les Bureaux Particuliers font, dans leurs communes, les quêtes générales destinées à indemniser ou secourir les pertes résultant des incendies de l'année suivante, dans le département.

Ces quêtes sont annoncées à l'avance, par les soins de MM. les maires, curés ou desservants qui communiqueront, sans déplacement, le règlement de la Caisse départementale, dont un extrait sera imprimé en tête des listes de quêtes.

Chaque Bureau Particulier établit une liste où sont exac-

tement inscrits, par ordre de numéros, sans surcharge ni interligne, les noms, prénoms, surnoms, qualités et professions des donateurs le montant de leurs dons.

Les droits et devoirs réciproques de la caisse et du donateur, sont constatés par la liste de la quête annuelle de novembre. Ils durent une année, commençant au 1^{er} janvier qui suit cette quête, et finissant au 31 décembre inclus.

ART. 26. — La liste de quête est faite dans chaque commune en double exemplaire, arrêtée et signée par les membres du Bureau Particulier ou par les personnes désignées pour faire la quête.

Un des exemplaires reste entre les mains du Bureau Particulier ; l'autre, certifié par ce bureau, est remis dans le courant de décembre, au plus tard avec le produit de la quête, savoir : pour les communes de l'arrondissement de Châlons, à Châlons, au trésorier-payeur général du département, trésorier du Bureau Central, et pour les communes des autres arrondissements, aux receveurs particuliers, chargés par le trésorier de recevoir les états et le produit des quêtes dans chaque chef-lieu d'arrondissement.

Il n'est admis aucune explication contraire à ce qui est écrit et chiffré sur la liste.

Tout donateur peut faire écrire sur la ligne d'inscription de son don, les explications et conditions qu'il juge convenables, mais, dans le cas où elles seraient contraires au règlement, elles ne produiront aucun effet et elles seront considérées comme non avenues.

ART. 27. — Le don n'est applicable qu'aux propriétés

mobilières et immobilières existant dans la commune au moment de la quête, à moins que le donateur n'ait déclaré lors de cette quête, le faire porter, en tout ou en partie spécialement sur telle ou telle autre des dites propriétés.

Néanmoins si le donateur possède des propriétés hors de cette commune, mais dans le département, et s'il veut y appliquer aussi son don, il doit le déclarer formellement et indiquer quelle partie de ce don il entend affecter à chacune de ces propriétés ainsi que la nature des dites propriétés.

Les pertes éprouvées hors du département ne sont admises ni aux indemnités ni aux secours.

ART. 28. — Le don sur les biens soumis à un usufruit, ou une jouissance légale assimilée à un usufruit, porte sur la nue-propriété et sur l'usufruit tout à la fois ; ce don par quelque personne qu'il soit fait, doit être spécial et inscrit sur la liste des quêtes avec déclaration explicative : faute de déclaration il est applicable seulement aux autres biens que le donateur possède dans la commune.

En cas d'incendie, l'indemnité est liquidée comme pour tout autre bien et ordonnancée par un seul mandat au profit du nu-propriétaire et de l'usufruitier ; elle appartient au premier en nue-propriété et au second en usufruit.

Les difficultés qui pourraient s'élever entre eux sur le placement et la conservation du capital sont réglées par les tribunaux, sans que la Caisse des Incendiés puisse jamais être mise en cause.

ART. 29. — En cas d'indivision entre divers propriétaires soit de bâtiments, soit de valeurs mobilières, le don fait par un des co-propriétaires ne profite qu'à lui seul, et pour sa part dans la propriété, à moins de déclaration contraire, et en faisant connaître nominativement tous les co-propriétaires.

Ces déclarations sont soigneusement inscrites sur la liste de quête, dans une colonne à ce destinée.

ART. 30. — Toute personne peut faire un don en faveur d'autrui, et l'individu désigné *nominativement* pour en profiter reçoit, en cas d'incendie, la même indemnité que s'il eût fait lui-même le don.

Si le propriétaire d'un immeuble hypothéqué n'a fait aucun don à la quête et s'il en est fait un par un créancier hypothécaire, avec application spéciale sur cet immeuble, le créancier reçoit l'indemnité de la caisse, en déduction ou jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû, le *propriétaire prévenu et dûment appelé*.

Les locataires ou fermiers peuvent également faire un don en vue du risque locatif auquel ils sont soumis par la loi : *mais la déclaration doit être spéciale et consignée par écrit sur la feuille des quêtes*. Les indemnités auxquelles lesdits locataires ou fermiers peuvent avoir droit, de ce chef, sont réglées comme celles des autres donateurs, mais sans qu'elles puissent jamais excéder la perte subie par le propriétaire.

Les communes, hospices, fabriques d'églises et autres

établissements publics peuvent faire des dons dans l'intérêt de leurs propriétés.

Les dons faits par des tuteurs autres que les pères et mères, ne sont applicables aux mineurs qu'autant que ceux-ci sont désignés nominativement sur la feuille de quête : à défaut de désignation, les dons ne profitent qu'aux personnes qui les ont faits.

ART. 31. — Il n'est reçu aucun don applicable à des salles de spectacles, ateliers d'artificiers, filatures de laine et de coton, moulins mus par l'eau *ayant plus de deux paires de meules*, non plus qu'aux bâtiments contigus et dépendants des ateliers ou usines ci-dessus désignés.

La même exclusion s'applique aux marchandises et objets mobiliers y renfermés. — La caisse n'assure pas non plus le risque dit : *recours du voisin*.

Lorsque même hors des cas prévus par le présent article, un bâtiment, par ses vices de construction, présente des dangers particuliers d'incendie, lorsque les précautions propres à prévenir le feu sont habituellement négligées, lorsqu'enfin il existe des circonstances quelconques de nature à compromettre les intérêts de la caisse, le Bureau Central peut refuser le don du propriétaire. Dans aucun cas il ne fait connaître le motif du refus. Le don est alors rendu au donateur à quelque époque de l'année que ce soit.

ART. 32. — A toute époque de l'année et en dehors de la quête annuelle de novembre, des dons ou compléments de dons peuvent être faits ; ils sont reçus, savoir :

Dans l'arrondissement chef-lieu, par le trésorier du

Bureau Central, et dans les quatre autres arrondissements par les receveurs particuliers qui, ainsi que le trésorier, donnent quittances des sommes versées ; ces quittances sont visées à Châlons par M. le Préfet et dans les autres arrondissements par les Sous-Préfets.

Les versements ainsi opérés n'ont d'effet qu'à compter du surlendemain, à midi, de la date des visas et jusqu'au 31 décembre inclus, de l'année dans laquelle ils sont faits.

ART. 33. — Avant de transférer son domicile ou de transporter son mobilier dans une autre commune, le donateur doit en faire la déclaration devant le Bureau Particulier qui a reçu le don.

En cas de mutation de propriétés bâties par vente, décès ou autrement, les nouveaux propriétaires sont de droit subrogés dans le bénéfice du don fait pour ces biens, à moins d'une déclaration contraire faite dans les dix jours de la mutation aussi devant le Bureau Particulier.

Ces déclarations sont transmises au Président du Bureau Central par le Bureau Particulier et par la voie de la Préfecture.

CHAPITRE VII

TARIF DES DONS

ART. 34. — Les bâtiments sont divisés en 4 classes :

- 1^{re} classe. — Bâtiments construits entièrement en pierres, briques ou moellons.
- 2^e classe. — Bâtiments de construction mixte où les pierres, briques ou moellons dominent . .
- 3^e classe. — Bâtiments de construction mixte où le bois domine. .
- 4^e classe. — Bâtiments construits entièrement en bois hourdé (1), couverts en tuiles, ardoises ou métaux.
- Bâtiments de construction quelconque couverts en bois, chaume ou roseaux, ou carton bitumé, en tout ou en partie.

1. Les bâtiments en bois, quoiqu'ils aient leurs bases et leurs cheminées en pierres ou briques, ou craie, ou carreaux de terre, sont de la 4^e classe; pour qu'ils soient de la 3^e classe, il faut qu'en outre des cheminées, il y ait des parties de murs en pierre, ou briques, ou craie, ou carreaux de terre, s'élevant au moins jusqu'au premier étage.

En conséquence, quiconque veut couvrir la totalité de ses propriétés bâties ou mobilières sujettes à incendie, doit faire à la Caisse un don dans les proportions indiquées au tableau suivant :

N° d'ordre	NATURE DES VALEURS A COUVRIR	DON PAR MILLE FRANCS pour un an			
		1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	3 ^e cl.	4 ^e cl.
	Première section	fr.	fr.	fr.	fr.
1	Dans toutes les villes et communes, les bâtiments et édifices départementaux ou communaux, affectés à un service public, sans logement, les églises, chapelles publiques, halles, lavoirs couverts.....	0 20	0 30	0 40	0 80
2	Bâtiments avec logement.....	0 25	0 40	0 60	1 20
3	Mobilier et matériel appartenant au département, aux communes ou aux fabriques, dans les bâtiments sans logement.....	0 45	0 65	0 90	1 50
4	Mobilier ordinaire, linge, vêtements, chevaux appartenant aux personnes logées dans les bâtiments.....	0 70	0 90	1 20	2 »
5	Grains, récoltes et fourrages.....	1 »	1 25	2 »	3 »
	Deuxième section				
	Dans les villes, chefs-lieux d'arrondissement et dans les communes d'une population agglomérée de plus de 2.000 âmes, munies de deux pompes à incendie au moins, excepté les hameaux et les fermes séparés de ces communes et distancés de plus de 1.000 mètres :				
6	Bâtiments.....	0 25	0 35	0 70	1 25
7	Mobilier ordinaire, chevaux, bestiaux, instruments de culture, outils, ustensiles.....	0 70	0 90	1 20	2 »
8	Grains, fourrages, marchandises.....	1 »	1 40	2 »	3 »
9	Affineur de chanvre, allumettes chimiques (march. d'), aubergiste, bains publics, boisselier, boulanger, cabaretier, cafetier, charron (atelier de), chevaux (march. et loueur), corroyeur, couleurs				
	Bâtiments....	0 50	0 75	1 20	2 25
	Mobilier ordinaire....	1 »	1 25	2 »	2 50

N ^{os} d'ordre	NATURE DES VALEURS A COUVRIR	DON PAR MILLE FRANCS pour un an			
		1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	3 ^e cl.	4 ^e cl.
		fr.	fr.	fr.	fr.
9 suite	(march. de), ébéniste, épici- er, fourrages (march. de), grainetier, imprimeur, lampiste, liquoriste, lithographe, logeur en garni, menuisier (ate- lier de), pharmacien, plombier, poste aux chevaux, relieur, roulage (commis- sionnaire de), sellier-carrossier, tonnelier, tourneur, traiteur, vannier, voitures publiques (entrepôt de).....	Grains, four- rages et mar- chandises... 1 25 1 50 2 25 3 »			
10	Marchandises en magasin de : Albâtres, broderies, chanvre, cristaux, drogueries, estampes, faïences, fleurs artificielles, glaces, horlogerie, instruments de mu- sique, lin, librairie, modes, musique, parfumerie, pharmacie, plumes, porce- laines, verreries.....	1 25	1 50	2 25	3 »
Troisième section					
Dans toutes les communes munies d'une pompe à incendie, excepté les hameaux et fermes qui en sont séparés de plus de 1.000 mètres :					
11	Bâtiments.....	0 40	0 60	1 25	2 25
12	Mobilier ordinaire, chevaux, bestiaux, etc.	0 85	1 10	1 50	2 50
13	Grains, fourrages et marchandises.....	1 25	1 50	2 »	3 »
14	Professions et marchan- disés désignées en la 2 ^e section, n ^{os} 9 et 10 ci- dessus.....	Bâtiments... 0 60 0 80 1 75 2 50 Mobilier or- dinaire.... 1 » 1 50 2 » 3 » Grains, four- rages et mar- chandises... 1 50 2 » 2 50 3 50			
Quatrième section					
Dans toutes les autres communes non munies de pompes à incendie, ainsi que dans les hameaux et fermes dépendant des 2 ^e et 3 ^e sections :					
15	Bâtiments.....	0 60	0 80	1 50	2 50
16	Mobilier ordinaire, chevaux, bestiaux....	1 »	1 20	2 »	3 »
17	Grains, fourrages, marchandises.....	1 50	2 »	2 50	3 50

N ^{os} d'or- dre	NATURE DES VALEURS A COUVRIR	DON PAR MILLE FRANCS pour un an			
		1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	3 ^e cl.	4 ^e cl.
		fr.	fr.	fr.	fr.
18	Professions et mar- chandises dési- gnées en la 2 ^e sec- tion, n ^{os} 9 et 10 ci- dessus.....	Bâtiments..... Mobiliier ordinaire. Grains, fourrages et marchandises..	0 75 1 1 25 1	2 2 70 2	2 75 3 25
			2 50	2 75	3 75
Cinquième section					
Dans toutes les communes, fabriques et usines, bâtiments, mobilier et marchan- dises, sans distinction :					
19	Apprêts de tissus de coton, bois (magasin de), bougies (fabrique de), brasserie, chandelles (fabrique de), chapeaux (fa- brique de), charbon (magasin de), cier- ges (fabrique de), clouterie, confiserie, distillerie, draps (fabrique de), fonderie, forge, foulons, gazomètre, huilerie, ma- chines et mécaniques (fabrique et ajus- tage de), pianos (facteur de), orgues, poudre (débit de), suif (fonte de), tanne- rie, teinturerie avec séchoir à froid, tré- filerie vinaigrerie.....		1 25 1 75	2 25 3	»
20	Machines à vapeur fixes, moulin à blé, mû par l'eau, avec une ou deux paires de meules au plus.....		1 50 2	2 50 3	50
21	Moulin à vent, locomobile à vapeur, ma- chine à battre ambulante.....		4 » 5	6 » 7	»
22	Faïencerie, four à chaux, poterie, tuilerie, verrerie.....		3 » 4	5 » 6	»
23	Halle à charbon de forges, scierie, tein- turerie avec séchoir à chaud, fabrique de vermicelle.....		3 25 4 50	6 » 9	»
24	Papeterie { à l'ancien procédé..... à la mécanique..... magasin de chiffons, séparé des papeteries.....		3 » 4 25	5 50 8	»
			5 » 6	7 » 8	»
25	Amidonnerie, fabrique de noir, féculerie, moulin à tan.....		5 » 6	7 » 8	»
26	Récoltes en meules, hors des bâtiments, et approvisionnements de bois à ciel ouvert près des usines, 5 fr. par mille francs.				
27	Risque locatif résultant des articles 1733 et 1734 du Code civil, mais <i>seulement sur bâtiment assuré à la Caisse départemen- tale</i> , moitié du don fixé pour ce bâtiment, mais pas au-des- sous de 10 centimes par mille francs. Le locataire qui n'occupe qu'une partie des bâtiments peut se				

N ^{os} d'ordre	NATURE DES VALEURS A COUVRIR
	borner à couvrir une valeur égale à 15 fois son loyer annuel, mais alors la Caisse n'est tenue que de payer jusqu'à concurrence de cette valeur.
28	Explosion du gaz servant à l'éclairage, aux usages domestiques et à l'industrie. Sur bâtiment, 5 centimes par mille francs, en sus du don couvrant ledit bâtiment. Sur mobilier ordinaire, grains et fourrages, 15 centimes par mille francs, en sus du don couvrant lesdits objets.... Sur marchandises, fabriques, usines et leur contenu, 30 centimes par mille francs, en sus du don couvrant lesdites valeurs..... mais seulement sur bâtiments assurés à la Caisse.
29	Le don pour les récoltes en meules, les approvisionnements de bois près les usines, le risque locatif et l'explosion du gaz doit être inscrit sur la liste avec déclaration explicative; faute de désignation spéciale inscrite sur la liste, le don ne sera applicable qu'aux autres risques du donateur.
30	Pour les professions, fabriques et usines désignées ci-dessus, si les bâtiments où s'exerce l'industrie ne sont contigus à aucun autre, ou s'ils en sont séparés par des murs en pierre allant du sol au-dessus de la toiture, sans aucune ouverture intérieure, le don fixé pour l'industrie n'est exigé que pour ces bâtiments et leur contenu; mais s'il y a contiguïté et communication, ou séparation autre que par un mur en pierre, le don fixé pour l'industrie est exigé pour tous les bâtiments contigus appartenant au même propriétaire, et pour tout ce qu'ils renferment.
31	Indépendamment du droit conféré au Bureau Central par l'article 31 du règlement, lorsqu'un don portant sur un seul et même bâtiment et sur son contenu couvrira d'après le tarif une somme de plus de 100.000 francs, il ne produira d'effet qu'après avoir été agréé par ledit Bureau; le donateur devra veiller à ce que le Maire en informe le secrétaire de la Caisse.
32	Les assurances à la Caisse sont d'une année, du 1 ^{er} janvier au 31 décembre inclus. Cependant des dons peuvent être faits dans le courant de l'année, soit entre les mains du Trésorier du Bureau Central à Châlons, soit chez les Receveurs particuliers des finances dans les autres arrondissements.
33	Si le don est inférieur aux proportions indiquées dans le tarif, l'indemnité est réduite au prorata. C'est sur l'avoir au moment de l'incendie et non au moment où le don est fait que se règle l'indemnité.
34	Les bâtiments, sol déduit, et le mobilier sont estimés d'après leur valeur vénale au moment de l'incendie, les grains, récoltes et fourrages sont évalués au cours du jour de l'incendie.
35	La Caisse n'assure pas le risque dit : <i>Recours du voisin</i> .

CHAPITRE VIII

MODE DE CONSTATATION DES PERTES

FIXATION DE CES PERTES PAR LA COMMISSION INTERMÉDIAIRE

ET PAYEMENT DES INDEMNITÉS OU SECOURS.

ART. 35. — Quand un incendie éclate dans une commune, le maire ou l'incendié en donne aussitôt avis au Président ou au Secrétaire du Bureau Central par la voie de la Préfecture.

Lorsque l'événement n'aura pas été dénoncé dans le mois de sa date, au Secrétariat de la Caisse départementale, aucune réclamation pour pertes ne sera admise. Cette disposition ne sera jamais réputée comminatoire.

ART. 36. — Immédiatement après l'incendie, le maire fera dresser par l'incendié, dans l'ordre indiqué par le modèle envoyé dans toutes les communes, la déclaration détaillée de ses pertes, tant en bâtiments que mobilier, récoltes, etc., avec l'estimation de chaque objet.

En cas de pertes de récoltes, l'incendié indique en outre :

1° La contenance de chaque nature de propriétés exploitées par lui ; 2° le terme moyen du produit par hectare de ces mêmes propriétés lors de la dernière récolte.

Cette déclaration détaillée, certifiée sincère et véritable par l'incendié et revêtue de sa signature, s'il sait signer, est déposée à la mairie.

ART. 37. — Le Bureau Particulier, convoqué par M. le Maire, vérifie et arrête chacun des articles de la déclaration

après avoir demandé à l'incendié les renseignements qu'il juge utile pour arriver à la connaissance exacte de la vérité.

Il exigera que l'incendié, *pour lequel un sinistre ne doit jamais être une cause de bénéfice*, justifie par tous les moyens possibles de l'existence, avant l'incendie, des bestiaux, instruments aratoires, mobilier, marchandises, denrées, etc., incendiés et de leur valeur. Il devra, dans l'évaluation des pertes en grains, fourrages et autres matières fongibles, défalquer ce qui aura été prélevé pour semence ou tout autre emploi, pour consommation ou vente.

Le procès-verbal du Bureau Particulier est rédigé immédiatement et signé par les membres présents.

Il indique nécessairement :

1° La cause connue ou présumée de l'incendie et tous les autres renseignements recueillis sur l'événement ;

2° Les noms, prénoms, demeures et professions des incendiés, le montant du don et son numéro d'ordre sur la feuille de quête ;

3° Le genre de construction et de couverture des bâtiments selon la classification établie en l'article 34, et en cas d'indivision la quotité appartenant à chaque propriétaire ;

4° La désignation et l'estimation de la valeur réelle au moment de l'incendie, déduction faite du sol de tous les bâtiments incendiés, ou non incendiés auxquels s'applique le don avec l'évaluation des matériaux conservés dans les bâtiments détruits et celle des dégradations dans les bâtiments endommagés, lesquelles dégradations sont estimées

eu égard à la diminution de la valeur effective qu'elles ont causée aux bâtiments et non aux frais de réparation ou de reconstruction qu'elles peuvent nécessiter.

5° Le résultat de la déclaration détaillée prescrite pour le mobilier par l'article 36, en distinguant la somme des objets brûlés ou détruits et la somme de ceux conservés; le tout de telle sorte que l'évaluation générale des bâtiments et du mobilier auxquels s'applique le don se retrouve dans les deux évaluations cumulées des biens incendiés et de ceux non incendiés ;

6° Le montant, et séparément pour chacune d'elles, des contributions de toute nature à la charge de chaque incendié dans ladite année soit dans la commune même, soit ailleurs ;

7° La quantité de bestiaux ou animaux de toute nature existant dans l'exploitation rurale.

8° Les ressources de chaque incendié et toutes les observations qui peuvent servir à l'appréciation exacte de sa position.

9° Si des quêtes particulières ont été faites ou non, au profit d'un ou plusieurs incendiés.

10° S'il y a assurance par une compagnie : en ce cas, la date et le numéro de la police ainsi que le nom de la compagnie devront être indiqués.

ART. 38. — Le Bureau Particulier reçoit et apprécie les déclarations de l'incendié : celui-ci peut être appelé pour répondre aux différentes questions que le Bureau Particulier juge utile de lui faire ; mais l'incendié ne peut, dans

aucun cas, être présent lorsqu'il s'agit d'arrêter l'évaluation de ses pertes.

Immédiatement après l'accomplissement de ces opérations, la déclaration de l'incendié et le procès-verbal du Bureau Particulier sont transmis au secrétaire par la voie de la Préfecture.

Si le Président et le Secrétaire croient nécessaire que l'expert de la Caisse départementale soit envoyé sur les lieux, les pièces sont remises sans délai à cet expert qui avise le Bureau Particulier du jour où il se transportera dans la commune.

ART. 39. — Au jour indiqué, l'expert du Bureau, après avoir entendu, s'il juge convenable, l'incendié sur les lieux, et conféré avec le Bureau Particulier de la commune ou les membres présents, donnera son avis motivé sur les vérifications et évaluations des pertes.

Il fait, sans retard, la remise de toutes les pièces au Secrétaire qui, après avoir pris l'avis du Président, convoque la Commission intermédiaire pour régler les pertes.

ART. 40. — La Commission intermédiaire réunie au jour indiqué par le Président, entend le rapport du Secrétaire qui lui soumet toutes les pièces et procès-verbaux relatifs à l'incendie, puis, après examen et discussion, elle arrête provisoirement les pertes essuyées par chaque incendié et délibère un secours provisoire proportionné aux ressources de la Caisse.

Elle fixe les indemnités dues à l'expert.

Si l'incendié, à raison de l'insuffisance de son don, ne

doit recevoir qu'un secours réduit, et si ce secours est inférieur au secours provisoire, la commission délivre à l'incendié le mandat définitif de ce secours réduit.

ART. 41. — Ne donnent lieu à aucune indemnité les pertes consistant :

En titres de toute nature, lingots et monnaies d'or, d'argent ou de billon, argenterie, pierreries, perles fines, bijoux, tulles, dentelles, cachemires, tableaux, statues, médailles et autres objets de collections rares et précieuses.

En bois non exploités et récoltes de toute nature non encore rentrées.

En bois exploités, mais encore gisant sur le sol de l'exploitation, ou transportés dans des chantiers hors de l'enceinte des bâtiments et à ciel ouvert ;

En arbres, arbustes et plantes d'agrément dans l'intérieur des jardins.

La Caisse ne répond, dans aucun cas, des objets perdus ou volés ni des risques de guerre étrangère, civile, ou émeute.

ART. 42. — L'incendié qui n'a rien donné à la quête n'a droit ni à indemnité ni à secours ; sont exceptés les indigents reconnus tels par l'administration de la Caisse sur la production d'un certificat délivré par le Président du bureau de bienfaisance de la commune, constatant que l'incendié était inscrit sur l'état des personnes secourues dans l'année qui a précédé l'incendie, et dans l'année de l'incendie.

ART. 43. — La Caisse des Incendiés ne secourt point les

pertes essuyées par des bâtiments assurés contre l'incendie aux compagnies qui s'occupent de ce genre de garantie.

Elle ne secourt pas non plus l'excédent sur la somme du capital assuré, des pertes essuyées par ces bâtiments, ni même les pertes éprouvées par des constructions ou améliorations non comprises dans l'assurance et faisant partie du même risque, quand même ces constructions ou améliorations auraient été faites depuis l'assurance.

ART. 44. — L'incendié qui a donné à la quête, et dont les objets mobiliers sont assurés à une compagnie, ne reçoit aucune indemnité ni aucun secours du Bureau à raison de la perte des dits objets, quand même leur valeur au moment du sinistre serait supérieure à la valeur assurée, ou bien quand même l'incendie aurait détruit d'autres objets mobiliers non assurés, existants ou introduits dans les bâtiments avant ou après l'assurance.

Si l'assurance des objets mobiliers par une compagnie n'est que partielle, le propriétaire n'aura droit non plus, en cas d'incendie, à aucun secours du Bureau à raison de la perte de tous autres objets mobiliers existant au moment de l'assurance ou amenés depuis dans les bâtiments et leurs dépendances ; et ce quelque minime que soit la partie assurée relativement à la totalité : quelque distincts que soient par leur nature, leur origine, leur destination et leur emploi, les objets mobiliers assurés et ceux non assurés.

Cette disposition, qui est absolue, recevra son application alors même que les objets non assurés se trouveraient dans des habitations ou locaux, assez éloignés dans la même

commune, pour empêcher toute confusion avec ceux assurés.

Elle s'étend même aux pertes, par incendie de récoltes en javelles ou en meules, ou de dépôts de bois, etc., épars sur diverses parties du territoire, et en dehors du centre des habitations où sont placés les objets mobiliers assurés.

Les énonciations contraires qui pourraient être consignées par les donateurs sur les feuilles de quête, seront considérées comme non écrites et les dispositions qui précèdent seront maintenues en leur entier.

En conséquence toute cession par le donateur au profit des assureurs contre la Caisse est nulle et ne peut produire aucun effet.

ART. 45. — Les dispositions des articles 43 et 44 ne seront point applicables dans le cas où l'assurance soit totale, soit partielle, prendrait fin dans l'année pour laquelle le don est fait ; mais dans ce cas le donateur indiquera sur la feuille de quête la date de l'expiration de l'assurance ; la garantie du Bureau ne commencera qu'à partir de cette date, et produira effet jusqu'au 31 décembre inclusivement de ladite année.

ART. 46. — S'il y a lieu à recours à cause du risque locatif, conformément aux articles 1733 et 1734 du Code civil, contre des locataires ou fermiers, ou contre des compagnies d'assurances, le propriétaire qui aura fait un don à la quête devra préalablement exercer ces droits contre qui il appartiendra et il ne pourra se prévaloir de son don à la Caisse qu'en cas d'insolvabilité bien constatée des locataires, fermiers ou assureurs : en ce cas, il devra subroger la Caisse

départementale qui ferait le payement de l'indemnité ou du secours dans tous ses droits contre lesdits locataires, fermiers ou tous autres obligés par suite de l'assurance du risque locatif.

CHAPITRE IX

COMPTABILITÉ DU TRÉSORIER

ART. 47. — Les écritures du Trésorier sont assujetties aux règles prescrites pour la comptabilité des établissements publics.

ART. 48. — Aussitôt que le Trésorier a reçu les états nominatifs des dons, constatant le chiffre des quêtes faites dans les communes du département, il remet au secrétaire ces états avec la récapitulation certifiée par lui, des dons par communes, cantons et arrondissements : un double de cette récapitulation reste entre les mains du Trésorier.

ART. 49. — Les mandats de paiement délivrés sur le Trésorier sont signés par le Président ou par tout autre membre du Bureau délégué, et par le Secrétaire. Chaque mandat porte un numéro d'ordre et énonce la date de la délibération qui l'a autorisé. La quittance écrite sans chiffres, au bas du mandat, est signée par l'incendié. Sa signature est légalisée par le Bureau Particulier et visée par le membre du Bureau Central dans l'arrondissement, ou par un membre de la Commission dans l'arrondissement de Châlons délégué à cet effet.

Si la partie prenante ne sait pas signer, la quittance

est signée avec mention, par les membres du Bureau Particulier.

ART. 50. — Les mandats d'indemnité ou de secours sont adressés par le secrétaire au membre du Bureau Central dans l'arrondissement ; celui-ci les remet aux parties prenantes par l'intermédiaire du Maire, et veille à ce que les formalités ci-dessus prescrites soient observées.

ART. 51. — Le compte de l'exercice de chaque année est présenté par le Trésorier au Bureau Central dans les six premiers mois de l'année suivante. Ce compte, avec les pièces justificatives à l'appui, est déposé aux archives du Bureau ; un double, signé par les membres présents à l'apurement du compte, est remis au Trésorier pour sa décharge.

ART. 52. — Le Trésorier remet au Président l'état de situation de la Caisse toutes les fois qu'il en est requis.

Les fonds libres sont placés en rentes sur l'État, ou de toute autre manière que le Bureau Central déterminera, à l'exception de la somme qui sera reconnue nécessaire pour les besoins du service et qui sera placée de manière à rester toujours disponible.

Lorsqu'il y aura lieu d'acheter ou de vendre des rentes pour la Caisse, le Bureau Central fixera la nature et le montant des rentes à acheter ou vendre, et réglera les détails d'exécution pour les achats comme pour les ventes.

ART. 53. — Dans le cas où un mandat n'aurait point été payé dans les cinq ans de la date de sa délivrance, il sera soumis de nouveau au visa du Secrétaire, du membre com-

missaire de l'arrondissement et du Trésorier, avant le paiement qui en serait réclamé.

CHAPITRE X

DISTRIBUTION DE POMPES ET ACCESSOIRES

SUBVENTIONS EN ARGENT

ART. 54. — Outre les indemnités et secours que le Bureau distribue aux incendiés, il donne chaque année, suivant les ressources de la Caisse, et comme primes d'encouragement une ou plusieurs pompes à incendie avec leurs trains et leurs agrès, aux cantons qui ont le plus donné à la quête, relativement à leur population.

Ces pompes sont confiées aux communes des cantons où le Bureau juge le plus utile de les placer dans l'intérêt général.

Tout canton qui a obtenu gratuitement une pompe est mis hors de concours pour cette prime jusqu'à ce que tous les cantons du département l'aient successivement obtenue.

Les communes s'engagent à faire à la pompe ainsi donnée, les réparations nécessaires pour la tenir en état de service continu et à en aider les communes voisines aussi loin que possible.

A défaut par une commune de remplir les obligations ci-dessus, la pompe peut lui être retirée pour être placée dans une autre commune du même canton.

Le Bureau distribue aussi, toujours selon les ressources de la Caisse : 1° des pompes à incendie, à charge par les communes qui les obtiennent de contribuer pour une portion dans leur prix ; 2° des seaux à incendie, des boyaux, des rains, soit gratuitement, soit à prix réduit.

Les pompes et agrès ainsi donnés devront être logés convenablement, entretenus et réparés aux frais des communes.

Le Bureau accorde également aux communes, qui n'ont pas de ressources suffisantes, des subventions en argent pour les aider à acheter des pompes.

CHAPITRE XI

COMPTE PUBLIC DU BUREAU CENTRAL

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

ART. 55. — Chaque année, le Bureau central fait publier par la Commission intermédiaire le compte annuel des recettes et dépenses.

Un exemplaire de ce compte imprimé est adressé à chaque Bureau particulier : des extraits en sont affichés dans toutes les communes, notamment en ce qui concerne les indemnités et les secours.

ART. 56. — Toutes quêtes pour cause d'incendies autres que celles prescrites ou autorisées par le règlement défendues sous les peines prononcées par le Code pénal contre la mendicité. Tout incendié qui a quêté ou profité d'une quête est privé des secours du Bureau.

ART. 57. — Le présent règlement sera inséré au *Recueil des Actes administratifs* de la Préfecture et publié dans le département.

Vu et autorisé l'application du règlement ci-dessus en exécution de la délibération du Conseil général en date du 30 août 1881.

Châlons, le 10 octobre 1882.

Pour le Préfet, en congé,
Le Secrétaire général,

E. RIBIERRE.

Certifié conforme aux originaux :
Le Secrétaire général de la Préfecture,

E. RIBIERRE.

DÉPARTEMENT DE LA MARNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CAISSE DÉPARTEMENTALE
DES INCENDIÉS

CIRCULAIRE A MM. LES MAIRES

NOUVEAU RÈGLEMENT

1889

Châlons, le 28 octobre 1889.

A MM. LES MAIRES DU DÉPARTEMENT.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous adresser le nouveau règlement de la Caisse départementale des Incendiés adopté par le Conseil général, dans sa séance du 1^{er} mai dernier.

Je vous prie de vouloir bien y donner la plus grande publicité afin de permettre aux populations d'apprécier les avantages des nouvelles dispositions de ce règlement.

Je vous transmets à cet effet des placards que vous ferez afficher le plus tôt possible dans les endroits les plus apparents. Le règlement devra en outre être publié.

Je vous recommande, Messieurs, de fournir à vos administrés tous les renseignements qu'ils pourraient demander au sujet de la Caisse départementale, et je compte en cette circonstance sur le concours dévoué que vous n'avez cessé de prêter jusqu'à ce jour à l'œuvre des incendiés.

Agréez, Messieurs, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Préfet de la Marne,
P. GRANET.

RÈGLEMENT

de la Caisse départementale des Incendiés

CHAPITRE PREMIER

RESSOURCES ET BUT DE LA CAISSE

ARTICLE PREMIER. — Les fonds de la Caisse des Incendiés pour le département de la Marne se composent :

1° Du produit des collectes faites annuellement dans toutes les communes du département ;

2° Des subventions et dons qui peuvent être obtenus de l'État, du département, des communes et des particuliers ;

3° Et des intérêts provenant du placement des fonds et restés sans emploi après le règlement des sinistres.

ART. 2. — Ces fonds sont destinés :

1° A indemniser les incendiés des pertes causées par le feu à leur propriétés mobilières et immobilières *existantes dans le département de la Marne inclusivement* et pour lesquelles il a été fait un versement à la Caisse.

La Caisse accorde ces indemnités soit que le sinistre provienne d'un incendie accidentel ou du feu du ciel, soit que le dommage résulte de démolitions ordonnées pour arrêter le progrès de l'incendie.

Elle garantit aussi les dommages résultant de l'explosion et de la chute de la foudre dûment constatée, alors même qu'il n'y aurait pas incendie, mais elle ne répond pas des dégâts causés par les ouragans, les trombes ou par tout phénomène météorologique autre que le feu du ciel ;

2° A secourir les incendiés qui n'ayant fait aucun versement ou n'ayant fait qu'un versement insuffisant, sont notoirement reconnus indigents par le bureau de bienfaisance de leur commune et par le Conseil d'administration de la Caisse ;

3° A accorder les indemnités aux personnes qui ont reçu des blessures en portant des secours dans les incendies, si ces blessures ont occasionné une interruption de travail ;

4° A prêter le concours de la Caisse dans les conditions spécifiées au chapitre 10 ci-après ;

5° A payer les frais d'administration de la Caisse des Incendiés.

CHAPITRE II

ADMINISTRATION DE LA CAISSE

ART. 3. — La Caisse des Incendiés est dirigée par un Conseil d'administration composé des personnes ci-après désignées :

M. le Préfet de la Marne, Président ;

M. le Président de la Commission départementale, Vice-Président ;

MM. les membres de la même Commission ;

M. le Directeur des Contributions directes ;

M. le Secrétaire général de la Préfecture et un conseiller de Préfecture délégué ;

Et MM. les membres actuellement en exercice de la Commission intermédiaire du Bureau central de la Caisse des Incendiés, lesquels ne pourront pas être remplacés.

M. le Trésorier-Payeur général du département est trésorier de la Caisse.

ART. 4. — Il est interdit aux membres du Conseil d'administration de faire partie de l'administration d'une autre Caisse ou de toute autre Société de secours ou d'assurances contre l'incendie opérant dans le département de la Marne.

ART. 5. — M. le Préfet nomme, sur la présentation du Conseil d'administration, et en dehors de ce Conseil :

1° Un Secrétaire-adjoint rétribué et choisi parmi les employés de la préfecture ;

2° Et un agent spécial, domicilié à Châlons, rétribué et chargé de représenter la Caisse des incendiés dans les vérifications et dans les évaluations des pertes, avec le titre de : « Inspecteur expert de la Caisse départementale des Incendiés ».

Les deux agents assistent aux séances, mais avec voix consultative seulement.

Le Conseil d'administration pourra leur adjoindre un ou plusieurs employés pour les aider et au besoin pour les suppléer dans leurs travaux.

Il fixe les émoluments annuels du Secrétaire-adjoint, de

l'Inspecteur-expert, de leurs employés et les remises des comptables qui encaisseront les collectes.

ART. 6. — M. le Préfet, Président du Conseil d'administration, est chargé de l'exécution des décisions de ce Conseil.

ART. 7. — Le Secrétaire-adjoint est dépositaire des registres, états, des procès-verbaux et documents relatifs aux incendies et de tous papiers quelconques concernant l'administration de la Caisse.

ART. 8. — Le Conseil d'administration se réunit autant de fois qu'il est nécessaire sur la convocation du Président. Il nomme pour Secrétaire de chaque séance l'un de ses membres. Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés; en cas de partage, le Président a voix prépondérante. Les délibérations sont signées par tous les membres présents.

Le registre des délibérations est coté et paraphé par le Président.

Les séances se tiennent à l'hôtel de la Préfecture.

ART. 9. — En cas d'absence ou d'empêchement du Président ou du Vice-Président du Conseil d'administration, le plus âgé des membres présents exerce la présidence.

A défaut du Secrétaire, les fonctions en sont remplies par le plus jeune membre.

ART. 10. — Chaque commune du département a un bureau particulier composé du maire ou de l'adjoint, des trois membres du Conseil municipal inscrits les premiers dans l'ordre du tableau, et, en dehors de cette assemblée, des

deux souscripteurs de la commune dont les versements à la Caisse seront les plus élevés.

En cas d'égalité de cotisation, les souscripteurs les plus âgés seront préférés.

Ne pourront faire partie du bureau les représentants dans la localité d'une compagnie d'assurances.

En cas d'empêchement de l'un ou de plusieurs des trois membres du Conseil municipal, les conseillers suivants par ordre d'inscription sur le tableau remplaceront les absents.

La présidence appartient au maire ou à l'adjoint avec voix prépondérante en cas de partage.

Le secrétaire de mairie fait fonction de secrétaire de bureau particulier. Le Conseil d'administration fixe, chaque année, le chiffre d'émoluments à donner au secrétaire de chaque bureau particulier.

ART. 11. — La durée des fonctions des membres du Conseil d'administration et des bureaux particuliers faisant partie d'une assemblée élective, est égale à la durée de leur mandat.

Les fonctions de membre du Conseil d'administration et d'un bureau particulier sont gratuites.

CHAPITRE III

ATTRIBUTIONS DES BUREAUX PARTICULIERS DES COMMUNES

ART. 12. — Les bureaux particuliers, établis dans chaque commune, sont chargés :

- 1° De faire les collectes dans leur commune et d'y rece-

voir les versements de toute espèce offerts pour la Caisse des Incendiés ;

2^e De procéder à l'évaluation des pertes dans les formes et selon les règles prescrites aux chapitres 6 et 8 ;

ART. 13. — Dans les villes, les bureaux particuliers peuvent s'adjoindre, pour faire les collectes, des membres du Conseil municipal ou telles autres personnes notables que M. le Maire désignera.

ART. 14. — Toutes les décisions des bureaux particuliers sont prises à la majorité absolue ; en cas d'égalité de voix, le Président a voix prépondérante.

La présence de trois membres au moins est nécessaire pour la validité de la délibération.

CHAPÎTRE IV

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ART. 15. — Le Conseil d'administration est chargé d'organiser et de diriger toutes les opérations de la Caisse départementale des Incendiés, de suivre toutes les affaires et de correspondre avec qui de droit.

ART. 16. — Il reçoit les avis et les évaluations des sinistres qui lui sont transmis par les bureaux particuliers.

Il reçoit également les rapports, dressés par l'Inspecteur expert de la Caisse, sur les incendies arrivés dans le département, leurs causes connues ou présumées, les pertes qu'ils ont occasionnées, les indemnités et les secours à donner.

ART. 17. — Il fixe le montant des pertes. Il prononce la réduction des indemnités et secours contre les incendies dont les cotisations sont insuffisantes pour couvrir l'intégralité de leurs pertes, et autorise M. le Président à délivrer les mandats.

Avis en est donné de suite par la Préfecture aux intéressés.

ART. 18. — Toute réclamation doit, à peine de déchéance, être adressée à M. le Président, dans le mois de l'avis dont il vient d'être parlé.

Cette déchéance ne sera jamais réputée comminatoire.

ART. 19. — Le Conseil d'administration statue sur les difficultés que les sinistrés ont fait naître et sur les réclamations qu'ils peuvent soulever quel qu'en soit l'objet, sauf recours par ceux-ci à l'assemblée générale.

Ce recours devra, sous peine de déchéance, être adressé à M. le Président de cette assemblée dans le mois de l'avis donné, à la partie intéressée, de la décision du Conseil d'administration.

ART. 20. — Il adjuge les primes de pompes à incendie et détermine le placement de ces pompes.

Il délibère sur la distribution des autres primes et subventions spécifiées au chapitre 10.

ART. 21. — Il reçoit et arrête les comptes que le trésorier lui rend chaque année de ses recettes et dépenses.

Il ordonne la publication des comptes annuels.

ART. 22. — Il délibère sur les dispositions, modifications

et améliorations réglementaires que le bien de la Caisse peut exiger.

CHAPITRE V

COLLECTES ANNUELLES

ART. 23. — Chaque année, dans le mois de novembre, les bureaux particuliers font, dans leurs communes, les collectes générales destinées à indemniser ou secourir les pertes résultant des incendies de l'année suivante, dans le département.

Ces collectes sont annoncées à l'avance, par les soins de MM. les Maires, qui communiqueront, sans déplacement, le règlement de la Caisse départementale, dont un extrait sera imprimé en tête des listes de collectes.

Chaque bureau particulier établit une liste où sont exactement inscrits, par ordre de numéros, sans surcharge ni interligne, les noms, prénoms, surnoms, qualités et professions des souscripteurs, le montant de leurs cotisations.

ART. 24. — La liste des collectes est faite dans chaque commune en double exemplaire, arrêtée et signée par les membres du bureau particulier et par les personnes désignées pour faire la collecte.

Un des exemplaires reste entre les mains du bureau particulier; l'autre, certifié par ce bureau, est remis dans le courant de décembre, au plus tard, avec le produit entier de la collecte, savoir : pour les communes de l'arrondissement de Châlons, à Châlons, au Trésorier-Payeur général

du département, Trésorier de la Caisse, et pour les communes des autres arrondissements aux receveurs particuliers et aux receveurs municipaux.

Il n'est admis aucune explication contraire à ce qui est écrit et chiffré sur la liste.

Tout souscripteur peut faire écrire sur la liste d'inscription de son versement les explications et conditions qu'il juge convenables, ainsi que toutes indications de meubles et d'immeubles.

Il a de plus la faculté, si elles sont étendues, de les produire sur des bulletins spéciaux déposés dans chaque mairie.

Ces bulletins, dont les totaux figureront sur les listes des collectes dans la colonne d'émargement de chaque souscripteur, seront rédigés en double exemplaire, signés par le souscripteur et par les membres du bureau particulier et annexés à chacune des deux listes de collectes.

Mais, dans le cas où ces explications, conditions et indications seraient contraires au règlement, elles ne produiront aucun effet; elles seront considérées comme non avenues, et la cotisation sera remboursée.

ART. 25. — Le versement n'est applicable qu'aux propriétés mobilières et immobilières existant dans la commune au moment de la collecte, *à moins que le souscripteur n'ait déclaré, lors de cette collecte, le faire porter spécialement, en tout ou en partie, sur telle ou telle autre desdites propriétés.*

De plus, si le souscripteur possède des propriétés hors

de cette commune, mais dans le département, et s'il veut y appliquer aussi son versement, *il doit le déclarer formellement et indiquer quelle partie de ce versement il entend affecter à chacune de ces propriétés, ainsi que la nature des dites propriétés.*

Enfin, si en déclarant qu'il entend assurer toutes ses propriétés dans le département, le souscripteur ne fait aucune indication spéciale, ses bâtiments, son mobilier, ses récoltes, en un mot *tout* est couvert par sa cotisation si elle est suffisante : Quel que soit dans le département le lieu de la situation des bâtiments, et que le mobilier et les récoltes se trouvent chez lui ou dans un autre bâtiment, dans sa commune ou dans tout autre département, sur des haies, en meules, au dehors ou rentrées et même en voiture, ou dans tout autre endroit non prévu, sauf les restrictions portées au tarif, notamment en ce qui concerne les meules et les cas prévus n° 29, article 34.

Les pertes éprouvées hors du département ne sont admises ni aux indemnités, ni aux secours.

CHAPITRE VI

VERSEMENTS SPÉCIAUX, ETC.

ART. 26. — Le versement sur les biens soumis à un usufruit ou à une jouissance légale assimilée à un usufruit, porte sur la nue-propriété et sur l'usufruit tout à la fois ; ce versement, par quelque personne qu'il soit fait, doit être spécial et inscrit sur la liste des collectes avec déclaration

explicative; faute de déclaration, il est applicable seulement aux autres biens que le souscripteur possède dans la commune et dans le département, selon l'importance du versement.

En cas d'incendie, l'indemnité est liquidée comme pour tout autre bien et ordonnancée par un seul mandat au profit du nu-propriétaire et de l'usufruitier; elle appartient au premier en nue-propriété et au second en usufruit.

Les difficultés qui pourraient s'élever entre eux sur le placement et la conservation du capital sont réglées par les tribunaux, sans que la Caisse des Incendies puisse jamais être mise en cause.

ART. 27. — En cas d'indivision entre divers propriétaires, soit de bâtiments, soit de biens-meubles, le versement fait par un des copropriétaires ne profite qu'à lui seul, et pour sa part dans la propriété, à moins de déclaration contraire, et en faisant connaître nominativement tous les copropriétaires.

Ces déclarations sont soigneusement inscrites sur la liste des collectes dans une colonne à ce destinée.

ART. 28. — Toute personne peut faire un versement en faveur d'autrui, et l'individu, désigné *nominativement* ou par l'emploi qu'il remplit auprès du déclarant pour en profiter, reçoit, en cas d'incendie, la même indemnité que s'il eût fait lui-même le versement.

Si le propriétaire d'un immeuble hypothéqué n'a fait aucun versement à la Caisse et s'il en est fait un par un créancier hypothécaire, avec application spéciale sur cet

immeuble, le créancier reçoit l'indemnité de la Caisse, en déduction ou jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû, le propriétaire prévenu et dûment appelé, mais le tout conformément à la règle établie à l'article 44.

La Caisse reçoit de tout intéressé des versements pour couvrir le risque dit : *recours du voisin*, résultant des articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil ;

Les locataires ou fermiers peuvent aussi faire un versement en vue du *risque locatif* auquel ils sont soumis par la loi (art. 1733 et 1734 du Code civil) ;

Mais dans tous les cas prévus sous le présent article 28, une déclaration spéciale doit être consignée par écrit sur la feuille des collectes.

Les indemnités auxquelles les assurés contre le recours du voisin et contre le risque locatif peuvent avoir droit, sont réglées comme celles des autres souscripteurs, mais sans qu'elles puissent jamais excéder la perte subie par le voisin ou par le propriétaire.

Les versements faits par des tuteurs autres que les pères et mères, ne seront applicables aux mineurs qu'autant que ceux-ci sont désignés nominativement sur la feuille de collectes ; à défaut de désignation, les versements ne profitent qu'aux personnes qui les ont faits.

ART. 29. — Il n'est reçu aucun versement applicable à des salles de spectacles, ateliers d'artificiers, filatures de laine et de coton, moulins mus par l'eau *ayant plus de deux paires de meules*, non plus qu'aux bâtiments contigus et dépendant des ateliers ou usines ci-dessus désignés.

La même exclusion s'applique aux marchandises et objets mobiliers y renfermés.

Lorsque, même hors des cas prévus par le présent article, un bâtiment, par ses vices de construction, présente des dangers particuliers d'incendie, lorsque les précautions propres à prévenir le feu sont habituellement négligées, lorsqu'enfin il existe des circonstances quelconques de nature à compromettre les intérêts de la Caisse, le Conseil d'administration peut refuser la cotisation du propriétaire. Dans aucun cas, il ne fait connaître le motif du refus. Le versement est alors rendu au souscripteur à quelque époque de l'année que ce soit.

Lorsqu'un versement portant sur un groupe de risques réunis couvrira, d'après le tarif, une somme de plus de 100.000 francs, il ne produira d'effet qu'après avoir été agréé par le Conseil d'administration.

ART. 30. — A toute époque de l'année et en dehors de la collecte annuelle de novembre, des versements ou complément de versement peuvent être faits, par l'entremise des maires, soit dans les caisses des receveurs municipaux et des receveurs particuliers ; soit directement à M. le Trésorier-Payeur général.

Ces versements partiels sont mentionnés sur la feuille de collectes qui se trouve dans chaque mairie.

ART. 31. — La garantie de la Caisse départementale est d'une année, du 1^{er} janvier au 31 décembre inclus.

Cependant, dans le courant de l'année, on peut verser, pour la partie qui en reste à courir, et, sur le versement

annuel, il est fait remise d'autant de fois le quart de ce versement qu'il y a de trimestres écoulés.

Ainsi, pour les assurances faites avant le 31 mars, on doit l'année entière ; pour celles qui courent du 1^{er} avril, les trois quarts du versement ; du 1^{er} juillet, la moitié ; du 1^{er} octobre, le quart, le tout selon le tarif de l'article 34 :

Les versements ainsi opérés n'ont d'effet qu'à compter du surlendemain, à midi, de la date des visas et jusqu'au 31 décembre inclus, de l'année dans laquelle ils sont faits.

L'effet des versements qui auront lieu dans le cours de l'année aux conditions du présent article et du précédent, ne produira de garantie que si, par le plus prochain courrier, la Préfecture est avisée de ces versements.

ART. 32. — Le Conseil d'administration devra être prévenu par les Maires de toute cotisation dépassant 15 francs dans les villes et 20 francs ailleurs.

ART. 33. — Avant de transférer son domicile ou de transporter son mobilier dans une autre commune, le souscripteur doit en faire la déclaration devant le bureau particulier qui a reçu le versement.

En cas de mutation de propriétés bâties par vente, décès ou autrement, les nouveaux propriétaires sont de droit subrogés dans le bénéfice de la cotisation faite pour ces biens, à moins d'une déclaration contraire faite dans les dix jours de la mutation aussi devant le bureau particulier.

Ces déclarations sont transmises à la Préfecture, qui en donne récépissé au maire chargé de le remettre à l'intéressé.

CHAPITRE VII

TARIF DES VERSEMENTS

ART. 34. — Les bâtiments sont divisés en cinq classes :

- | | |
|--|--|
| 1 ^{re} classe. — Bâtiments construits entièrement en pierres, briques ou moellons | } couverts en tuiles, ardoises ou métaux |
| 2 ^e classe. — Bâtiments de construction mixte où les pierres, briques ou moellons dominant . . . | |
| 3 ^e classe. — Bâtiments de construction mixte où le bois domine | |
| 4 ^e classe. — Bâtiments construits entièrement en bois hourdé (1), couverts en tuiles, ardoises ou métaux. | |
| 5 ^e classe. — Bâtiments de construction quelconque couverts en bois, chaume ou roseaux, ou carton bitumé, en tout ou en partie. | |

En conséquence, quiconque veut couvrir la totalité de ses propriétés bâties ou mobilières sujettes à incendie, doit faire à la Caisse un versement dans les proportions indiquées au tableau suivant :

1. Les bâtiments en bois, quoiqu'ils aient leurs bases et leurs cheminées en pierres ou briques, ou craie ou carreaux de terre, sont de la quatrième classe ; pour qu'ils soient de la troisième classe, il faut qu'en outre des cheminées, il y ait des parties de murs en pierre, ou briques, ou craie, ou carreaux de terre, s'élevant au moins jusqu'au premier étage.

N° d'ordre	NATURE DES VALEURS A COUVRIR	VERSEMENT PAR MILLE FRANCS pour un an				
		1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	3 ^e cl.	4 ^e cl.	5 ^e cl.
	Première section					
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1	Dans toutes les villes et communes, les bâtiments et édifices départementaux ou communaux, affectés à un service public, <i>sans logement</i> , les églises, chapelles publiques, halles, lavoirs couverts.....	0 20	0 30	0 40	0 80	1 »
2	Bâtiments avec logements ..	0 25	0 40	0 60	1 20	1 50
3	Mobilier et matériel appartenant au département, aux communes ou aux fabriques, dans les bâtiments sans logement.....	0 45	0 65	0 90	1 50	2 »
4	Mobilier ordinaire, linge, vêtements, chevaux appartenant aux personnes logées dans des bâtiments.....	0 70	0 90	1 20	2 »	2 50
5	Grains, récoltes et fourrages.....	1 »	1 25	2 »	3 »	3 50
	Deuxième section					
	Dans les villes, chefs-lieux d'arrondissements et dans les communes d'une population agglomérée de plus de 2.000 âmes, munies de deux pompes à incendie au moins, excepté les hameaux et les fermes séparés de ces communes et distancés de plus de 1.000 mètres :					
6	Bâtiments.....	0 25	0 35	0 70	1 25	2 »
7	Mobilier ordinaire, chevaux, bestiaux, instruments de culture, outils, utensiles.....	0 70	0 90	1 20	2 »	3 »
8	Grains, fourrages, marchandises.....	1 »	1 40	2 »	3 »	4 »
9	Affineur de chanvre, allumettes chimiques (march. d'), aubergiste, bains publics, boisselier, boulanger, cabaretier, cafetier, charron (atelier de), chevaux (march. et loueur), corroyeur, couleurs (march. de), ébéniste, épicier, fourrages (march. de), grainetier, imprimeur, lampiste, li-					
	Bâtiments ..	0 50	0 75	1 20	2 25	3 »
	Mobilier ordinaire...	1 »	1 25	2 »	2 50	3 50

N ^{os} d'ordre	NATURE DES VALEURS A COUVRIR	VERSEMENT PAR MILLE FRANCS pour un an				
		1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	3 ^e cl.	4 ^e cl.	5 ^e cl.
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
9 <i>suite</i>	quoriste, lithographe, logeur en garni, menuisier (atel. de), pharmacien, plombier, poste aux chevaux, relieur, roulage (commissionn. de), sellier-carross., tonnelier, tourneur, traiteur, vannier, voitures publiques (entrepreneur de)... Grains, fourrages et marchandises.....	1 25	1 50	2 25	3 »	4 50
10	Marchandises en magasin de : albâtres, broderies, chanvre, cristaux, drogueries, estampes, faïences, fleurs artificielles, glaces, horlogerie, instruments de musique, lin, librairie, modes, musique, parfumerie, pharmacie, plumes, porcelaines, verrerie.....	1 25	1 50	2 25	3 »	5 »
Troisième section						
Dans toutes les communes munies d'une pompe à incendie, excepté les hameaux et fermes qui en sont séparés de plus de 1,000 mètres :						
11	Bâtiments.....	0 40	0 60	1 25	2 25	3 »
12	Mobilier ordinaire, chevaux, bestiaux, etc.....	0 85	1 10	1 50	2 50	3 50
13	Grains, fourrages et marchandises...	1 25	1 50	2 »	3 »	4 »
14	Professions et marchandises désignées en la 2^e section, n^{os} 9 et 10 ci-dessus. Bâtiments.. Mobilier ordinaire... Grains, fourrages et march...	0 60	0 80	1 75	2 50	3 50
		1 »	1 50	2 »	3 »	4 »
		1 50	2 »	2 50	3 50	5 »
Quatrième section						
Dans toutes les autres communes non munies de pompes à incendie, ainsi que dans les hameaux et fermes dépendant des 2 ^e et 3 ^e sections :						
15	Bâtiments.....	0 60	0 80	1 50	2 50	3 50

N ^{os} d'ordre	NATURE DES VALEURS A COUVRIR	VERSEMENT PAR MILLE FRANCS pour un an									
		1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	3 ^e cl.	4 ^e cl.	5 ^e cl.					
		fr.	fr.	fr.	fr.	fr.					
16	Mobilier ordinaire, chevaux, bestiaux.....	1	»	1 20	2	»	3	»	4	»	
17	Grains, fourrages, marchandises....	1 50	2	»	2 50	3	50	4	50		
18	Professions et marchandises désignées en la 2 ^e section, n ^{os} 9 et 10 ci-dessus.	Bâtiments ..	0 75	1	»	2	»	2 75	5	»	
		Mobilier ordinaire....	1 25	1 70	2 25	3 25	5	50			
		Grains, fourrages et march....	1 75	2 50	2 75	3 75	6	»			
Cinquième section											
Dans toutes les communes, fabriques et usines, bâtiment, mobilier et marchandises, sans distinction :											
19	Apprêts de tissus de coton, bois (magasin de), bougies (fabrique de), brasserie, chandelles (fabrique de), chapeaux (fabrique de), charbon (magasin de), cierges (fabrique de), clouterie, confiserie, distillerie, draps (fabrique de), fonderie, forge, foulons, gazomètre, huilerie, machines et mécaniques (fabrique et ajustage de), pianos (facteur de), orgues, poudre (débit de), suif (fonte de), tannerie, teinturerie avec séchoir à froid, tréfilerie, vinaigrerie.	1 25	1 75	2 25	3	»	4	50			
20	Machines à vapeur fixes, moulin à blé, mu par l'eau, avec une ou deux paires de meules au plus.....	1 50	2	»	2 50	3 50	5	»			
21	Moulin à vent, locomobile à vapeur, machine à battre ambulante.....	4	»	5	»	6	»	7	»	8	»
22	Faïencerie, four à chaux, poterie, tuilerie, verrerie.....	3	»	4	»	5	»	6	»	9	»
23	Halle à charbon de forges, scierie, teinturerie avec séchoir à chaud, fabrique de vermicelle.....	3 25	4 50	6	»	9	»	10	»		
24	Papeterie {	à l'ancien procédé.....	3	»	4 25	5 50	8	»	10	»	
		à la mécanique.....	5	»	6	»	7	»	8	»	
		magasin de chiffons, séparés des papeteries....	5	»	6	»	7	»	8	»	
25	Amidonnerie, fabrique de noir, féculerie, moulin à tan.....	5	»	6	»	7	»	8	»	10	»

N ^{os} d'ordre	NATURE DES VALEURS A COUVRIR			
	Récoltes en meules, hors des bâtiments, 4 fr. par mille francs, et approvisionnement de bois à ciel ouvert près des usines, 5 fr. par mille francs. <i>La Caisse départementale garantit les dommages d'incendie sur meules, à raison de quatre francs par mille francs. Cette garantie est de six mois : du 1^{er} juillet au 31 décembre, époque ordinaire pendant la durée de laquelle sont confectionnées, dans les champs, en dehors des habitations, les meules de toute nature.</i> <i>Cependant, les meules non rentrées dans les bâtiments au 31 décembre de l'exercice en cours, continueront à être garanties pendant l'exercice suivant, mais à la condition que le propriétaire devra en faire la déclaration et en même temps verser un supplément basé sur le quart du tarif, pour chaque trimestre, c'est-à-dire à raison de un franc par mille francs garantis pour chaque durée de trois mois, sans préjudice de l'application du paragraphe 3 de l'article 25.</i> <i>En outre, les meules de pailles battues et autres, confectionnées à toute époque de l'année, seront aussi garanties aux mêmes conditions et toujours sous la réserve de la déclaration préalable à la Mairie, et, le cas échéant, de l'application du paragraphe 3 de l'article 25.</i>			
27	Risque locatif résultant des articles 1733 et 1734 du Code civil, mais seulement sur bâtiment assuré à la Caisse départementale, moitié du versement fixé pour ce bâtiment, mais pas au-dessous de 10 centimes par mille francs. Le locataire qui n'occupe qu'une partie des bâtiments, peut se borner à couvrir une valeur égale à 15 fois son loyer annuel, mais alors la Caisse n'est tenue que de payer jusqu'à concurrence de cette valeur.			
28	<table><tr><td>Explosion du gaz servant à l'éclairage, aux usages domestiques et à l'industrie.</td><td> Sur bâtiment, 5 centimes par mille francs, en sus du versement couvrant ledit bâtiment. Sur mobilier ordinaire, grains et fourrages, 15 centimes par mille francs, en sus du versement couvrant lesdits objets. Sur marchandises, fabriques, usine et leur contenu, 30 centimes par mille francs, en sus du versement couvrant lesdites valeurs. </td><td>mais seulement sur bâtiments assurés à la Caisse.</td></tr></table>	Explosion du gaz servant à l'éclairage, aux usages domestiques et à l'industrie.	Sur bâtiment, 5 centimes par mille francs, en sus du versement couvrant ledit bâtiment. Sur mobilier ordinaire, grains et fourrages, 15 centimes par mille francs, en sus du versement couvrant lesdits objets. Sur marchandises, fabriques, usine et leur contenu, 30 centimes par mille francs, en sus du versement couvrant lesdites valeurs.	mais seulement sur bâtiments assurés à la Caisse.
Explosion du gaz servant à l'éclairage, aux usages domestiques et à l'industrie.	Sur bâtiment, 5 centimes par mille francs, en sus du versement couvrant ledit bâtiment. Sur mobilier ordinaire, grains et fourrages, 15 centimes par mille francs, en sus du versement couvrant lesdits objets. Sur marchandises, fabriques, usine et leur contenu, 30 centimes par mille francs, en sus du versement couvrant lesdites valeurs.	mais seulement sur bâtiments assurés à la Caisse.		
29	Le versement pour les récoltes en meules, les approvisionnements de bois près les usines, le risque locatif de l'explosion du gaz, doit être inscrit sur la liste avec déclaration explicative; faute de désignation spéciale inscrite sur la liste, le versement ne sera applicable qu'aux autres risques du souscripteur, toujours sans préjudice de l'application du paragraphe 3 de l'article 25.			

N ^{os} d'ordre	NATURE DES VALEURS A COUVRIR
30	Pour les professions, fabriques et usines désignées ci-dessus, si les bâtiments où s'exerce l'industrie ne sont contigus à aucun autre, ou s'ils en sont séparés par des murs en pierre allant du sol au-dessus de la toiture, sans aucune ouverture intérieure, le versement fixé pour l'industrie n'est exigé que pour ces bâtiments et leur contenu; mais s'il y a contiguïté et communication, ou séparation autre que par un mur en pierre, le versement fixé pour l'industrie est exigé pour tous les bâtiments contigus appartenant au même propriétaire, et pour tout ce qu'ils renferment.
31	Lorsqu'un versement portant sur un groupe de risques réunis couvrira, d'après le tarif, une somme excédant 100.000 francs, il ne produira d'effet, conformément à l'article 29 ci-dessus, qu'après avoir été agréé par le Conseil d'administration. Le souscripteur devra veiller à ce que le maire en informe le secrétaire de la Caisse.
32	Les assurances à la Caisse sont d'une année, du 1 ^{er} janvier au 31 décembre inclus. Cependant des versements peuvent être faits dans le courant de l'année, soit entre les mains du Trésorier du Bureau central à Châlons, soit chez les Receveurs particuliers des finances dans les autres arrondissements, soit chez les Receveurs municipaux, le tout par l'entremise des Maires. (Art. 31 du Règlement.)
33	C'est sur la valeur réelle au moment de l'incendie et non au moment où le versement est fait, que se règle l'indemnité. Celle-ci est alors proportionnelle et fixée d'après le montant des pertes comparées avec le versement effectué et celui qui aurait dû être fait pour couvrir la totalité de ce qui était susceptible d'être détruit par l'incendie. Si le versement est inférieur aux proportions indiquées dans le tarif, l'indemnité est réduite au prorata.
34	Les bâtiments, sol déduit, et le mobilier sont estimés d'après leur valeur vénale au moment de l'incendie, les grains, récoltes et fourrages sont évalués au cours du jour de l'incendie, déduction faite des frais nécessaires, pour en convertir la valeur en argent. Les marchandises fabriquées sont également estimées à leur valeur vénale au moment de l'incendie, mais sans que leur évaluation puisse excéder leur prix de revient ou d'achat.
35	La Caisse assure le risque dit : <i>Recours au voisin</i> , moyennant un quart de la cotisation que le voisin devrait payer (art. 1382, 1383 et 1384 du Code civil), mais seulement dans le cas où les bâtiments du voisin seront assurés à la Caisse départementale.

CHAPITRE VIII

MODE DE CONSTATATION DES PERTES

FIXATION DE CES PERTES ET PAYEMENT DES INDEMNITÉS OU SECOURS

ART. 35. — Quand un incendie éclate dans une commune, le maire ou l'incendié en donne aussitôt avis au Président par la voie de la Préfecture.

Lorsque l'événement n'aura pas été dénoncé dans le mois de sa date, au secrétariat de la Caisse départementale, aucune réclamation pour pertes ne sera admise. Cette disposition ne sera jamais réputée comminatoire.

ART. 36. — Immédiatement après l'incendie, le maire fera dresser par l'incendié, dans l'ordre indiqué par le modèle envoyé dans toutes les communes, la déclaration détaillée de ses pertes, tant en bâtiments que mobilier, récoltes, etc., avec l'estimation de chaque objet.

Dans un autre état et selon le même ordre, l'incendié doit faire connaître, sans omission, la désignation et l'estimation de tous les objets formant le sauvetage intact et avarié, afin de déterminer au moment du sinistre l'existence et la valeur de tous les objets assurés.

En cas de pertes de récoltes, l'incendié indique en outre :

1° La contenance de chaque nature de propriétés exploitées par lui : 2° le terme moyen du produit par hectare de ces mêmes propriétés lors de la dernière récolte.

Cette déclaration détaillée, certifiée sincère et véritable

par l'incendié et revêtue de sa signature, s'il sait signer, est déposée à la mairie.

Art. 37. — Le Bureau particulier, convoqué par M. le Maire, vérifie et arrête chacun des articles de la déclaration après avoir demandé à l'incendié les renseignements qu'il juge utiles pour arriver à la connaissance exacte de la vérité.

Il exigera que l'incendié, *pour lequel un sinistre ne doit jamais être une cause de bénéfice*, justifie par tous les moyens possibles de l'existence, avant l'incendie des bestiaux, instruments aratoires, mobilier, marchandises, denrées, etc., incendiés et de leur valeur. Il devra, dans l'évaluation des pertes en grains, fourrages et autres matières fongibles, défalquer ce qui aura été prélevé pour semence ou tout autre emploi, par consommation ou vente.

Le procès-verbal du Bureau particulier est rédigé immédiatement et signé par les membres présents.

Il indique nécessairement :

1° La cause connue ou présumée de l'incendie et tous les autres renseignements recueillis sur l'événement ;

2° Les noms, prénoms, demeures et professions des incendiés, le montant du versement et son numéro d'ordre sur la feuille de collectes ;

3° Le genre de construction et de couverture des bâtiments selon la classification établie en l'article 34 et en cas d'indivision la quotité appartenant à chaque propriétaire ;

4° La désignation et l'estimation de la valeur réelle au moment de l'incendie, déduction faite du sol de tous les

bâtiments incendiés ou non incendiés auxquels s'applique le versement, avec l'évaluation des matériaux conservés dans les bâtiments détruits et celle des dégradations sont estimées eu égard à la diminution de la valeur effective qu'elles ont causée aux bâtiments et non aux frais de réparation ou de reconstruction qu'elles peuvent nécessiter ;

5° Le résultat de la déclaration détaillée prescrite pour le mobilier par l'article 35, en distinguant la somme des objets brûlés ou détruits et la somme de ceux conservés ; le tout de telle sorte que l'évaluation générale des bâtiments et du mobilier auxquels s'applique le versement se retrouve dans les deux évaluations cumulées des biens incendiés et de ceux non incendiés ;

6° Le montant, et séparément pour chacune d'elles, des contributions de toute nature à la charge de chaque incendié dans la commune même, soit ailleurs ;

7° La quantité de bestiaux ou animaux de toute nature existant dans l'exploitation rurale ;

8° Les ressources de chaque incendié et toutes les observations qui peuvent servir à l'appréciation exacte de sa position ;

9° Si des collectes particulières ont été faites ou non, au profit d'un ou plusieurs incendiés ;

10° S'il y a assurance, par une Compagnie, du bâtiment comme du mobilier, ou des deux natures de propriétés réunies sous le même numéro, l'incendié devra fournir en communication la police et toutes les pièces concernant

l'assurance: adhésions, propositions d'assurances, avenants, quittances, correspondance, etc.

ART. 38. — Le Bureau particulier reçoit et apprécie les déclarations de l'incendié : celui-ci peut être appelé pour répondre aux différentes questions que le Bureau particulier juge utile de lui faire; mais l'incendié ne peut, dans aucun cas, être présent lorsqu'il s'agit d'arrêter l'évaluation de ses pertes.

Immédiatement après l'accomplissement de ces opérations, la déclaration de l'incendié et le procès-verbal du Bureau particulier sont transmis à M. le Préfet par la voie administrative.

Si le Président et le Secrétaire-adjoint croient nécessaire que l'Inspecteur-Expert de la Caisse départementale soit envoyé sur les lieux, les pièces sont remises sans délai à cet Inspecteur-Expert qui avise le Bureau particulier du jour où il se transportera dans la commune.

ART. 39. — Au jour indiqué, l'Inspecteur-expert, après avoir entendu, s'il le juge convenable, l'incendié sur les lieux, et conféré avec le Bureau particulier de la commune ou les membres présents, donnera son avis motivé sur les vérifications et évaluations des pertes.

Il fait, sans retard, la remise de toutes les pièces au Secrétaire-adjoint qui, après avoir pris l'avis du Président, convoque le Conseil d'administration pour régler les pertes.

ART. 40. — Le Conseil d'administration, réuni au jour indiqué par le Président, entend le rapport du Secrétaire-adjoint, qui lui soumet toutes les pièces et tous les procès-

verbaux relatifs à l'incendie ; puis, après examen et discussion, il arrête définitivement les pertes essuyées par chaque incendié et délibère une indemnité proportionnée à sa cotisation, ou fixe le secours à accorder conformément aux articles 1 et 2 du règlement.

Il fixe les indemnités dues à l'Inspecteur-Expert.

ART. 41.— Ne donnent lieu à aucune indemnité les pertes consistant :

En titre de toute nature, lingots et monnaies d'or, d'argent ou de billon.

En bois non exploités et récoltes de toute nature non encore coupées.

En arbres, arbustes et plantes d'agrément dans l'intérieur des jardins.

L'argenterie, les pierreries, perles fines, bijoux, tulles, dentelles, cachemires, tableaux, statues, médailles et autres objets de collections rares et précieuses, peuvent être assurés, à la condition que le traité sera débattu préalablement entre le Conseil d'administration et le propriétaire.

La Caisse ne répond, dans aucun cas, des objets perdus ou volés ni des risques de guerre étrangère, civile ou émeute.

ART. 42.— Cependant, les récoltes coupées dans les champs et non rentrées, les bois exploités mais encore gisant sur le sol de l'exploitation, ou transportés dans des chantiers hors de l'enceinte des bâtiments et à ciel ouvert, d'une part, et d'autre part les arbres fruitiers, les plantes, les légumes, les racines, les clôtures vives ou sèches se trouvant dans des jardins et enclos contigus aux habitations,

seront compris, le cas échéant, dans les évaluations des pertes, si les cotisations sont suffisantes.

ART. 43.— L'incendié qui n'a rien versé à la collecte, n'a droit ni à indemnité ni à secours ; sont exceptés, les indigents reconnus tels par l'Administration de la Caisse, sur la production d'un certificat délivré par le Président du Bureau de Bienfaisance de la commune, constatant que l'incendié était inscrit sur l'état des personnes secourues dans l'année qui a précédé l'incendie, et dans l'année de l'incendie.

A défaut de Bureau de Bienfaisance, ce certificat devra être délivré par le Percepteur et par le Maire.

ART. 44. — Celui qui, après avoir fait assurer tout ou partie de ses propriétés mobilières et immobilières par une compagnie, fait ensuite un versement à la Caisse départementale, ne reçoit d'indemnité que pour la partie de sa perte non couverte par la Compagnie d'assurance.

Et celui qui, après avoir fait un versement à la Caisse, se fait ensuite assurer par des assureurs quelconques, pour les risques déjà couverts par la Caisse, ne peut plus rien réclamer ; toute cession au profit de ces assureurs contre la Caisse est nulle et ne peut produire aucun effet.

ART. 45. — S'il y a lieu à recours à cause du risque locatif, conformément aux articles 1733 et 1734 du Code civil, contre les locataires ou fermiers ou contre des Compagnies d'assurances, le propriétaire qui aura fait un versement aux collectes devra préalablement exercer ses droits contre qui il appartiendra, et il ne pourra se prévaloir de son ver-

sement à la Caisse qu'en cas d'insolvabilité bien constatée des locataires, fermiers ou assureurs ; en ce cas, il devra subroger la Caisse départementale qui ferait le paiement de l'indemnité ou du secours dans tous ses droits contre lesdits locataires, fermiers ou tous autres obligés par suite du risque locatif.

Au surplus, tout assuré qui, par un acte quelconque, met la Caisse départementale dans l'impossibilité d'exercer son recours contre les auteurs ou les personnes responsables d'un sinistre, perd, par cela même, tout droit à indemnité.

ART. 46. — Enfin le Conseil d'administration pourra, chaque fois qu'il le jugera convenable, faire assister tout souscripteur par l'Inspecteur-expert de la Caisse, pour défendre les droits de ce souscripteur vis-à-vis des autres Compagnies d'assurances, qu'il s'agisse du risque locatif, du recours du voisin, du cas prévu dans le paragraphe 1^{er} de l'article 44 ci-dessus, ou de toute autre circonstance d'intérêts opposés à débattre.

CHAPITRE IX

COMPTABILITÉ DU TRÉSORIER

ART. 47. — Toutes les opérations de recettes et de dépenses doivent être exclusivement faites par le Trésorier, seul chargé de la comptabilité.

ART. 48. — Aussitôt que le Trésorier a reçu les états nominatifs des versements constatant le chiffre des collec-

tes faites dans les communes du département, il remet au secrétaire-adjoint ces états avec la récapitulation certifiée par lui, des versements par communes, cantons et arrondissements; un double de cette récapitulation reste entre les mains du Trésorier.

ART. 49. — Les mandats de paiement délivrés sur le trésorier sont signés par le Président ou par tout autre membre du Conseil d'administration délégué. Chaque mandat porte un numéro d'ordre et énonce la date de la délibération qui l'a autorisé. La quittance écrite sans chiffres, au bas du mandat, est signée par l'incendie.

Si la partie prenante ne sait signer, la quittance est signée par deux témoins pour les sommes ne dépassant pas 150 francs, et au delà elle est donnée par acte notarié.

ART. 50. — Les mandats d'indemnité ou de secours sont adressés par M. le Préfet aux parties prenantes par l'intermédiaire du Maire.

ART. 51. — Le compte de l'exercice de chaque année est présenté par le trésorier au Conseil d'administration dans les trois premiers mois de l'année suivante. Ce compte, avec les pièces justificatives à l'appui, est déposé aux archives de la Caisse; un double, signé par les membres du Conseil d'administration présents à l'apurement du compte, est remis au trésorier pour sa décharge.

ART. 52. — Le trésorier remet au président l'état de situation de la Caisse toutes les fois qu'il en est requis.

Les fonds libres sont placés en rentes sur l'État, ou de toute autre manière que le Conseil d'administration déter-

minera, à l'exception de la somme qui sera reconnue nécessaire pour les besoins du service et qui sera placée de manière à rester toujours disponible.

Lorsqu'il y aura lieu d'acheter ou de vendre des rentes pour la Caisse, le Conseil d'administration fixera la nature et le montant des rentes à acheter ou à vendre, et règlera les détails d'exécution pour les achats comme pour les ventes.

ART. 53. — Tout mandat qui n'aurait point été présenté à la Caisse du comptable chargé du paiement avant le 30 avril de l'année qui suit celle du mandatement sera annulé.

L'ayant-droit ne pourra recevoir le montant de sa créance qu'après en avoir obtenu le réordonnancement.

CHAPITRE X

DISTRIBUTION DE POMPES ET ACCESSOIRES

SUBVENTIONS EN ARGENT

ART. 54. — Outre les indemnités et secours que le Conseil d'administration distribue aux incendiés, il donne chaque année, suivant les ressources de la Caisse et comme primes d'encouragement, une ou plusieurs pompes à incendie avec leurs trains et leurs agrès, aux cantons qui ont, relativement à leur population, le plus versé aux collectes.

Ces pompes sont confiées aux communes des cantons

où le Conseil d'administration juge le plus utile de les placer dans l'intérêt général.

Tout canton qui a obtenu gratuitement une pompe, est mis hors de concours pour cette prime jusqu'à ce que tous les cantons du département l'aient successivement obtenue.

Les communes s'engagent à faire à la pompe ainsi donnée les réparations nécessaires pour la tenir en état de service continuuel, et à en aider les communes voisines, aussi loin que possible.

A défaut par une commune de remplir les obligations ci-dessus, la pompe peut lui être retirée pour être placée dans une autre commune du même canton.

Le Conseil d'administration distribue aussi, toujours selon les ressources de la Caisse : 1° des pompes à incendie, à charge par les communes qui les obtiennent, de contribuer pour une portion dans leur prix ; 2° des seaux à incendie, des tuyaux, des trains, soit gratuitement, soit à prix réduit.

Les pompes et agrès ainsi donnés devront être logés convenablement, entretenus et réparés aux frais des communes.

Le Conseil d'administration accorde également aux communes qui n'ont pas de ressources suffisantes, des subventions en argent pour les aider à acheter des pompes.

CHAPITRE XI

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

ART. 55. — Chaque année, une assemblée générale, composée du Conseil d'administration et des trois souscripteurs les plus importants de chaque arrondissement, se réunira dans le courant du mois d'avril, pendant la session du Conseil général, à Châlons, à la Préfecture, sous la présidence de M. le Préfet, pour approuver les répartitions de l'année précédente, apurer les comptes et entendre le rapport sur les opérations de la Caisse des Incendiés. Le Secrétaire-adjoint et l'Inspecteur-expert assisteront à cette assemblée générale avec voix consultative.

En cas d'égalité de souscriptions, les plus âgés des souscripteurs seraient seuls admis à l'assemblée générale.

Ce rapport, revêtu de l'approbation de M. le Préfet, sera adressé à chaque mairie, sous forme de fascicule, dont un extrait succinct, notamment en ce qui concerne les indemnités et les secours, sera affiché dans toutes les communes du département, avant le commencement des collectes annuelles.

ART. 56. — Toutes collectes et quêtes pour causes d'incendies autres que celles prescrites ou autorisées par le règlement, sont défendues, sous les peines prononcées par le Code pénal contre la mendicité. Tout incendié qui a quêté ou profité d'une collecte ou quête, est privé des secours du bureau.

CHAPITRE XII

RÉUNION DES SERVICES INCENDIE ET GRÊLE

ART. 57. — Afin de centraliser en un bureau spécial à la Préfecture :

1° Le service de la Caisse départementale de secours contre l'incendie, faisant l'objet d'un présent règlement ;

2° Et celui de la Caisse départementale de secours contre la grêle, instituée par un arrêté préfectoral du 30 janvier 1889, et dont le règlement porte la même date.

Les fonctions de Secrétaire-adjoint créées et définies dans les articles 5 et 7 ci-dessus et dans l'article 4 du règlement de la grêle, seront exercées par le même employé, avec le titre de Chef du bureau des Caisses départementales de secours contre l'incendie et contre la grêle. Mais les registres, états et comptabilités seront complètement séparés.

Les émoluments de ce chef de bureau et des employés qui pourront lui être adjoints, ainsi que tous les frais d'installation, d'imprimés, de registres, d'écritures et autres de gestion, seront supportés par chacune des deux Caisses, au prorata du montant brut des collectes de chaque année.

CHAPITRE XIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 58. — Le présent règlement sera exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1890.

Il sera inséré au *Recueil des Actes administratifs* de la

Préfecture et publié dans tout le département, par les soins de MM. les Maires. Des extraits en seront en outre affichés en placards dans toutes les communes.

Vu et autorisé l'application du Règlement ci-dessus, en exécution de la délibération du Conseil général, en date du 1^{er} mai 1889.

Châlons, le 28 octobre 1889.

Le Préfet de la Marne,

P. GRANET.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général,

LE BON.

Règlement du 1^{er} mai 1897

1^{er} mai 1897

NOUVEAU RÈGLEMENT

de la Caisse départementale des Incendiés

CHAPITRE PREMIER

RESSOURCES ET BUT DE LA CAISSE

ARTICLE PREMIER. — Les fonds de la Caisse des Incendiés pour le département de la Marne se composent :

1^o Du produit des collectes faites annuellement dans toutes les communes du Département ;

2^o Des subventions et dons qui peuvent être obtenus de l'État, du département, des communes et des particuliers ;

3^o Et des intérêts provenant du placement des fonds restés sans emploi après le règlement des sinistres.

ART. 2. — Ces fonds sont destinés :

1^o A indemniser les incendiés des pertes causées par le feu à leurs propriétés mobilières ou immobilières *existantes dans le département de la Marne inclusivement* et pour lesquelles il a été fait un versement à la Caisse.

La Caisse accorde ces indemnités, soit que le sinistre provienne d'un incendie accidentel ou du feu du ciel, soit que le dommage résulte de démolitions ordonnées pour arrêter les progrès de l'incendie.

Elle garantit aussi les dommages résultant de l'explosion et de la chute de la foudre dûment constatée, alors même qu'il n'y aurait pas incendie, mais elle ne répond pas des dégâts causés par les ouragans, les trombes ou par tout phénomène météorologique autre que le feu du ciel.

2° A secourir les incendiés qui n'ayant fait aucun versement ou n'ayant fait qu'un versement insuffisant, sont notoirement reconnus indigents par le Bureau de bienfaisance de leur commune et par le Conseil d'Administration de la Caisse ;

3° A accorder des indemnités aux personnes qui ont reçu des blessures en portant secours dans les incendies, si ces blessures ont occasionné une interruption de travail ;

4° A prêter le concours de la Caisse dans les conditions spécifiées au chapitre X ci-après ;

5° A payer les frais d'administration de la Caisse des Incendiés.

CHAPITRE II

ADMINISTRATION DE LA CAISSE

ART. 3. — La Caisse des Incendiés est dirigée par un Conseil d'Administration composé par des personnes ci-après désignées :

M. le Préfet de la Marne, Président ;

M. le Président de la Commission départementale, Vice-Président;

MM. les Membres de la même Commission;

M. le Directeur des Contributions directes;

M. le Secrétaire Général de la Préfecture et un Conseiller de Préfecture délégué;

Et MM. les Membres actuellement en exercice de la Commission intermédiaire du Bureau central de la Caisse des incendiés, lesquels ne pourront pas être remplacés.

M. le Trésorier-Payeur général du Département est Trésorier de la Caisse.

ART. 4. — Il est interdit aux membres du Conseil d'Administration de faire partie de l'administration d'une autre Caisse ou de toute autre Société de secours ou d'assurances contre l'incendie opérant dans le département de la Marne.

ART. 5. — M. le Préfet nomme, sur la présentation du Conseil d'Administration et en dehors de ce Conseil, un Agent rétribué, chargé de la correspondance; cet Agent représente la Caisse des Incendiés dans les vérifications et dans les évaluations des pertes, avec le titre d'« Inspecteur-Expert de la Caisse départementale des Incendiés ».

Ce dernier est dépositaire des registres, états, procès-verbaux et documents relatifs aux incendies et de tous papiers quelconques concernant l'Institution.

Un ou des Secrétaires-Adjoints rétribués et choisis parmi les employés de la Préfecture et nommés également par

M. le Préfet, sur la présentation du Conseil d'Administration, sont chargés de l'assister ou de le suppléer.

Ils assistent aux séances, mais avec voix consultative seulement.

Ces agents doivent avoir leur domicile réel au chef-lieu du Département.

Le Conseil d'Administration fixe les émoluments annuels de l'Inspecteur-Expert, du ou des Secrétaires-Adjoints et les remises de Comptables qui encaisseront les collectes.

ART. 6. — M. le Préfet, Président du Conseil d'Administration, est chargé de l'exécution des décisions de ce Conseil.

ART. 7. — Le Conseil d'Administration se réunit autant de fois qu'il est nécessaire sur la convocation du Président. Il nomme pour secrétaire de chaque séance l'un de ses membres. Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés ; en cas de partage, le Président a voix prépondérante. Les délibérations sont signées par tous les Membres présents.

Le registre des délibérations est coté et paraphé par le Président.

Les séances se tiennent à l'Hôtel de la Préfecture.

ART. 8. — En cas d'absence ou d'empêchement du Président ou du Vice-Président du Conseil d'Administration, le plus âgé des membres présents exerce la présidence.

ART. 9. — Chaque commune du Département a un Bureau particulier composé du Maire ou de l'Adjoint, des trois membres du Conseil municipal inscrits les premiers dans

l'ordre du tableau, et, en dehors de cette Assemblée, des deux souscripteurs de la commune dont les versements à la Caisse seront le plus élevés.

En cas d'égalité de cotisation, les souscripteurs les plus âgés seront préférés.

Ne pourront faire partie du Bureau les représentants dans la localité d'une compagnie d'assurances.

En cas d'empêchement de l'un ou de plusieurs des trois membres du Conseil municipal, les conseillers suivants par ordre d'inscription sur le tableau remplaceront les absents.

La présidence appartient au Maire ou à l'Adjoint avec voix prépondérante en cas de partage.

Le Secrétaire de mairie fait fonctions de secrétaire du Bureau particulier. Le Conseil d'Administration fixe chaque année le chiffre d'émoluments à donner au secrétaire de chaque Bureau particulier.

ART. 10. — La durée des fonctions des membres du Conseil d'Administration et des Bureaux particuliers faisant partie d'une assemblée électorale, est égale à la durée de leur mandat.

Les fonctions de membre du Conseil d'Administration et d'un Bureau particulier sont gratuites.

CHAPITRE III

ATTRIBUTIONS DES BUREAUX PARTICULIERS DES COMMUNES

ART 11. — Les Bureaux particuliers établis dans chaque commune sont chargés :

1° De faire les collectes dans leur commune et d'y rece-

voir les versements de toute espèce offerts pour la Caisse des incendiés ;

2° De procéder à l'évaluation des pertes dans les formes et selon les règles prescrites aux chapitres 6 et 8.

ART. 12. — Dans les villes, les Bureaux particuliers peuvent s'adjoindre, pour faire les collectes, des membres du Conseil municipal ou telles autres personnes notables que le Maire désignera.

ART. 13. — Toutes les décisions des Bureaux particuliers sont prises à la majorité absolue ; en cas d'égalité de voix, le Président a voix prépondérante.

La présence de trois membres au moins est nécessaire pour la validité de la délibération.

CHAPITRE IV

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ART. 14. — Le Conseil d'administration est chargé d'organiser et de diriger toutes les opérations de la Caisse départementale des Incendiés, de suivre toutes les affaires et de correspondre avec qui de droit.

ART. 15. — Il reçoit les avis et les évaluations des sinistres qui lui sont transmis par les Bureaux particuliers.

Il reçoit également les rapports, dressés par l'Inspecteur-Expert de la Caisse, sur les incendies arrivés dans le département, leurs causes connues ou présumées, les pertes qu'ils ont occasionnées, les indemnités et les secours à accorder.

ART. 16. — Il fixe le montant des pertes. Il prononce la

réduction des indemnités et secours contre les incendiés dont les cotisations sont insuffisantes pour couvrir l'intégralité de leurs pertes, et autorise M. le Président à délivrer les mandats.

Avis en est donné de suite par la Préfecture aux intéressés.

ART. 17. — Toute réclamation doit, à peine de déchéance, être adressée à M. le Président dans le mois de l'avis dont il vient d'être parlé.

Cette déchéance ne sera jamais réputée comminatoire,

ART. 18. — Le Conseil d'administration statue sur les difficultés que les sinistrés ont fait naître et sur les réclamations qu'ils peuvent soulever, quel qu'en soit l'objet, sauf recours par ceux-ci à l'Assemblée générale.

Ce recours devra, sous peine de déchéance, être adressé à M. le Président de cette Assemblée dans le mois de l'avis donné, à la partie intéressée, de la décision du Conseil d'administration.

ART. 19. — Il adjuge les primes de pompes à incendie et détermine le placement de ces pompes.

Il délibère sur la distribution des autres primes et subventions spécifiées au chapitre 10.

ART. 20. — Il reçoit et arrête les comptes que le Trésorier lui rend chaque année de ses recettes et de ses dépenses.

Il ordonne la publication des comptes annuels.

ART. 21. — Il délibère sur les dispositions, modifications et améliorations réglementaires que le bien de la Caisse peut exiger.

CHAPITRE V

COLLECTES ANNUELLES

ART. 22. — Chaque année, dans le mois de novembre, les Bureaux particuliers font, dans leurs communes, les collectes générales destinées à indemniser ou secourir les pertes résultant des incendies de l'année suivante dans le département.

Ces collectes sont annoncées à l'avance par les soins de MM. les Maires, qui communiqueront, sans déplacement, le règlement de la Caisse départementale, dont un extrait sera imprimé en tête des listes de collectes.

Chaque Bureau particulier établit une liste où sont exactement inscrits, par ordre de numéros, sans surcharge ni interligne, les noms, prénoms, surnoms, qualités et professions des souscripteurs et le montant de leurs cotisations.

ART. 23. — La liste des collectes est faite dans chaque commune en double exemplaire, arrêtée et signée par les membres du Bureau particulier et par les personnes désignées pour faire la collecte.

Un des exemplaires reste entre les mains du Bureau particulier ; l'autre, certifié par ce Bureau, est remis dans le courant de décembre, au plus tard, avec le produit entier de la collecte, savoir : pour les communes de l'arrondissement de Châlons, à Châlons, au Trésorier-Payeur général du département, Trésorier de la Caisse, et pour les commu-

nes des autres arrondissements aux Receveurs particuliers et aux Receveurs municipaux.

Il n'est admis aucune explication contraire à ce qui est écrit et chiffré sur la liste.

Tout souscripteur peut faire écrire sur la liste d'inscription de son versement les explications et conditions qu'il juge convenables, ainsi que toutes indications de meubles et d'immeubles.

Il a de plus la faculté, si elles sont étendues, de les produire sur des bulletins spéciaux déposés dans chaque mairie.

Ces bulletins, dont les totaux figureront sur les listes des collectes dans la colonne d'émargement de chaque souscripteur, seront rédigés en double exemplaire, signés par le souscripteur et par les membres du Bureau particulier et annexés à chacune des deux listes de collectes.

Mais, dans le cas où ces explications, conditions et indications seraient contraires au règlement, elles ne produiront aucun effet ; elles seront considérées comme non avenues, et la cotisation sera remboursée.

ART. 24. — Le versement n'est applicable qu'aux propriétés mobilières et immobilières existant dans la commune au moment de la collecte, à moins que le souscripteur n'ait déclaré lors de cette collecte, le faire porter spécialement en tout ou en partie sur telle ou telle autre desdites propriétés.

De plus, si le souscripteur possède des propriétés hors de cette commune, mais dans le département, et s'il veut y

appliquer aussi son versement, *il doit le déclarer formellement et indiquer quelle partie de ce versement il entend affecter à chacune de ces propriétés, ainsi que la nature desdites propriétés.*

Enfin, si, en déclarant qu'il entend assurer toutes ses propriétés dans le département, le souscripteur ne fait aucune indication spéciale, ses bâtiments, son mobilier, ses récoltes, en un mot *tout* est couvert par sa cotisation si elle est suffisante, quel que soit, dans le département, le lieu de la situation des bâtiments, et que le mobilier et les récoltes se trouvent chez lui ou dans un autre bâtiment, dans sa commune ou dans toute autre du département, sur des haies, en meules, au dehors ou rentrées et même en voiture, ou dans tout autre endroit non prévu, sauf les restrictions portées au tarif, notamment en ce qui concerne les meules et les cas prévus au numéro 32 article 35.

Les pertes éprouvées hors du département ne sont admises ni aux indemnités ni aux secours.

CHAPITRE VI

VERSEMENTS SPÉCIAUX, ETC.

ART. 25. — Le versement sur les biens soumis à un usufruit ou à une jouissance légale assimilée à un usufruit, porte sur la nuë-propriété et sur l'usufruit tout à la fois. Ce versement, par quelque personne qu'il soit fait, doit être spécial et inscrit sur la liste des collectes avec déclaration explicative. Faute de déclaration, il est applicable seule-

ment aux autres biens que le souscripteur possède dans la commune et dans le département, selon l'importance du versement.

En cas d'incendie, l'indemnité est liquidée comme pour tout autre bien et ordonnancée par un seul mandat au profit du nu-propriétaire et de l'usufruitier ; elle appartient au premier en nue-propriété et au second en usufruit.

Les difficultés qui pourraient s'élever entre eux sur le placement et la conservation du capital, sont réglées par les Tribunaux, sans que la Caisse des Incendiés puisse jamais être mise en cause.

ART. 26. — En cas d'indivision entre divers propriétaires, soit de bâtiments, soit de biens meubles, le versement fait par un des co-propriétaires ne profite qu'à lui seul et pour sa part dans la propriété, à moins de déclaration contraire et en faisant connaître nominativement tous les co-propriétaires.

Ces déclarations sont soigneusement inscrites sur la liste des collectes dans une colonne à ce destinée.

ART. 27. — Toute personne peut faire un versement en faveur d'autrui, et l'individu, désigné *nominativement* ou par l'emploi qu'il remplit auprès du déclarant pour en profiter, reçoit, en cas d'incendie, la même indemnité que s'il eût fait lui-même le versement.

Si le propriétaire d'un immeuble hypothéqué n'a fait aucun versement à la Caisse et s'il en est fait un par un créancier hypothécaire, avec application spéciale sur cet immeuble, le créancier reçoit l'indemnité de la Caisse, en

déduction ou jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû, le propriétaire prévenu et dûment appelé, mais le tout conformément à la règle établie à l'article 42.

La Caisse reçoit de tout intéressé des versements pour couvrir le risque dit *Recours du voisin*, résultant des articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil.

Les locataires ou fermiers peuvent aussi faire un versement pour se dégager de la responsabilité du *Risque locatif*, auquel ils sont soumis par les articles 1733 et 1734 du Code civil et 4 de la loi du 20 juillet 1889.

Mais dans tous les cas prévus par le présent article 27, une déclaration spéciale doit être consignée par écrit sur la feuille des collectes.

Les indemnités auxquelles les assurés contre le *Recours du voisin* et contre le *Risque locatif* peuvent avoir droit, sont réglées comme celles des autres souscripteurs, mais sans qu'elles puissent jamais excéder la perte subie par le voisin ou par le propriétaire.

Les versements faits par des tuteurs autres que les pères et mères ne seront applicables aux mineurs qu'autant que ceux-ci sont désignés nominativement sur la feuille de collectes ; à défaut de désignation, les versements ne profitent qu'aux personnes qui les ont faits.

ART. 28. — *Il n'est reçu aucun versement applicable à des salles de spectacles, ateliers d'artificiers, filatures de laine et de coton, moulins mus par l'eau ayant plus de deux paires de meules, non plus qu'aux bâtiments contigus et dépendant des ateliers ou usines ci-dessus désignés.*

La même exclusion s'applique aux marchandises et objets mobiliers y renfermés.

Lorsque, même hors des cas prévus par le présent article, un bâtiment, par ses vices de construction, présente des dangers particuliers d'incendie, lorsque les précautions propres à prévenir le feu sont habituellement négligées, lorsque enfin il existe des circonstances quelconques de nature à compromettre les intérêts de la Caisse, le Conseil d'administration peut refuser la cotisation du propriétaire. Dans aucun cas, il ne fait connaître le motif du refus ; le versement est alors rendu au souscripteur à quelque époque de l'année que ce soit.

Lorsqu'un versement portant sur un groupe de risques réunis couvrira, d'après le tarif, une somme de plus de 100.000 francs il ne produira d'effet qu'après avoir été agréé par le Conseil d'administration.

ART. 29. — A toute époque de l'année et en dehors de la collecte annuelle de novembre, des versements ou compléments de versement peuvent être faits, par l'entremise des Maires, soit dans les Caisses des Receveurs municipaux et des Receveurs particuliers, soit directement à M. le Trésorier-Payeur général.

Ces versements partiels sont mentionnés sur la feuille de collectes qui se trouve dans chaque mairie.

ART. 30. — La garantie de la Caisse départementale est d'une année, du 1^{er} janvier au 31 décembre inclus.

Cependant, dans le courant de l'année, on peut verser pour la partie qui en reste à courir ; et, sur le versement

annuel, il est fait remise d'autant de fois le douzième de ce versement qu'il y a de mois écoulés, *sauf pour les récoltes en meules.*

Les versements ainsi opérés n'ont d'effet qu'à compter du surlendemain à midi de la date des visas et jusqu'au 31 décembre inclus de l'année dans laquelle ils sont faits.

L'effet des versements qui auront lieu dans le cours de l'année aux conditions du présent article et du précédent, ne produira de garantie que si, par le plus prochain courrier, la Préfecture est avisée de ces versements.

ART. 31. — Avant de transférer son domicile ou de transporter son mobilier dans une autre commune, le souscripteur doit en faire la déclaration devant le Bureau particulier qui a reçu le versement.

En cas de mutation de propriétés bâties par vente, décès ou autrement, les nouveaux propriétaires sont de droit subrogés dans le bénéfice de la cotisation faite pour ces biens, à moins d'une déclaration contraire faite dans les dix jours de la mutation aussi devant le Bureau particulier.

Ces déclarations sont transmises à la Préfecture, qui en donne récépissé au Maire chargé de le remettre à l'intéressé.

CHAPITRE VII

TARIF DES VERSEMENTS

ART. 32. — Les bâtiments sont divisés en cinq classes :

- | | |
|---|---|
| 1 ^{re} classe. — Bâtiments dont les murs extérieurs sont construits entièrement en pierres, briques, moellons, craie ou carreaux de terre, sans charpente (1). | } couverts en
tuiles,
ardoises ou
métaux |
| 2 ^e classe. — Bâtiments dont les murs extérieurs sont de construction mixte où les pierres, briques ou moellons dominent | |
| 3 ^e classe. — Bâtiments dont les murs extérieurs sont de construction mixte où le bois domine. | |
| 4 ^e classe. — Bâtiments dont les murs extérieurs sont construits entièrement en bois hourdé (2), couverts en tuiles, ardoises ou métaux. | |

1. Sont compris sous la dénomination de murs extérieurs non seulement les murs de façades mais encore les murs séparatifs d'avec les maisons voisines.

2. Les bâtiments en bois, quoiqu'ils aient leurs bases et leurs cheminées en pierres, ou briques, ou craie, ou carreaux de terre, sont de la quatrième classe ; pour qu'ils soient de la troisième classe, il faut qu'en outre des cheminées, il y ait des parties de murs en pierres, ou briques, ou craie, ou carreaux de terre s'élevant au moins jusqu'au premier étage.

5^e classe. — Bâtimens de construction quelconque couverts en bois, chaume, roseaux, carton bitumé, en tout ou en partie.

En conséquence, quiconque veut couvrir la totalité de ses propriétés bâties ou mobilières sujettes à incendie, doit faire à la Caisse un versement dans les proportions indiquées au tableau suivant :

NATURE DES VALEURS A COUVRIR	VERSEMENTS PAR MILLE FRANCS pour un an				
	1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	3 ^e cl.	4 ^e cl.	5 ^e cl.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Première section					
1. Dans toutes les villes et communes, les bâtiments et édifices départementaux ou communaux, affectés à un service public, <i>sans logement</i> , les églises, chapelles publiques, halles, lavoirs couverts.....	0 20	0 30	0 40	0 80	1 »
2. Bâtiments avec logements et abattoirs publics.....	0 25	0 35	0 60	1 20	1 50
3. Mobilier et matériel appartenant au département, aux communes ou aux fabriques, dans les bâtiments avec ou sans logement.....	0 45	0 65	0 90	1 50	2 »
4. Mobilier ordinaire, linge, vêtements, chevaux appartenant aux personnes logées dans les bâtiments.....	0 70	0 90	1 20	2 »	2 50
5. Grains, récoltes et fourrages.....	1 »	1 25	2 »	3 »	3 50
Deuxième section					
Dans les villes, chefs-lieux d'arrondissement et dans les communes d'une population agglomérée de plus de 2 000 habitants, munies de deux pompes à incendie au moins, et dans les dépendances situées sur l'étendue des territoires de ces villes et de ces communes :					
6. Bâtiments.....	0 25	0 35	0 70	1 25	2 »
7. Mobilier ordinaire, chevaux, bestiaux, instruments de culture, outils, ustensiles.....	0 70	0 90	1 20	2 »	3 »
8. Grains, fourrages, marchandises.....	1 »	1 40	2 »	3 »	4 »
9. Affineur de chanvre, allumettes chimiques (md d') aubergiste, bains publics, boisselier, boulanger, cabaretier, cafetier, charron (atelier de), chevaux (march. et loueur), corroyeur, couleurs (md de), ébéniste, épicier, fourrages (march. de) grainetier, imprimeur, lampiste, liquoriste, lithographe, logeur en	Bâtiments.	0 50	0 75	1 20	2 25
	Mobilier ordinaire etc.....	1 »	1 25	2 »	2 50
					3 50

NATURE DES VALEURS A COUVRIR	VERSÈMENTS PAR MILLE FRANCS pour un an				
	1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	3 ^e cl.	4 ^e cl.	5 ^e cl.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
9. garni, menuisier (atelier suite de), pharmacien, plom- bier, poste aux chevaux, relieur, roulage (com- missionnaire de), sellier- carrossier. tonnelier, tourneur, traiteur, van- nier, voitures publiques (entrepreneur de).	Grains, fourrages et mar- chandises				
	1 25	1 50	2 25	3 »	4 50
10. Marchandises en magasin de : albâ- tres, broderies, chanvre, cristaux, drogueries, estampes, faïences, fleurs artificielles, glaces, horloge- rie, instruments de musique, lin, librairie, modes, musique, parfu- merie, pharmacie, plumes, porce- laines, verrerie.....	1 25	1 50	2 25	3 »	5 »
Troisième section					
Dans toutes les communes munies d'une pompe à incendie et dans les dépen- dances situées sur les territoires de ces communes :					
11. Bâtimens.....	0 40	0 60	1 25	2 25	3 »
12. Mobilier ordinaire, chevaux, bes- tiaux, etc.....	0 85	1 10	1 50	2 50	3 50
13. Grains, fourrages et marchandises...	1 25	1 50	2 »	3 »	4 »
14. Professions et mar- chandises dési- gnées en la 2 ^e sec- tion, n ^{os} 9 et 10 ci- dessus.....	Bâtimens.... Mobilier ordi- naire..... Grains, fourra- ges et mar- chandises...	0 60	0 80	1 75	2 50
		1 »	1 50	2 »	3 »
		1 50	2 »	2 50	3 50
				5 »	
Quatrième section					
Dans toutes les autres communes non mu- nies de pompes à incendie et leurs dé- pendances :					
15. Bâtimens.....	0 60	0 80	1 50	2 50	3 50
16. Mobilier ordinaire, chevaux, etc....	1 »	1 20	2 »	3 »	4 »
17. Grains, fourrages, marchandises....	1 50	2 »	2 50	3 50	4 50

NATURE DES VALEURS A COUVRIR	VERSEMENTS PAR MILLE FRANCS pour un an				
	1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	3 ^e cl.	4 ^e cl.	5 ^e cl.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
18. Professions et mar- chandises dési- gnées en la 2 ^e sec- tion, nos 9 et 10 ci-dessus.....	Bâtiments..... Mobilier ordi- naire, etc... Grains, fourra- ges et mar- chandises....	0 75 1 25 1 75	1 » 1 70 2 50	2 » 2 25 2 75	3 75 5 » 5 50
Cinquième section					
Dans toutes les communes, fabriques et usines, bâtiments, mobilier et marchan- dises, sans distinction :					
19. Apprêts de tissus de coton, bois (ma- gasin de), brasserie, chandelles (fa- brique de), chapeaux (fabrique de), charbon (magasin de), cierges (ta- brique de), clouterie, confiserie, dis- tillerie, draps (fabrique de), fonde- rie, forge, foulons, gazomètre, hui- lerie, machines et mécaniques (fa- brique et ajustage de), pianos (fac- teur de), orgue, poudre (débit de), suif (fonte de), tannerie, teinturerie avec séchoir à froid, tréfilerie, vi- naigrerie.....		1 25	1 75	2 25	3 » 4 50
20. Machines à vapeur fixes, moulin à blé mu par l'eau, système ordinaire, avec une ou deux paires de meules au plus (1).....		1 50	2 »	2 50	3 50 5 »
21. Moulin à vent, locomobile à vapeur, machine à battre ambulante.....		4 »	5 »	6 »	7 » 8 »
22. Faïencerie, four à chaux, poterie, tui- lerie, verrerie.....		3 »	4 »	5 »	6 » 9 »
23. Halle à charbon de forges, scierie, teinturerie avec séchoir à chaud, fa- brique de vermicelle.....		3 25	4 50	6 »	9 » 10 »
24. Pape- terie. {	à l'ancien procédé.....	3 »	4 25	5 50	8 » 10 »
	à la mécanique.....	5 »	6 »	7 »	8 » 10 »
	magasin de chiffons, séparés des papeteries.....	5 »	6 »	7 »	8 » 10 »
25. Amidonnerie, fabrique de noir, fécu- lerie, moulin à tan.....		5 »	6 »	7 »	8 » 10 »

1. Dans les systèmes Hongrois et Wegmann's, — Mariotte et Boffy, — Kolb, — Roze, les meules sont remplacées par des cylindres : chaque appareil est considéré comme une paire de meules.

Dans le système Toufflin ou broyeur Carr, chaque broyeur Carr est compté comme huit paires de meules.

1. Dans les systèmes Hongrois et Wegmann's, — Mariotte et Boffy, — Kolb, — Roze, les meules sont remplacées par des cylindres : *chaque appa-
reil est considéré comme une paire de meules.*

Dans le système Toufflin ou broyeur Carr, *chaque broyeur Carr est compté
comme huit paires de meules.*

26. Approvis. de bois à ciel ouvert près les usines. 5 fr. p. 1.000 fr.
 Meules de grains, { pour 6 mois et au-des- 4 fr. —
 de pailles battues } sous 4 fr. 50 —
 ou autres, hors des } pour 9 mois 5 fr. —
 bâtiments } pour 12 mois
 Dans aucun cas et quelles que soient l'époque du versement et la durée de l'assurance, le versement ne peut être inférieur à 4 francs par 1.000 francs.

Les meules non rentrées dans les bâtiments, à l'expiration de l'une des durées ci-dessus mentionnées, continueront à être garanties sous la condition que l'assuré en fasse la déclaration dans la forme prescrite par le dernier alinéa de l'article 30, et effectué en même temps un versement calculé à raison de 0 fr. 50 % pour chacun des trimestres suivants.

L'assurance de ces meules doit toujours faire l'objet d'un versement spécial avec déclaration explicative et indication expresse du temps pour lequel elle est contractée.

Faute de ces désignations, le versement ne sera applicable qu'aux autres risques de l'assuré, sous la réserve de l'application du paragraphe 3 de l'article 24.

27. La Caisse départementale garantit les locataires, fermiers et colons partiaires de la responsabilité du *Risque locatif*, résultant des articles 1733 et 1734 du Code civil et 4 de la loi du 20 juillet 1889, que les propriétaires pourraient invoquer contre eux :

1° Si l'immeuble est assuré par la Caisse, moyennant le quart du versement fixé pour ce bâtiment, mais pas au-dessous de 10 centimes par 1.000 francs.

2° Si l'immeuble est assuré par une Compagnie, moyennant les trois quarts du versement fixé pour ce bâtiment, mais pas au-dessous de 40 centimes par 1.000 francs.

Le locataire qui n'occupe qu'une partie des bâtiments peut se borner à couvrir une valeur égale à 15 fois son loyer annuel, mais alors la Caisse n'est tenue que de payer jusqu'à concurrence de cette valeur.

Sont affranchis de la responsabilité du *Risque locatif* résultant des articles précités, les Instituteurs, Institutrices, Curés, Desservants, etc., qui occupent les bâtiments communaux ou départementaux affectés à un service public et mentionnés au n° 2 du Tarif, sous la condition toutefois que ces immeubles soient assurés à la Caisse départementale des Incendiés.

La Caisse départementale n'assure pas le « *Risque locatif* » du locataire dont elle ne garantit pas le mobilier, les récoltes et les marchandises.

- | | | | |
|--|---|---|---|
| 28. Explosion du gaz servant à l'éclairage, aux usages domestiques et à l'industrie..... | { | Sur bâtiments, 5 centimes par | } Mais seulement sur bâtiments assurés à la Caisse. |
| | | 1.000 francs, en sus du versement couvrant ledit bâtiment | |
| | | Sur mobilier ordinaire, grains et fourrages, 15 centimes par | |
| | | 1.000 francs, en sus du versement couvrant lesdits objets.. | |
| | | Sur marchandises, fabriques, usines et leur contenu, 30 cent. par 1.000 fr., en sus du versement couvrant lesdites valeurs. | |

29. Recours du voisin résultant des articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil : Tarif unique, 0 fr. 15 c. pour 1.000 francs. (La somme versée doit être inscrite sur la liste des collectes avec désignation spéciale.)

30. La Caisse départementale garantit, pendant une durée de six mois, les dommages d'incendie sur *vins blancs de commerce dits de « Champagne »*, moyennant un versement égal à la moitié du chiffre fixé par le présent tarif.
- Lorsque le versement portera sur un risque excédant 100.000 fr. il ne produira d'effet qu'après avoir été agréé par le Conseil d'administration.
31. *Ruches d'abeilles* placées dans les ruchers et *ruches d'abeilles* disséminées dans les champs : Tarif unique, 3 fr. 50 pour 1.000 francs. (La somme versée doit être inscrite sur la liste des collectes avec désignation spéciale.)
32. *Il n'est reçu aucun versement applicable à des salles de spectacles, ateliers d'artificiers, filatures de laine et de coton, moulins mus par l'eau ayant plus de deux paires de meules, non plus qu'aux bâtiments contigus et dépendant des ateliers ou usines ci-dessus désignés.*
- La même exclusion s'applique aux marchandises et objets mobiliers y renfermés.*
33. Pour les professions, fabriques et usines désignées ci-dessus, si les bâtiments où s'exerce l'industrie ne sont contigus à aucun autre, ou s'ils en sont séparés par des murs en pierre allant du sol au-dessus de la toiture, sans aucune ouverture intérieure, le versement fixé pour l'industrie n'est exigé que pour ces bâtiments et leur contenu ; mais s'il y a contiguïté et communication ou séparation autre que par un mur en pierre, le versement fixé pour l'industrie est exigé pour tous les bâtiments contigus appartenant au même propriétaire et pour tout ce qu'ils renferment.
34. Lorsqu'un versement portant sur un groupe de risques réunis couvrira, d'après le tarif une somme excédant 100.000 francs, il ne produira d'effet, conformément à l'article 28 du règlement, qu'après avoir été agréé par le Conseil d'administration.
- Le Souscripteur devra veiller à ce que le Maire en informe immédiatement l'Inspecteur-Expert.
35. Le versement pour *les récoltes en meules, — les approvisionnements de bois près les usines, — le risque locatif, résultant des articles 1733 et 1734 du Code civil, — le recours des voisins, résultant des articles 1382, 1383 et 1384 du même Code, — l'explosion du gaz. — les ruches d'abeilles, — les vins blancs de commerce, dits de « Champagne »* doit être inscrit sur la liste avec *déclaration explicative* : faute de désignation spéciale inscrite sur la liste, le versement ne sera applicable qu'aux autres risques du souscripteur, toujours sans préjudice de l'application du paragraphe 3 de l'article 24.
36. C'est sur la valeur réelle au moment de l'incendie et non au moment où le versement est fait, que se règle l'indemnité. Celle-ci est alors proportionnelle et fixée d'après le montant des pertes comparées avec le versement effectué et celui qui aurait dû être fait pour couvrir la totalité de ce qui était susceptible d'être détruit par l'incendie.
- Si le versement est inférieur aux proportions indiquées dans le tarif, l'indemnité est réduite au prorata.
37. Les bâtiments, sol déduit, et le mobilier sont estimés d'après leur valeur vénale au moment de l'incendie ; les grains, récoltes et fourrages sont évalués au cours du jour de l'incendie, déduction faite des frais nécessaires pour en convertir la valeur en argent.
- Les marchandises fabriquées sont également estimées à leur valeur vénale au moment de l'incendie, mais sans que leur évaluation puisse excéder leur prix de revient ou d'achat.

CHAPITRE VIII

MODE DE CONSTATATION DES PERTES FIXATION DE CES PERTES ET PAYEMENT DES INDEMNITÉS OU SECOURS

ART. 33. — Quand un incendie éclate dans une commune le Maire ou l'incendié en donne aussitôt avis au Président par la voie de la Préfecture.

Lorsque l'événement n'aura pas été dénoncé dans le mois de sa date au Secrétariat de la Caisse départementale, aucune réclamation pour pertes ne sera admise. Cette disposition ne sera jamais réputée comminatoire.

ART. 34. — Immédiatement après l'incendie, le Maire fera dresser par l'incendié, dans l'ordre indiqué par le modèle envoyé dans toutes les communes, la déclaration détaillée de ses pertes, tant en bâtiments que mobilier, récoltes, etc., avec l'estimation de chaque objet.

Dans un autre état et selon le même ordre, l'incendié doit faire connaître, sans omission, la désignation et l'estimation de tous les objets formant le sauvetage intact et avarié, afin de déterminer, au moment du sinistre, l'existence et la valeur de tous les objets assurés.

En cas de pertes de récoltes, l'incendié indique en outre :

1° La contenance de chaque nature de propriétés exploitées par lui : 2° le terme moyen du produit par hectare de ces mêmes propriétés lors de la dernière récolte.

ART. 35. — Le Bureau particulier, convoqué par M. le

Maire, vérifie et arrête chacun des articles de la déclaration après avoir demandé à l'incendié les renseignements qu'il juge utiles pour arriver à la connaissance exacte de la vérité.

Il exigera que l'incendié, *pour lequel un sinistre ne doit jamais être une cause de bénéfice*, justifie partout les moyens possibles de l'existence, avant l'incendie, des bestiaux, instruments aratoires, mobilier, marchandises, denrées, etc., incendiés et de leur valeur. Il devra, dans l'évaluation des pertes en grains, fourrages et autres matières fongibles, défalquer ce qui aura été prélevé pour semence ou tout autre emploi, par consommation ou vente.

Le procès-verbal du Bureau particulier est rédigé immédiatement et signé par les membres présents.

Il indique nécessairement :

1° La cause connue ou présumée de l'incendie et tous les autres renseignements recueillis sur l'événement ;

2° Les noms, prénoms, demeures et professions des incendiés, le montant du versement et son numéro d'ordre sur la feuille de collectes ;

3° Le genre de construction et de couverture des bâtiments selon la classification établie en l'article 32 et, en cas d'indivision, la quotité appartenant à chaque propriétaire ;

4° La désignation et l'estimation de la valeur réelle au moment de l'incendie, déduction faite du sol, de tous les bâtiments incendiés ou non incendiés auxquels s'applique le versement, avec l'évaluation des matériaux conservés

dans les bâtiments détruits et celle des dégradations dans les bâtiments endommagés, lesquelles dégradations sont estimées eu égard à la diminution de la valeur effective qu'elles ont causées aux bâtiments et non aux frais de réparation ou de reconstruction qu'elles peuvent nécessiter ;

5° Le résultat de la déclaration détaillée prescrite pour le mobilier par l'article 34, en distinguant la somme des objets brûlés ou détruits et la somme de ceux conservés ; le tout, de telle sorte que l'évaluation générale des bâtiments et du mobilier auxquels s'applique le versement se retrouve dans les deux évaluations cumulées des biens incendiés et de ceux non incendiés ;

6° Le montant, et séparément pour chacune d'elles, des contributions de toute nature à la charge de chaque incendié dans ladite année soit dans la commune même, soit ailleurs ;

7° La quantité de bestiaux ou animaux de toute nature existant dans l'exploitation rurale ;

8° Les ressources de chaque incendié et toutes les observations qui peuvent servir à l'appréciation exacte de sa position ;

9° Si des collectes particulières ont été faites au profit d'un ou plusieurs incendiés ;

10° S'il y a assurance, par une Compagnie, du bâtiment comme du mobilier ou des deux natures de propriétés réunies sous le même numéro, l'incendié devra fournir en communication la police et toutes les pièces concernant

l'assurance:adhésions,propositions d'assurances,avenants, quittances, correspondance, etc.

ART. 36. — Le Bureau particulier reçoit et apprécie les déclarations de l'incendié. Celui-ci peut être appelé pour répondre aux différentes questions que le Bureau particulier juge utile de lui faire; mais l'incendié ne peut, dans aucun cas, être présent lorsqu'il s'agit d'arrêter l'évaluation de ses pertes.

Immédiatement après l'accomplissement de ces opérations, la déclaration de l'incendié et le procès-verbal du Bureau particulier sont transmis à M.le Préfet par la voie administrative.

Si le Président et l'Inspecteur-Expert croient nécessaire que ce dernier soit envoyé sur les lieux du sinistre, l'Inspecteur-Expert avise le Bureau particulier du jour où il se transportera dans la commune.

ART. 37. — Au jour indiqué, l'Inspecteur-Expert, après avoir entendu, s'il le juge convenable, l'incendié sur les lieux, et conféré avec le Bureau particulier de la commune ou les membres présents, donnera son avis motivé sur les vérifications et évaluations des pertes.

Le Président convoque le Conseil d'administration pour régler les pertes.

ART. 38. — Le Conseil d'administration, réuni au jour indiqué par le Président, entend le rapport de l'Inspecteur-Expert, qui lui soumet toutes les pièces et tous les procès-verbaux relatifs à l'incendie; puis, après examen et discussion, il arrête définitivement les pertes éprouvées par

chaque incendié et fixe l'indemnité proportionnée à sa cotisation ou le secours à accorder conformément aux articles 1 et 2 du Règlement.

Il fixe les indemnités dues à l'Inspecteur-Expert.

ART. 39. — Ne donnent lieu à aucune indemnité les pertes consistant :

En titres de toute nature, lingots et monnaies d'or, d'argent ou de billon ;

En bois non exploités et récoltes de toute nature non encore coupées ;

En arbres, arbustes et plantes d'agrément dans l'intérieur des jardins.

L'argenterie, les pierreries, perles fines, bijoux, tulles, dentelles, cachemires, tableaux, statues, médailles et autres objets de collections rares et précieuses peuvent être assurés, à la condition que le traité sera débattu préalablement entre le Conseil d'administration et le propriétaire.

L'argenterie et les bijoux sont assurés pour leur valeur intrinsèque.

Cette valeur doit être inscrite sur la liste des collectes avec désignation spéciale.

La Caisse ne répond, dans aucun cas, des objets perdus ou volés ni des risques de guerre étrangère, civile ou émeute.

ART. 40. — Cependant, les récoltes coupées dans les champs et non rentrées, les bois exploités mais encore gisant sur le sol de l'exploitation, ou transportés dans des chantiers hors de l'enceinte des bâtiments et à ciel ouvert,

d'une part : et d'autre part, les arbres fruitiers, les plantes, les légumes, les racines, les clôtures vives ou sèches se trouvant dans des jardins et enclos contigus aux habitations, seront compris, le cas échéant, dans les évaluations des pertes, si les cotisations sont suffisantes.

ART. 41. — L'incendié qui n'a rien versé à la collecte n'a droit ni à l'indemnité ni à secours : sont exceptés les indigents reconnus tels par l'Administration de la Caisse, sur la production d'un certificat délivré par le Président du Bureau de Bienfaisance de la commune constatant que l'incendié était inscrit sur l'état des personnes secourues dans l'année qui a précédé l'incendie et dans l'année de l'incendie.

A défaut du Bureau de bienfaisance, ce certificat devra être délivré par le percepteur et par le maire.

ART. 42. — Celui qui, après avoir fait assurer tout ou partie de ses propriétés mobilières et immobilières par une compagnie fait ensuite un versement à la Caisse départementale, ne reçoit d'indemnité que pour la partie de sa perte non couverte par la Compagnie d'assurance.

Et celui qui, après avoir fait un versement à la Caisse se fait ensuite assurer par des assureurs quelconques pour les risques déjà couverts par la Caisse, ne peut plus rien réclamer ; toute cession au profit de ces assureurs contre la Caisse est nulle et ne peut produire aucun effet.

ART. 43. — Si le recours du risque locatif, résultant des articles 1733 et 1734 du Code civil, est exercé contre les locataires ou fermiers ou contre les compagnies d'assuran-

ces, le propriétaire qui aura fait un versement aux collectes devra préalablement exercer ses droits contre qui il appartient, et il ne pourra se prévaloir de son versement à la Caisse qu'en cas d'insolvabilité bien constatée des locataires, fermiers ou assureurs ; en ce cas, il devra subroger la Caisse départementale, qui fera le paiement de l'indemnité ou du secours, dans tous ses droits contre lesdits locataires, fermiers ou tous autres obligés par suite du risque locatif.

Au surplus, tout assuré qui, par un acte quelconque, met la Caisse départementale dans l'impossibilité d'exercer son recours contre les auteurs où les personnes responsables d'un sinistre, perd, par cela même, tout droit à indemnité.

ART. 44. — Enfin, le Conseil d'Administration pourra, chaque fois qu'il le jugera convenable, faire assister tout souscripteur par l'Inspecteur-expert de la Caisse, pour défendre les droits de ce souscripteur vis-à-vis des autres Compagnies d'assurances, qu'il s'agisse du risque locatif, du recours du voisin, du cas prévu dans le paragraphe 1^{er} de l'article 42 ci-dessus, ou de toute autre circonstance d'intérêts opposés à débattre.

CHAPITRE IX

COMPTABILITÉ DU TRÉSORIER

ART. 45. — Toutes les opérations de recettes et de dépenses doivent être exclusivement faites par le Trésorier, seul chargé de la comptabilité.

ART. 46. — Aussitôt que le Trésorier a reçu les états nominatifs des versements constatant le chiffre des collectes faites dans les communes du département, il remet à l'Inspecteur-expert ces états avec la récapitulation certifiée par lui des versements par communes, cantons et arrondissements ; un double de cette récapitulation reste entre les mains du Trésorier.

ART. 47. — Les mandats de paiement délivrés sur le Trésorier sont signés par le Président ou par tout autre membre du Conseil d'Administration délégué. Chaque mandat porte un numéro d'ordre et énonce la date de la délibération qui l'a autorisé. La quittance écrite sans chiffres, au bas du mandat, est signée par l'incendié.

Si la partie prenante ne sait signer, la quittance est signée par deux témoins pour les sommes ne dépassant pas 150 francs, et au delà elle est donnée par acte notarié.

ART. 48. — Les mandats d'indemnité ou de secours sont adressés par M. le Préfet aux parties prenantes par l'intermédiaire du Maire.

ART. 49. — Le compte de l'exercice de chaque année est présenté par le Trésorier au Conseil d'administration dans les trois premiers mois de l'année suivante. Ce compte, avec les pièces justificatives à l'appui, est déposé aux archives de la Caisse ; un double, signé par les membres du Conseil d'Administration présents à l'apurement du compte, est remis au Trésorier pour sa décharge.

ART. 50. — Le Trésorier remet au Président l'état de situation de la Caisse toutes les fois qu'il en est requis.

Les fonds libres sont placés en rentes sur l'Etat ou de toute autre manière que le Conseil d'Administration déterminera, à l'exception de la somme qui sera reconnue nécessaire pour les besoins du service et qui sera placée de manière à rester toujours disponible.

Lorsqu'il y aura lieu d'acheter ou de vendre des rentes pour la Caisse, le Conseil d'Administration fixera la nature et le montant des rentes à acheter ou à vendre, et réglera les détails d'exécution pour les achats comme pour les ventes.

ART. 51. — Tout mandat qui n'aurait point été présenté à la caisse du comptable chargé du paiement avant le 30 avril de l'année qui suit celle du mandatement, sera annulé.

L'ayant droit ne pourra recevoir le montant de sa créance qu'après en avoir obtenu le réordonnancement.

CHAPITRE X

DISTRIBUTIONS DE POMPES ET ACCESSOIRES

SUBVENTIONS EN ARGENT

ART. 52. — Outre les indemnités et secours que le Conseil d'Administration distribue aux incendiés, il donne chaque année, suivant les ressources de la Caisse et comme primes d'encouragement, une ou plusieurs pompes à incendie, avec leurs trains et leurs agrès, aux cantons qui ont, relativement à leur population, le plus versé aux collectes.

Ces pompes sont confiées aux communes des cantons où le Conseil d'Administration juge le plus utile de les placer dans l'intérêt général.

Tout canton qui a obtenu gratuitement une pompe, est mis hors concours pour cette prime jusqu'à ce que tous les cantons du département l'aient successivement obtenue.

Les communes s'engagent à faire à la pompe ainsi donnée les réparations nécessaires pour la tenir en état de service continu et à en aider les communes voisines aussi loin que possible.

A défaut par une commune de remplir les obligations ci-dessus, la pompe peut lui être retirée pour être placée dans une autre commune du même canton.

Le Conseil d'Administration distribue aussi, toujours selon les ressources de la caisse : 1^o des pompes à incendie à charge par les communes qui les obtiennent de contribuer pour une portion dans leur prix ; 2^o des seaux à incendie, des tuyaux, des trains, soit gratuitement, soit à prix réduit.

Les pompes et agès ainsi donnés devront être logés convenablement, entretenus et réparés aux frais des communes.

Le Conseil d'Administration accorde également aux communes qui n'ont pas de ressources suffisantes, des subventions en argent pour les aider à acheter des pompes.

CHAPITRE XI

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

ART. 53. — Chaque année, une Assemblée générale composée du Conseil d'administration et des trois souscripteurs les plus importants de chaque arrondissement, se réunira dans le courant du mois d'avril, pendant la session du Con-

seil général, à Châlons, à la Préfecture, sous la présidence de M. le Préfet, pour approuver les répartitions de l'année précédente, apurer les comptes et entendre le rapport sur les opérations de la Caisse des incendiés. L'Inspecteur-Expert et le secrétaire-adjoint assisteront à cette Assemblée générale avec voix consultative.

En cas d'égalité de souscriptions, les plus âgés des souscripteurs seraient seuls admis à l'Assemblée générale.

Ce rapport, revêtu de l'approbation de M. le Préfet, sera adressé à chaque mairie sous forme de fascicule, dont un extrait succinct, notamment en ce qui concerne les indemnités et les secours, sera affiché dans toutes les communes du département avant le commencement des collectes annuelles.

ART. 54. — Toutes collectes et quêtes pour causes d'incendies autres que celles prescrites et autorisées par le règlement, sont défendues sous les peines prononcées par le Code pénal contre la mendicité. Tout incendié qui a quêté ou profité d'une collecte ou quête, est privé des secours de la Caisse.

CHAPITRE XII

RÉUNION DES SERVICES « INCENDIE ET GRÊLE »

ART. 55. — Afin de centraliser en un Bureau spécial à la Préfecture,

1° Le service de la Caisse départementale des Incendiés faisant l'objet du présent Règlement,

2° Et celui de la Caisse départementale de secours contre

la Grêle instituée par un arrêté préfectoral du 30 janvier 1889 dont le Règlement porte la même date.

Les fonctions créées et définies dans l'article 5 ci-dessus et dans l'article 4 du Règlement de la Caisse-Grêle, seront exercées par le même Agent, avec le titre d' « Inspecteur-Expert des Caisses départementales contre l'Incendie et contre la Grêle ». Mais les registres, états et comptabilités seront complètement séparés.

Les émoluments de l'Inspecteur-Expert et des employés qui pourront lui être adjoints, ainsi que les frais d'installation, d'imprimés, de registres, d'écritures et autres de gestion, seront supportés par chacune des deux Caisses, au prorata du montant brut des collectes de chaque année.

CHAPITRE XIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 56. — Le présent Règlement, qui annule tous les précédents, sera exécutoire à partir du 1^{er} juillet 1897.

Il sera inséré au *Recueil des Actes Administratifs* de la Préfecture et publié dans tout le département par les soins de MM. les Maires.

Vu et autorisé l'application du Règlement ci-dessus, en exécution de la délibération du Conseil Général en date du 28 avril 1897.

Châlons, le 1^{er} mai 1897.

Pour copie conforme:

Le Secrétaire général,

G. SURUGUE.

Le Préfet de la Marne,

H. SALMON.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — Préliminaires. Origine de la Caisse.	
Causes qui ont amené sa fondation.	7
CHAPITRE II. — Établissement d'une Caisse des Incen-	
diés dans le diocèse de Châlons	25
CHAPITRE III. — Période révolutionnaire. Essai de re-	
constitution de la Caisse.	61
CHAPITRE IV. — Période moderne. Étude de la Caisse	
depuis sa reconstitution par le Préfet de Jes-	
saint en 1804 jusqu'au règlement de 1897.	76
CHAPITRE V. — Règlement et fonctionnement actuels.	134
CHAPITRE VI. — Légalité de la Caisse.	148
CONCLUSIONS	154

Appendice

I. — Ordonnance de l'évêque de Langres du 18 sep-	
tembre 1759	161
II. — Règlement du 3 décembre 1779	166
III. — Arrêté du 2 ventôse an XII (22 février 1804).	175
IV. — Règlement du Bureau des Incendiés du 28 ger-	
minal an XII.	179
V. — Arrêté du 1 ^{er} février 1819.	186
VI. — Arrêté du 21 septembre 1821.	200
VII. — Règlement de 1882	205
VIII. — Règlement de 1889	238
IX. — Règlement de 1897	271

